Université d'Ottawa • University of Ottawa

Université d'Ottawa • University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

Natalie Christine NICHOLLS

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (sociologie)

GRADE - DEGREE

Département de sociologie

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

Les chinois de Paris et de Montréal : Analyse comparative de deux
communautés en situation d'immigration

V. Da Rosa

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

L. Laczko

S. Simon

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

NATALIE NICHOLLS

Les Chinois de Paris et de Montréal

Analyse comparative de deux communautés en situation d'immigration

Directeur de thèse :

VICTOR DA ROSA

Thèse présentée à la Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales de
l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention du grade de Maîtrise en Sociologie

Session d'Hiver 2004

Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 0-494-01564-0

Our file Notre référence

ISBN: 0-494-01564-0

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Canada

Résumé

La présente thèse consiste en une analyse comparative des communautés chinoises de deux pays différant tant par leur histoire que par leur orientation politique face à leurs populations immigrantes : le Canada et la France. Selon notre hypothèse, les différences proclamées ne sont pas tant significatives en regard des situations concrètes, et ces populations ont bien plus en commun que l'on pourrait le croire de premier abord. Nous basant sur les écrits de sociologues et d'anthropologues, nous décrirons la situation des Chinois dans deux villes, Montréal et Paris, et mettrons en lumière le fonctionnement interne de leurs communautés via l'étude des réseaux, commerces et associations. Enfin, nous nous interrogerons sur le rôle actuel des États quant à la gestion de leurs populations en ces temps de transnationalisme et de mondialisation de l'économie.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Victor Da Rosa pour avoir assuré la direction de ma thèse, et pour m'avoir secondée, par ses recommandations, dans la réalisation de celle-ci.

Je voudrais également remercier les membres du jury, Messieurs Scott Simon et Leslie Laczko qui, par leurs conseils, se sont révélés d'une aide précieuse.

Je remercie aussi Madame Marie-Blanche Tahon pour m'avoir encouragée à poursuivre mes études et à m'avoir orientée vers l'Université d'Ottawa.

Enfin, je tiens à remercier mes autres professeurs, grâce à qui j'ai pu approfondir mes connaissances, et sans lesquels ma thèse ne serait pas ce qu'elle est : Madame Linda Pietrantonio, ainsi que Messieurs Abdoulaye Gueye et Joseph-Yvon Thériault.

Table des matières

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE, CADRE THEORIQUE ET CONTEXTE HISTORIQUE.	3
SECTION 1 : HYPOTHESE ET METHODOLOGIE	3
§ 1. Hypothèse	3
§ 2. Méthodologie	5
SECTION 2 : THEORIE DE L'ETHNICITE ET ETHNODEVELOPPEMENT	7
§ 1. Les Chinois comme groupe ethnique	7
§ 2. De l'ethnicité à l'ethnodéveloppement	12
§ 3. Les commerces ethniques	15
SECTION 3 : HISTORIQUE DE L'IMMIGRATION CHINOISE	17
§ 1. La diaspora chinoise	17
§ 2. Histoire des Chinois au Canada	21
1. La première vague	21
2. La deuxième vague	26
§ 3. Histoire des Chinois en France	28
1. Les première et deuxième vagues	28
2. Les troisième et quatrième vagues	29
SECTION 4 : EVOLUTION RECENTE ; INTENSIFICATION DU TRANSNATIONALISME CHINOIS	31
§ 1. Migrations internationales et échanges interculturels	31
§ 2. Vers un transnationalisme chinois ?	33

CHAPITRE II : L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS CHINOISES DANS LE CONTEXTE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE D'INTEGRATION ET DU MULTICULTURALISME CANADIEN _____ 35

SECTION 1 : SIMILITUDES ENTRE LES POPULATIONS CHINOISES DU CANADA ET DE LA FRANCE 35

§ 1.	<i>Les communautés chinoises de Paris et Montréal</i>	35
§ 2.	<i>Institutions ethniques et leaders locaux</i>	36
1.	La complétude institutionnelle	36
2.	Élites et leadership au sein de la communauté ethnique	38
3.	Les associations chinoises en pays étranger	40
§ 3.	<i>Ethnie et nation</i>	42

SECTION 2 : LA COMMUNAUTÉ CHINOISE DANS LE CONTEXTE DU MULTICULTURALISME CANADIEN _____ 46

§ 1.	<i>Historique de la loi, ses objectifs et son évolution récente</i>	46
1.	De l'anglo-conformité au multiculturalisme	46
2.	Le cas particulier du Québec	48
3.	La remise en question du multiculturalisme	50
§ 2.	<i>Le Canada, pays d'immigration</i>	53
1.	Bref aperçu historique de l'immigration au Canada	53
2.	Les statistiques	54
§ 3.	<i>Les commerces chinois au Canada</i>	56
1.	Les origines	56
2.	Les commerces aujourd'hui	58
§ 4.	<i>Les associations</i>	62
§ 5.	<i>Le quartier chinois de Montréal</i>	63
1.	1880 –1950 : La survie des Chinois à Montréal	63

2.	1950 – 1990 : Le renouvellement de la communauté	66
3.	De nos jours : Promotion du quartier comme lieu historique, culturel et commercial	68
SECTION 2 : LA COMMUNAUTE CHINOISE DANS LE CONTEXTE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE		
	D'INTEGRATION	70
§ 1.	<i>Historique de la loi, ses objectifs et son évolution récente</i>	70
1.	Principes de l'universalisme français	70
2.	Remise en cause de ces principes	72
§ 2.	<i>La France, terre d'asile</i>	74
§ 3.	<i>Les commerces chinois en France</i>	76
1.	Le marché communautaire	76
2.	La tontine	77
3.	Typologie des commerces chinois	79
4.	L'opportunité du marché ethnique	80
§ 4.	<i>Les associations</i>	81
§ 5.	<i>Les Chinois à Paris</i>	83
1.	Le III ^e arrondissement : la filière du Zhejiang	84
2.	Le XIII ^e arrondissement : les réfugiés de l'Asie du Sud-Est	84
3.	Le secteur de Belleville	88
4.	Festivités et visibilité de la communauté	89
CHAPITRE III : LES CHINOIS DE FRANCE ET DU CANADA AUJOURD'HUI : COMPARAISON ET THEORIES EXPLICATIVES		
		92
SECTION 1 : ASPECTS ECONOMIQUES. L'ENTREPRENARIAT CHINOIS.		
		92
§ 1.	<i>Le succès économique des Chinois de la diaspora : trois thèses principales</i>	92
1.	La thèse culturaliste	92

2.	La thèse de l'opportunité économique	94
3.	La thèse de la mobilité bloquée	96
§ 2.	<i>Critique des thèses culturalistes</i>	97
1.	La réification de la culture chinoise	97
2.	La promotion des valeurs néo-confucéennes parmi les Chinois ethniques	100
3.	Critique humaniste et féministe de cette tendance	102
§ 3.	<i>Synthèse et conclusion</i>	105
SECTION 2 : ASPECTS SOCIOPOLITIQUES. INFLUENCE DE LA POLITIQUE D'ÉTAT SUR LES NOUVELLES IDENTITES		108
§ 1.	<i>Les Sino-canadiens</i>	108
§ 2.	<i>Les Sino-français</i>	110
§ 3.	<i>France et Canada : vers une convergence ?</i>	112
SECTION 3 : SYNTHÈSE ET CONCLUSION		116
§ 1.	<i>Les minorités ethniques : entre tolérance et acceptation</i>	116
§ 2.	<i>L'assimilation est-elle encore envisageable ?</i>	118
CONCLUSION		121
BIBLIOGRAPHIE		125
ARTICLES INTERNET		135

Introduction

Nous vivons dans une société appelée à se diversifier ; aujourd'hui déjà, les grandes villes occidentales accueillent des personnes d'origines et de cultures de plus en plus variées. Quelle que soit la politique du pays, celui-ci devra composer avec ce phénomène. En raison de l'essor de l'économie Asiatique du Sud-Est, ainsi que de l'ouverture progressive de la Chine sur le monde, il est plus que probable que nous assisterons d'ici peu à une venue massive d'immigrés chinois de toutes les catégories sociales, du prolétaire au riche homme d'affaires. La Chine, géant démographique dont la population est estimée à 1,255 milliards (mi-1999), et dont près de la moitié habite les villes¹, pourrait avoir un rôle majeur à jouer dans l'économie de demain ; la communauté chinoise sera alors en mesure d'apporter de nouvelles perspectives sociales, culturelles et économiques aux différents pays d'accueil.

Ainsi, dans le cadre de cette thèse, nous proposerons une étude et une comparaison des communautés chinoises de deux pays différant tant par leur histoire que par leur orientation politique face à leurs populations immigrantes : le Canada et la France ; par ailleurs, nous nous attarderons sur deux villes en particulier : Montréal et Paris. Le choix de ces deux pays se justifie par la volonté d'analyser et de comparer ces deux politiques nationales d'insertion – qui semblent, à première vue, radicalement opposées – en ces temps de transnationalisme et mondialisation de l'économie. En effet, le Canada a, depuis une trentaine d'années, mis en œuvre une politique multiculturaliste, favorisant l'expression des cultures des différents groupes ethniques, tandis que la France reste attachée aux valeurs républicaines de l'égalité et de l'humanisme abstrait, tolérant mal les différences culturelles.

¹ J.-P. LARIVIÈRE, « Chapitre 1 : Les changements démographiques dans 'l'Empire du milliard' », in J.-P. LARIVIÈRE (dir.), *La Chine et les Chinois de la diaspora*, CNED-SEDES, 1999, Paris, p.13.

Un autre intérêt serait la plus grande ancienneté de la présence chinoise au Canada par rapport à la France ; la situation présente au Canada pourrait préfigurer ce qui se passera dans la France de demain.

Notre thèse sera divisée en trois chapitres. Dans un premier temps, nous énoncerons l'hypothèse, la méthodologie et le cadre théorique ; en outre, nous retracerons l'histoire de l'immigration chinoise dans les deux pays concernés, et nous intéresserons aux moyens de subsistance des Chinois, parfois confrontés à une société d'accueil des plus hostiles (pensons au *Chinese Exclusion Act* de 1882 aux États-Unis et à son équivalent Canadien, le *Chinese Immigration Act* de 1923 sur lequel nous reviendrons par la suite), ainsi que leur regroupement et leur organisation au sein d'un quartier urbain, formant ainsi une communauté semi-autonome, appelée communément « *Chinatown* » ou « quartier chinois ». Dans un deuxième temps, nous évoquerons les lois des deux pays étudiés en matière d'immigration et d'insertion des minorités ethniques et culturelles, et tenterons de cerner leur objectif ainsi que leur évolution récente. Ensuite, nous nous attacherons à décrire et à expliciter la situation actuelle de ces communautés en pays d'accueil, en nous intéressant principalement à leur fonctionnement interne, via l'étude des réseaux, commerces et associations, mettant ainsi en lumière l'articulation entre les sphères sociale, culturelle, et économique. La troisième et dernière partie sera consacrée à l'analyse et la comparaison des situations économique et sociopolitique des communautés sino-canadienne et sino-française ; pour cela, nous interrogerons les différentes théories explicatives avancées par les auteurs et tenterons une synthèse à la lumière des faits étudiés. Enfin, nous conclurons notre étude par une question finale : celle du rôle actuel des États nationaux devant l'émergence et l'importance grandissante de ces nouvelles identités et appartenances transnationales.

Chapitre I : Méthodologie, cadre théorique et contexte historique.

Section 1 : Hypothèse et méthodologie

§ 1. Hypothèse

Bien que dispersées dans divers pays d'accueil à travers le monde, l'on constate que les différentes communautés chinoises présentent généralement une « morphologie » semblable. Ainsi, en 1986, deux sociologues françaises, Michelle Guillon et Isabelle Taboada-Leonetti, parviennent à mettre en relief ce qu'elles nomment « les traits caractéristiques de la diaspora chinoise ». Premièrement, le choix de la localisation des implantations chinoises, à savoir leur attraction pour les villes et leur tendance à se regrouper dans un quartier bien délimité. Ensuite, le type d'activité économique exercé, c'est-à-dire de petits commerces alimentaires, restaurants, industries textiles, ou encore, des réseaux financiers ; ceci s'explique par le fait que ces petites entreprises familiales étaient adaptées au type d'économie coloniale et post-coloniale existant dans les pays d'Asie du Sud-Est, et qu'en émigrant, les réfugiés d'origine chinoise emportèrent avec eux ce savoir-faire économique. En troisième lieu, le type d'organisation sociale – organisation communautaire basée sur la solidarité et dont les fondements organiques sont les associations – est presque autonome. Enfin, quel que soit leur pays ou région d'origine, les membres de ces communautés possèdent une forte conscience identitaire chinoise².

² M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Le triangle de Choisy. Un quartier chinois à Paris*, CIEMI et L'Harmattan, Coll. Migrations et changements, 1986, Paris, pp.101-103.

Soulignons à cet égard que les critères retenus par les auteures afin de définir les communautés chinoises de la diaspora sont semblables à celles définissant les *middleman minorities* ou minorités intermédiaires. Dans un célèbre article de 1973, Edna Bonacich caractérise ces dernières par leur concentration dans certaines occupations intermédiaires « entre producteur et consommateur, employeur et employé, propriétaire et locataire, élite et masses »³. Ces minorités se caractérisent également par leur espoir de retour au pays, développant ainsi une mentalité de séjournant, par leur volonté d'accumuler des richesses, par la création d'enclave, la solidarité interne, et leur retrait par rapport à la société d'accueil⁴.

Considérant les caractéristiques précitées comme applicables aux communautés sino-française et sino-canadienne, mon hypothèse est que les différences entre celles-ci sont superficielles et que leur situation de relative autonomie, en particulier via les commerces et associations, a permis aux Chinois, quoi qu'il advienne (plusieurs décennies de politique raciste au Canada et politique d'intégration en France, comme nous le verrons par la suite), de garder leurs spécificités sociales, économiques et culturelles.

Pour cela, nous supposons une imbrication entre ces trois sphères ; en effet, la famille est considérée comme un lieu de production économique, l'économie se sert de produits culturels, et le tout serait impossible sans l'existence de réseaux de relations et un contrôle social fort, ces derniers pouvant également transmettre des valeurs culturelles. Cela s'illustre dans l'étroite collaboration entre associations et commerces, les responsables des associations étant souvent propriétaires d'entreprises commerciales. À ce sujet, nous insisterons également sur l'importance de l'autonomie économique, laquelle a permis à la communauté chinoise de demeurer en retrait de la culture et des institutions locales.

³ Notre traduction, E. BONACICH, « A Theory of Middleman Minorities », *American Sociological Review*, Vol. 38, October 1973, p.583.

Pour en revenir à notre hypothèse, nous pensons qu'en raison de l'internationalisation des échanges et du caractère cosmopolite des grandes villes européennes, la France sera amenée progressivement à abandonner sa politique jacobine. Nous verrons à ce sujet comment les Chinois de Paris tentent de négocier leur identité via les associations culturelles visant à rapprocher Français et Chinois, ainsi que la célébration publique de fêtes culturelles, comme cela se fait depuis 1971 au Canada.

§ 2. Méthodologie

Cette thèse étant essentiellement théorique, nous proposons d'effectuer, dans un premier temps, une revue de la littérature concernant l'histoire de l'immigration chinoise. Nous nous servirons d'ouvrages de référence tels ceux de Jean-Pierre Larivière et d'Emmanuel Ma Mung pour l'historique de la diaspora chinoise, ceux de Peter Li, Jin Tan, Edgar Wickberg et de Denise Helly pour celui des Chinois au Canada, et ceux d'Emmanuel Ma Mung, Anne Raulin, Michelle Guillon et Isabelle Taboada-Leonetti pour celui des Chinois en France. Il est, à notre avis, essentiel de connaître le passé afin de comprendre le présent et savoir à quelle mémoire collective, à quelle histoire commune, réelle ou imaginée, les Chinois font référence. À ce stade, nous verrons également quelques statistiques officielles qui nous permettront de mieux appréhender la réalité et l'évolution des communautés chinoises du Canada et de France.

Il nous a paru également important d'étudier en détails les contextes étatiques dans lesquels ces communautés ont évolué. C'est pourquoi nous avons choisi de nous pencher sur les politiques qui ont succédé au Canada (l'anglo-conformité et le multiculturalisme) et en France (l'égalité formelle des citoyens et la récente évolution des mœurs qui pourrait aboutir

⁴ *Ibid.*, pp.584-586.

vers une certaine reconnaissance des cultures). Pour cela, nous utiliserons à nouveau des ouvrages de référence, tels ceux de Dominique Schnapper et de Will Kymlicka, ainsi que des articles récents publiés dans les revues sociologiques, en particulier celui de Danielle Juteau, Marie McAndrew et Linda Pietrantonio, auxquels s'ajouteront quelques articles d'actualité récoltés sur Internet, et en particulier sur les sites gouvernementaux, lesquels nous permettront de nous tenir informés des dernières évolutions en la matière. Enfin, quelques observations de terrain nous permettront de décrire avec plus de précision les *Chinatown*s montréalais et parisiens auxquels nous nous intéresserons.

Notre approche se veut inductive, à savoir que nous partons de l'étude d'un cas particulier, les Chinois du Canada et de France, ceci avant de nous intéresser aux politiques de ces deux pays. Par cette étude exploratoire, nous tenterons de comprendre comment l'attachement des individus à leur communauté, ainsi que la mise en œuvre par cette dernière de stratégies de subsistance économique et socio-culturelle, peut primer, en fin de compte, par rapport au contexte politique et à la volonté assimilatrice du pays. Les quatre « traits caractéristiques de la diaspora chinoise » développés par Guillon et Taboada-Leonetti, nous serviront d'indicateurs principaux dans notre démarche.

Section 2 : Théorie de l'ethnicité et ethnodéveloppement

§ 1. Les Chinois comme groupe ethnique

Depuis Weber⁵, des sociologues et anthropologues ont souligné l'aspect fondamental que revêt l'ethnicité dans les relations entre les groupes en tant que distinction primordiale entre le « nous » et le « eux », pour reprendre l'expression de Fredrick Barth⁶. C'est principalement après la Seconde Guerre mondiale que les théories sur les minorités ethniques se multiplient. Ainsi, dans *Race and Culture*, en 1950, Park énonce sa théorie du *race relation cycle*, cycle progressif et apparemment irréversible selon lequel les groupes ethniques minoritaires passeraient par différentes étapes successives : le contact, la compétition, l'accommodation et l'assimilation. Cette conformité se doublerait de l'abandon du groupe ethnique et, de ce fait, de sa condition économique particulière, et se traduirait par un désir de joindre le groupe dominant, ainsi que ses institutions économiques⁷.

Cinq ans plus tôt, Louis Wirth énonçait sa théorie sur les minoritaires qu'il définit comme « un groupe de personnes qui, en raison de leurs caractéristiques physiques ou culturelles, sont distinguées des autres au sein de la société dans laquelle elles vivent par un traitement différentiel et inégal, et qui en conséquence se perçoivent elles-mêmes comme des objets de discrimination collective »⁸. Le groupe minoritaire en statut ne peut se concevoir qu'en interaction avec un groupe dominant, majoritaire en statut, bénéficiant d'un plus grand

⁵ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, P.U.F., Le Sociologue, pp.38-42.

⁶ Voir F. BARTH, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op. cit.*, pp. 203-249.

⁷ J. G. REITZ, *The Survival of Ethnic Groups*, McGraw-Hill Ryerson Limited, 1980, Toronto, p.26.

⁸ Notre traduction ; L. WIRTH, « The Problems of Minority Groups », in LINTON, Robert (dir.), *The Science of Man in the World Crisis*, Columbia University Press, coll. Morningside Heights, 1945, New York, p.347.

prestige en société⁹. L'ethnicité, marquée par une différence culturelle – et parfois par une marque physique¹⁰, comme c'est le cas des Chinois, ce que nous verrons par la suite – constitue l'une des caractéristiques pouvant se traduire par un statut minoritaire, tel que défini par Wirth.

Selon Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, Wallerstein en 1960 et Gordon en 1964 ont fourni les deux premières définitions non tautologiques de cette notion, se basant principalement sur le sentiment qu'éprouvent les individus d'appartenir à un peuple¹¹ ; ainsi, l'on passe de tentatives d'appréhension de l'ethnicité comme appartenance « objective » à un groupe à l'insistance sur le caractère subjectif de ce phénomène.

L'on peut identifier deux acquis ressortissant du débat sur l'ethnicité, soulignent Poutignat et Streiff-Fenart. Tout d'abord, cette dernière implique une relation intergroupe et non une essence, comme l'a souligné Barth¹². En 1964, Murphy affirmait que « l'appartenance à un groupe implique une catégorie d'exclus », le « Moi collectif » niant un « Autre collectif ». Ensuite, l'ethnicité revêt un caractère dynamique plutôt que statique ; la plupart des auteurs la voyant comme une variable parmi d'autres, ou une structure sociale que l'individu active ou non, selon les circonstances¹³. Comme le relève Armstrong¹⁴, l'aspect dynamique de l'ethnicité est étroitement lié à son caractère relationnel, et la découverte de ces deux caractéristiques est, en outre, largement tributaire de l'approche en termes de frontières développée par l'anthropologue Fredrick Barth, auquel nous devons l'une des contributions

⁹ *Ibid.*, pp.347-348.

¹⁰ À ce sujet voir la théorie de Colette Guillaumin sur le système de marques ; C. GUILLAUMIN, « Race et nature. Système des marques. Idée de groupe naturel et rapports sociaux », [1977], in C. GUILLAUMIN, *Sexe, Race et rapport de pouvoir*, Côté-femmes, coll. Recherches, 1992, Paris, pp.171-194.

¹¹ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.24.

¹² F. BARTH, *Op.cit.*, pp.206-207.

¹³ R. F. MURPHY, *Social Change and Acculturation*, Transactions of the New York Academy of the Sciences, Series 2, vol. 26, n°7, 1964, pp. 845-854 ; cité in P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, pp.134-135.

majeures à l'appréhension de l'ethnicité. En effet, celui-ci la définit comme « une forme d'organisation sociale, basée sur une attribution catégorielle qui classe les personnes en fonction de leur origine supposée et qui se trouve validée dans l'interaction sociale par la mise en œuvre de signes culturels socialement différenciateurs »¹⁵.

Cette définition renvoie à quatre constats, affirment Poutignat et Streiff-Fenart. Tout d'abord, celui que l'ethnicité implique à la fois une définition interne (*endo-définition*) et externe (*exo-définition*) ; cette dernière donne lieu à un processus d'étiquetage ou *labelling ethnique*, objet d'une relation de pouvoir par laquelle le dominant tente d'imposer sa définition au dominé sur ce qu'il est¹⁶. Ensuite, ils relèvent l'importance centrale de la frontière permettant de distinguer les membres des non-membres, laquelle est à la base de la dichotomie « Nous / Eux ». Bien entendu les frontières ne sont pas toujours stables et imperméables ; celles-ci permettent les échanges, le changement, et dépendent avant tout d'interactions entre les différents groupes. Une autre caractéristique essentielle, selon eux, est la croyance en une origine commune, une parenté fictive, manifestée par des traits culturels communs¹⁷. Enfin, ils insistent sur la notion de « saillance » par laquelle les traits ethniques sont mis en relief au cours de l'interaction sociale. L'ethnicité, mode d'identification parmi d'autres, renvoie à un ensemble de ressources disponibles pour l'action sociale ; selon les situations un individu peut assumer l'une ou l'autre de ses identités¹⁸.

Dans une perspective matérialiste, Danielle Juteau définit l'ethnicité comme fait social. Partant de Weber, elle distingue le groupe ethnique des autres catégories sociales, telle la

¹⁴ J. A. ARMSTRONG, *Nations Before Nationalism*, The University of North Carolina Press, 1982, Chapel Hill, p.6 ; cité in P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.136.

¹⁵ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.154.

¹⁶ *Ibid.*, pp.155, 159-163.

¹⁷ *Ibid.*, pp.166-175.

¹⁸ *Ibid.*, pp.182-188.

classe ou le genre, comme se basant sur la croyance en des ancêtres communs, réels ou putatifs¹⁹. Elle élabore, par la suite, la question de la double dimension de la frontière ethnique. La première, la dimension externe, est celle qui « se construit dans le contexte de relations sociales qui résultent de la colonisation et de la migration », volontaire ou non²⁰. Cette dimension externe est indissociable d'un rapport de pouvoir, d'exploitation ou d'oppression. Cependant, la marque sur laquelle repose la différenciation n'est pas arbitraire ; elle repose sur la dimension interne de la frontière²¹. Cette dernière est construite chez chaque individu par un processus d'enculturation, « indissociable d'une relation d'entretien corporel, physique, affectif, intellectuel des êtres humains »²². La socialisation, ou transmission de l'ethnicité, a lieu généralement au sein de la famille, constituant ainsi le premier réseau ethnique²³. Ainsi, Juteau réconcilie les aspects objectif et subjectif de l'ethnicité, celle-ci constituant à la fois un sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi qu'une culture incorporée qui détermine notre être²⁴.

Björn Hettne insiste, lui aussi, sur l'existence d'éléments objectifs et subjectifs dans la constitution du groupe ethnique. Les facteurs objectifs peuvent consister en « un langage, une religion, un territoire, une organisation sociale, une culture, une race, une origine commune ». La « combinaison particulière [...] des facteurs choisis par un groupe pour affirmer son identité, laquelle est utilisée comme une ressource commune en vue d'arriver à un certain but » constitue le facteur subjectif. L'auteur souligne également le caractère fluide, c'est-à-

¹⁹ D. JUTEAU, « L'ethnicité comme rapport social », in *Mots. Les langages du politique*, 1996, Montréal, n° 49, pp.97-98.

²⁰ *Ibid.*, p.99.

²¹ *Ibid.*, pp.100-101.

²² *Ibid.*, p.102.

²³ D. JUTEAU-LEE, « La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal », *Sociologie et sociétés*, 1983, 15 (2), Montréal, pp.46-49 et 51-52.

²⁴ Ainsi, selon Juteau, un être humain sans ethnicité ne serait pas réellement humain ; voir *Ibid.*, p.50.

dire « contextuel, *situationnel* et relationnel », de l'ethnicité, qui peut « changer d'intensité au cours du temps »²⁵.

Le groupe ethnique doit être vu comme interagissant avec la classe sociale. L'une et l'autre peuvent se superposer et se confondre ; dans ce cas, il y a renforcement de la conscience de classe. Il peut aussi s'étendre sur plusieurs classes, affaiblissant ainsi sa conscience²⁶, mais également le sentiment d'appartenance ethnique, comme le démontre Manning Marable dans le cas des Afro-Américains²⁷. Enfin, comme nous le verrons par la suite, l'ethnicité se traduit souvent par des incidences économiques, en diverses situations de développement.

Jeffrey Reitz évoque également l'interaction entre la culture et la classe sociale, et dénombre ainsi deux raisons pour lesquelles les groupes ethniques maintiennent leurs frontières et leur cohésion : premièrement, une position économique défavorisée rendant nécessaire la solidarité ethnique servant les intérêts instrumentaux des membres du groupe, et, deuxièmement, la volonté de maintenir sa culture et la satisfaction intrinsèque que procure l'enracinement dans un groupe. Dans tous les cas, poursuit l'auteur, il existe un mélange d'aspects économiques et culturels²⁸.

Schnapper, enfin, conçoit les ethnies comme des « groupes d'hommes », se vivant comme « les héritiers d'une communauté historique et culturelle, souvent formulée en termes

²⁵ B. HETTNE, « 2. Ethnicity and Development : an Elusive Relationship », in D. DWYER et D. DRAKAKIS-SMITH (eds.), *Ethnicity and Development. Geographical Perspective*, John Wiley & Sons, 1996, New-York, p.17.

²⁶ *Idem.*

²⁷ M. MARABLE, *How Capitalism Underdeveloped Black America. Problems in Race, Political Economy and Society*, South End Press, 1983, Boston, pp.65-67.

²⁸ J. G. REITZ, *Op.cit.*, pp. 1-2.

d'ascendance commune », et qui partagent la volonté de maintenir une culture²⁹. Tout comme les nations, les ethnies constituent des formes historiques qu'il s'agit ni de réifier, ni de substantifier³⁰.

Pour des raisons de clarté, le terme « Chinois » sera appliqué à un groupe ethnique, dans son ensemble, indépendamment de l'origine géographique ou de la nationalité des individus qui composent cette communauté. En effet, celle-ci est extrêmement hétéroclite ; comme nous avons déjà pu le constater, elle inclut des personnes en provenance de la Chine continentale, de Hongkong, de Taïwan³¹, ainsi que de divers pays de l'Asie du Sud-Est. De plus, elle comprend des citoyens canadiens ou français, naturalisés ou de deuxième – voire troisième – génération. Nous émettons l'hypothèse que ces personnes sont unies par des liens d'ethnicité, tels que décrits ci-dessus, et ferons prévaloir ceux-ci sur les différences de genre ou de classe existant au sein de la communauté, bien que dans ces deux derniers cas, le syncrétisme entre la culture d'origine et celle de la société d'accueil, imposé par la situation d'immigration, se manifeste à différents degrés (pensons, par exemple, à l'occidentalisation des cadres et professionnels d'origine asiatique).

§ 2. De l'ethnicité à l'ethnodéveloppement

L'étude des *Chinatowns* et du développement de leur économie interne étant au cœur de cette recherche, ce détour par la théorie de l'ethnodéveloppement nous a semblé nécessaire.

²⁹ D. SCHNAPPER, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, coll. NRF Essais, 1994, Paris, p.28.

³⁰ *Ibid.*, p.30.

³¹ Sous réserve que les Taïwanais possèdent pour la plupart une conscience nationale taïwanaise et contestent leur appartenance chinoise, ceci malgré leurs origines *Han*. Voir à ce sujet : S. CORCUFF, « L'introspection Han à Formose. L'affaire des manuels 'Connaître Taïwan' (1994-1997) », *Études Chinoises*, vol. XX (1-2), printemps-automne 2001, Paris, pp.41-84.

En ces jours de mondialisation, l'ethnicité est parfois supranationale, et dans le cas de l'identité chinoise, est censée rassembler plutôt que diviser.

À ce sujet, notons tout d'abord que la théorie classique ou moderniste qui a longtemps prévalu, conçoit l'ethnicité comme un obstacle au développement, supposé disparaître avec l'instauration progressive de la modernité³². Ainsi, W. W. Rostow élabore sa théorie libérale du développement comme un processus linéaire selon lequel le pays passerait, par cinq étapes successives, de la société traditionnelle à l'ère de la consommation de masse³³. Octroyant un rôle essentiel au nationalisme, agissant comme « moteur » dans les premières phases du développement, l'auteur occulte néanmoins la dimension ethnique de son analyse. En effet, celle-ci fut longtemps perçue comme un obstacle à l'unité nationale et donc au développement du pays. L'élite moderniste qui, selon lui, est appelée à se substituer à l'ancienne élite foncière afin d'imposer à l'ensemble de la société les éléments de la modernité, n'est conçue qu'en termes de classe sociale alors que, dans les faits, la classe dirigeante peut recouvrir une ethnie particulière³⁴.

Le discours et la pratique développementiste ont été violemment critiqués par les théoriciens de la postmodernité. Ainsi, Tucker définit le « mythe du développement » comme un « processus par lequel d'autres peuples sont dominés dans leurs destinées et modelés en fonction d'une manière essentiellement occidentale de concevoir et de percevoir le monde »³⁵. Escobar a, entre autres, dénoncé l'ethnocentrisme inhérent à la conception classique du développement, celui-ci devant se conformer à un modèle unique, impliquant des instruments

³² B. HETTNE, *Op.cit.*, p.15.

³³ W.W. ROSTOW, *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, 1962, Paris, pp.16-25.

³⁴ *Ibid.*, pp.41-44.

³⁵ Notre traduction ; V. TUCKER, « The Myth of Development. A Critic of a Eurocentric Discourse », in R. MUNCK et D. O'HEARN (eds.), *Critical Development Theory : Contribution to a New Paradigm*, Zed Book, 1999, London, p.1.

adéquats perçus comme neutres et universellement applicables, à savoir la science, la technologie, la planification et les organisations internationales. Les pays sont, en outre, tenus de se conformer à la culture et aux idées occidentales du progrès³⁶. Le principe organisateur de ce discours est la croyance en le rôle de la modernisation comme seule manière de détruire les superstitions et autres modes de vie archaïques. Outre les aspects matériels, celle-ci nécessite une véritable diffusion des valeurs modernes, notamment via le système éducatif³⁷.

Dans leur ensemble, les sciences sociales ont mis du temps à considérer l'élément ethnique par rapport au développement. Celui-ci ne fut étudié sérieusement qu'à partir des années 1960 en anthropologie et près de vingt ans plus tard pour les autres sciences sociales³⁸. Ainsi, les théoriciens du système-monde introduisent ce facteur, « l'associant à la distribution de rôles de production dans le cadre d'une division internationale du travail ». Les *dependentistas*, quant à eux, relèvent l'activation de l'ethnicité lors d'une relation de type centre-périphérie, tel un « colonialisme interne » par lequel un groupe ethnique en exploite un autre (les *Ladinos* exploitant les *Indios*, dans le cas de l'Amérique latine)³⁹.

Selon Björn Hettne, la raison principale de cette négligence originelle « est que la théorie du développement envisage les 'États' et les 'économies nationales' comme des unités de base, ce qui empêche une prise en compte sérieuse du facteur ethnique »⁴⁰. Traditionnellement, le développement est perçu en termes de renforcement du pouvoir de l'État par l'industrialisation et la modernisation du pays, se traduisant, par la suite, en une homogénéisation croissante de la société. « Afin d'éviter ce biais évolutionniste et

³⁶ A. ESCOBAR, *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press, 1995, Princeton, p.26.

³⁷ *Ibid.*, pp.40-41.

³⁸ D. DWYER, *Op.cit.*, p.3.

³⁹ B. HETTNE, *Op.cit.*, pp.15-16.

⁴⁰ *Ibid.*, p.16.

déterministe », dit l'auteur, il importe de considérer « le concept de modernisation [...] comme un 'impératif' imposé de l'extérieur, et non comme une 'histoire naturelle' du développement. » En y regardant de plus près, l'on constate que, souvent, les États sont loin d'être homogènes ; en effet, il n'est pas rare que « le pouvoir de l'État [soit] lié à un groupe ethnique dominant », modernisant le pays et consolidant par là sa position. Ainsi, l'intérêt de ce groupe et l'intérêt national coïncident ; les ressources se nationalisent, ceci au détriment des ethnies dominées⁴¹.

Le cas des Chinois de la diaspora constitue une parfaite illustration de cet état de fait. En Asie du Sud-Est, les populations chinoises ont créé et maintenu au fil des siècles un vaste réseau commercial pour devenir ensuite les intermédiaires des colons européens dans leurs relations avec les peuples autochtones⁴². Ce groupe ethnique deviendra, par la suite, dominant sur le plan économique dans la plupart de ces pays.

§ 3. Les commerces ethniques

La présence de Chinois dans de nombreux pays occidentaux s'étant traduite par l'émergence et le développement de commerces dits « ethniques », il nous a paru important de définir cette notion.

Selon Ellen Auster et Howard Aldrich, l'adjectif « ethnique » pourrait s'appliquer à tout commerce ou entreprise tenu par un membre d'une communauté ethnique particulière. Cependant, disent-ils, cette définition ne rend pas compte de ce qu'implique cette notion, à savoir la dépendance à la communauté ethnique lui fournissant un support à deux niveaux :

⁴¹ *Ibid.*, p.20.

⁴² M.-P. HA, « Cultural Identities in The Chinese Diaspora », in *Mots Pluriels*, n°7, 1998, pp.4-5.

celui, informel, des parents et amis, auquel s'ajoute l'aide apportée par les réseaux et institutions ethniques⁴³. Radha Chaganti et Patricia Greene, quant à elles, affirment qu'il ne faut pas uniquement tenir compte de l'appartenance de l'entrepreneur au groupe ethnique assigné, mais également de sa volonté de s'identifier et se définir par son engagement dans la communauté se marquant par des interactions avec ses membres, ainsi qu'un sentiment de partager des valeurs ou une expérience communes⁴⁴. Enfin, Peter Li les définit plus spécifiquement comme de petits commerces associés à une communauté ethnique dont les propriétaires et gérants sont membres, et dont les marchés sont limités et spécialisés⁴⁵.

Quatre observations ont été avancées par les auteurs en ce domaine, relèvent Denise Helly et Alberte Ledoyen. Premièrement, beaucoup ont observé la plus grande tendance des immigrants à créer leurs propres emplois comparés aux natifs du pays d'accueil. Ensuite, certains groupes minoritaires sont plus enclins que d'autres à produire une forte proportion d'entrepreneurs. Un troisième constat porte sur la dépendance de ces entreprises au groupe ethnique et à ses réseaux. Enfin, les auteures ont souligné la tendance des immigrants à investir en plus grand nombre, sinon majoritairement, des sous-secteurs « mous » de la production, tels la vente au détail, les services, la restauration et les petites manufactures⁴⁶.

⁴³ E. AUSTER et H. ALDRICH, « Small Business Vulnerability, Ethnic Enclaves and Ethnic Enterprise », in R. WARD et R. JENKINS (éd.), *Ethnic Communities in Business*, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, p.49.

⁴⁴ R. CHAGANTI et P. G. GREENE, « Who Are Ethnic Entrepreneurs ? A Study of Entrepreneurs' Ethnic Involvement and Business Characteristics », in *Journal of Small Business Management*, 40(2), 2002, pp.126-143.

⁴⁵ P. S. LI, *The Chinese in Canada*, Oxford University Press, coll. Studies in Canadian Sociology, 1988, Toronto, p.52.

⁴⁶ D. HELLY et A. LEDOYEN, *Immigrés et création d'entreprises*, Institut de recherche sur la culture, 1994, Montréal, pp.15-18.

Section 3 : Historique de l'immigration chinoise

§ 1. La diaspora chinoise

La migration chinoise est une tradition ancienne, vieille de plus de deux mille ans. Au fil des siècles, des marins, commerçants et artisans sont envoyés dans les nombreux ports de l'Asie du Sud-Est, établissant ainsi un réseau marchand entre cette région et la Chine. C'est ainsi qu'au XVII^e siècle, lors de la colonisation européenne, l'on dénombre plusieurs milliers de Chinois dans les ports de Malaisie, Sumatra, Java, Bornéo et Philippines⁴⁷.

Les communautés chinoises de ces pays se caractérisent par une forte propension aux activités commerciales et par un fonctionnement en réseaux lesquels, à la fin du XVIII^e siècle, comportent environ deux millions de personnes⁴⁸. Véritables intermédiaires entre le pouvoir colonial et les peuples colonisés, les Chinois de l'Asie du Sud-Est bénéficient, dès le départ, d'un statut particulier. Celui-ci leur permet de s'organiser en congrégations, et de jouir en même temps d'une autonomie considérable, notamment en ce qui concerne l'administration des affaires internes du groupe. En outre, les chefs de ces congrégations représentent la communauté auprès du pouvoir central et répondent de la bonne conduite de leurs compatriotes⁴⁹.

La Chine connaît au XVIII^e siècle une période de paix dont résulte un essor démographique sans précédent : la population fait plus que doubler pour atteindre environ 313 millions d'habitants à la fin du siècle et 430 millions en 1850. La pression démographique est

⁴⁷ E. MA MUNG, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Ophrys, coll. Géophrys, 2000, Paris, p.15.

⁴⁸ P. TRIOLLET, *Op. cit.*, p.57.

⁴⁹ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, pp.100-101.

plus forte dans le Sud et en particulier dans la province du Guangdong qui recense 31 millions d'habitants à la chute de la dynastie des Qing en 1911, et dont la densité moyenne est de 600 habitants par kilomètre carré. Ainsi, plus de 70% des Chinois d'outre-mer au XIX^e siècle sont originaires de cette province. Cette brusque augmentation de la population provoque une fragmentation des lots de terre arables, celles-ci occupant moins de 10% du territoire chinois. Ceux-ci n'appliquant pas le principe de la primogéniture, les lots diminuent à chaque génération. De plus, suite à la pénétration du capitalisme occidental, en particulier dans le commerce du thé et de l'opium, la déflation et une grave récession sévit au Sud⁵⁰.

En même temps, s'abat sur la Chine une série de désastres politiques et écologiques. C'est ainsi que d'importantes masses humaines fuient le pays ; de ce fait, l'émigration chinoise change d'échelle et de nature pour devenir planétaire et prolétaire. La fin de la traite des Noirs, puis de l'esclavage, crée un appel de main d'œuvre, spécialement dans les îles à sucre des Caraïbes ; c'est ainsi que les *coolies*, recrutés sous contrat dans les ports ouverts de Chine, sont transportés comme du bétail dans les « enfers flottants », trafic qui persistera jusqu'en 1930, malgré l'interdiction du gouvernement chinois en 1874. Entre 1850 et 1900, l'Amérique du Nord et l'Australie reçoivent chacun un demi million de Chinois. Entre 1880 et 1900, la Malaisie péninsulaire en accueille cinq millions. Quant à l'émigration féminine, elle n'est autorisée qu'en 1893 et devient dominante au cours des années 1920-1930, ce qui marque un tournant décisif de cette diaspora⁵¹.

L'Europe, quant à elle, ne connaîtra que bien plus tard une immigration chinoise de masse. Hormis les quelques 140,000 travailleurs et militaires chinois recrutés lors de la

⁵⁰ J. TAN et P. ROY, *The Chinese in Canada*, Canadian Historical Association, 1985, Ottawa, p.3.

⁵¹ P. TRIOLLET, *Op. cit.*, p.57.

Première Guerre mondiale⁵², c'est au milieu des années 1970, suite aux conflits qui ont suivi la décolonisation de l'Asie du Sud-Est, que le Vieux Continent connaît une arrivée massive de réfugiés chinois en provenance, pour beaucoup, du Cambodge, du Vietnam et du Laos⁵³.

De nos jours, bien que près de 85% des Chinois d'Outre-mer sont établis en Asie du Sud-Est, ces derniers sont de plus en plus nombreux à immigrer à travers le monde. Ainsi, au début des années 1990, on estime à plus de trente millions le nombre d'immigrés chinois, dont vingt-six millions en Asie, trois aux Amériques et près de sept cent soixante-dix mille en Europe⁵⁴. On les retrouve dans plus de cent trente pays différents, sur les cinq continents⁵⁵. Cependant, l'essentiel de la diaspora n'est issue que d'une quarantaine de districts des quatre provinces méridionales de Zhejiang, Fujian, Guangdong et Hainan, et se répartit en une dizaine de filières migratoires⁵⁶.

Selon Marie-Paule Ha, nous ne pouvons appréhender les Chinois de la diaspora comme une masse homogène ; il existe au contraire une grande diversité selon les contextes historiques et sociaux de l'implantation de leurs communautés.

Tout d'abord, à la suite de Gungwu Wang, nous pouvons effectuer une première classification entre quatre types d'immigrants : le *Huagong* ou *coolie*, travailleur non qualifié et sous-payé au XIX^e et début du XX^e siècle ; le *Huashang*, artisan ou marchand s'établissant dans l'un des ports et villes de l'Asie du Sud-Est, créant ainsi les prémises d'un réseau commercial ; le *Huaqiao*, terme se référant à tout immigré Chinois d'outre-mer ; le *Huayi*, descendant de Chinois de l'Asie du Sud-Est, de Hongkong ou de Taïwan, « ré-immigrant »

⁵² E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.98.

⁵³ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, p.133.

⁵⁴ E. MA MUNG, *Op. cit.*, pp.53-54.

⁵⁵ P. TRIOLLET, *Op. cit.*, p.59.

vers l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord ou l'Australie, ceci en particulier depuis une quarantaine d'années⁵⁷. Les Chinois dont il sera question par la suite sont essentiellement, pour les premières vagues, des *Huagong* arrivés dans la seconde moitié du XIX^e siècle et, pour les dernières vagues, des *Huayi*, affluant en masse depuis les années 1970.

Le degré d'adaptation est en grande partie tributaire de la puissance de la communauté chinoise. Les petites communautés, possédant peu de ressources économiques et de possibilités de se marier au sein du groupe devront s'accommoder voire s'assimiler rapidement à la société d'accueil ; les grandes communautés, détenant un pouvoir économique fort et où le mariage endogame est possible, conserveront probablement une identité chinoise plus marquée. Entre les deux extrêmes, se situent les communautés dites « intermédiaires » comme les Sino-Thaï ou les Babas de Malaisie, mélangeant les éléments des cultures chinoise et indigène⁵⁸.

Notons enfin que cette dispersion de la population chinoise s'opère désormais dans le contexte d'un système interactif d'un genre nouveau. Comme l'affirme Arjun Appadurai, bien que le passé ait connu ses voyageurs, marchands, pèlerins et conquérants, les échanges culturels étaient cependant limités. Depuis le XIX^e siècle, ce processus s'est accéléré, tandis que le siècle qui suivit fut le témoin d'une explosion technologique, en particulier dans les domaines du transport et de l'information⁵⁹. Pour les Chinois d'Outre-mer, cela signifie de plus grandes possibilités d'échanges entre les différents pôles de la diaspora, permettant une meilleure organisation des réseaux, voire une recreation de liens entre des communautés dispersées à travers le monde.

⁵⁶ *Ibid.*, p.62.

⁵⁷ M.-P. HA, *Op. cit.*, pp.1-3.

⁵⁸ *Ibid.*, pp.3-4.

§ 2. Histoire des Chinois au Canada

1. La première vague

Au Canada, l'histoire de l'immigration chinoise commence avec la ruée vers l'or en Colombie-Britannique et la construction du chemin de fer à la seconde moitié du XIX^e siècle. Fuyant la guerre et la pauvreté dans leur pays, ces milliers de Chinois espèrent retourner en Chine une fois leur fortune faite, rêve que très peu d'entre eux réaliseront⁶⁰. Les femmes étant interdites d'émigrer selon le gouvernement chinois, les hommes représentent 99% de ces pionniers⁶¹. Souvent, après quelques années, ces jeunes célibataires retournent au pays afin de se marier, restent une année ou deux, puis reviennent au Canada, et tentent de gagner suffisamment d'argent pour réitérer le voyage⁶². Par ailleurs, les immigrants chinois ont longtemps conservé une « mentalité de séjour », relèvent Edgar Wickberg et consorts ; expatriés en Amérique du Nord pour y gagner leur vie, ils demeuraient fidèles à la Chine et à leurs familles auxquelles ils envoyaient une bonne partie de leur salaire⁶³.

À partir de 1858, environ 4,000 Chinois migrent au Canada afin d'y chercher l'or dans les mines ; cette époque de la « fièvre de l'or » sera de courte durée, car en 1866, les Chinois ne sont plus que 1,705 à résider au pays. La plupart d'entre eux s'adonnent à l'exploitation de gisements alluvionnaires, activité n'exigeant qu'un investissement minimal, tandis que d'autres se livrent à diverses activités comme la culture et la vente de légumes frais, la coupe de bois de corde, ou encore, l'exploitation de blanchisseries et restaurants. À cette époque, les Chinois mènent une vie

⁵⁹ A. APPADURAI, « Disjonction et différence dans l'économie culturelle globale », in *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2002, Paris, pp.61-63.

⁶⁰ P. S. LI, *Op.cit.*, pp.11, 13-14.

⁶¹ *Ibid.*, p.19.

⁶² *Idem.*

⁶³ E. WICKBERG (éd.), H. CON, R. J. CON, G. JOHNSON et W. E. WILLMOTT, *De la Chine au Canada, Histoire des communautés chinoises au Canada*, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Coll. Histoire des peuples du Canada, 1984, Ottawa, p.5.

de nomade, se déplaçant au gré des découvertes de nouvelles mines ; ils ne disputent que rarement les emplois aux Blancs. Les deux populations ne se mêlent d'ailleurs que très peu, principalement en raison des préjugés venus de Californie et d'Australie dont les Chinois sont victimes⁶⁴.

Les terrains aurifères épuisés, les Chinois s'engagent comme domestiques, aide-mineurs ou ouvriers saisonniers dans des conserveries de saumon de la vallée du Fraser. À partir de 1872, le racisme s'institutionnalise : sur base de leur « race » et non de leur nationalité, les Chinois se voient privés du droit de vote par l'assemblée législative, sous prétexte que, votant en bloc, des politiciens « sans scrupules » pourraient les exploiter.

Suite aux plaintes de la population, qui estime que les Chinois représentent une concurrence déloyale et drainent l'argent du pays, le parlement provincial décide à l'unanimité, en 1878, d'interdire leur embauche sur les chantiers provinciaux ; cette loi restera en vigueur jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale⁶⁵. Se voyant exclus des postes et domaines qu'ils avaient autrefois occupés, tels les différents métiers d'ouvriers qualifiés, les Chinois se tournent vers un autre secteur dans lequel ils n'entrent pas ou peu en compétition avec les Blancs, celui des commerces ethniques, notamment les blanchisseries et restaurants⁶⁶.

Cependant, la nécessité de construire un chemin de fer amènera les autorités à revoir leur position. Manquant cruellement de main d'œuvre, le gouvernement du Canada autorise l'entrée de 17,000 Chinois en Colombie Britannique, entre 1881 et 1884. Plus de la moitié viennent directement de la Chine, les autres des États-Unis. Environ 1,500 d'entre eux succomberont à la maladie ou à un accident. La construction de la voie ferrée touchant à sa

⁶⁴ J. TAN et P. ROY, *Op.cit.*, p.7.

⁶⁵ *Ibid.*, p.7.

fin, les Chinois se voient contraints de chercher du travail ailleurs, notamment comme aide auprès des mineurs de charbon. Mais après 1883, lorsque la plus grande houillère fait appel à des briseurs de grève chinois, commence une grande croisade anti-chinoise menée par les syndicats ouvriers. L'année qui suit, le gouvernement provincial impose à tout Chinois une capitation de 10\$. En outre, il leur refuse la possibilité d'acquérir des terres de la Couronne, bannit certaines coutumes comme l'exhumation des corps pour le retour vers la Chine ou l'usage non médical de l'opium, impose pour les habitations un cubage minimum par habitant, obligeant les Chinois disposant de peu de ressources à dépenser plus, et enfin, use d'un système de taxation à l'entrée afin de restreindre leur arrivée sur le sol canadien (50\$ en 1886, 100\$ en 1900 et 500\$ en 1905)⁶⁷.

Selon Kay Anderson⁶⁸, le sentiment anti-chinois de l'époque était principalement basé sur le fait que, « au tournant du siècle, les immigrants asiatiques, et en particulier ceux provenant de Chine, représentaient la négation et l'antithèse de ce que les nationalistes canadiens britanniques percevaient comme le citoyen idéal de la société qui prenait forme sur la côte Ouest »⁶⁹. Quatre stéréotypes circulaient à leur propos, relève McDonald : premièrement, se propageait la crainte que des hordes de Chinois envahiraient la Colombie-Britannique, effaçant ainsi son caractère européen ; en outre, les asiatiques étaient perçus comme culturellement trop différents pour être assimilés ; ensuite, les Chinois, en tant que main d'œuvre bon marché, entraient en compétition avec les travailleurs « blancs » ; enfin, les asiatiques constituaient un danger, croyait-on, pour la santé publique⁷⁰.

⁶⁶ P. S. LI, *Op.cit.*, pp.48-49.

⁶⁷ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.8.

⁶⁸ Sur les Chinois de Vancouver, voir K. ANDERSON, *Vancouver's Chinatown : Racial Discourse in Canada, 1875-1980*, McGill-Queen's University Press, 1991, Montréal et Kingston.

⁶⁹ Notre traduction ; L. S. LACZKO, « Feelings of Fraternity in Canada : An Empirical Exploration of Regional Differences », in *Asian and Pacific Migration Journal*, Vol. 6, n° 3-4, 1997, p.356.

Victimes de la ségrégation et confinés dans leur ghetto, les Chinois ont tenté de recréer des liens de solidarité au sein de leurs quartiers. Pendant plus d'un siècle, le mot *Chinatown* a évoqué une multiplicité de stéréotypes négatifs, suscitant la peur, la haine et la discrimination. Comme tout ghetto ethnique, les quartiers chinois étaient associés à des images d'allées sombres, de maisons de jeu et de prostitution, de crime organisé, de drogue, de pauvreté, de surpopulation et de vice. Les *Chinatowns* furent pourtant le centre des entreprises ethniques, consistant principalement en des librairies, blanchisseries, restaurants ou autres commerces de détail⁷¹.

Durant la Première Guerre mondiale et après celle-ci, les Chinois ouvrent de petits commerces dans les quartiers « blancs » de Vancouver et de Victoria ; ils y vendent principalement des légumes frais achetés à des grossistes ou maraîchers chinois. De crainte que cette pratique ne se reproduise ailleurs au Canada, la *Retail Merchants Association of Canada* fait pression et obtient du Parlement la loi sur l'immigration chinoise de 1923⁷². Ainsi, à partir de cette date, le *Chinese Immigration Act* interdit à tout Chinois l'accès au territoire canadien, à l'exception du corps diplomatique, des enfants nés au Canada de parents Chinois, des marchands et des étudiants⁷³. Cette interdiction combinée à la sur-représentativité masculine aura pour effet de retarder l'apparition d'une deuxième génération ; de plus, beaucoup perdront contact avec leur famille restée en Chine en raison de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide qui suivit⁷⁴.

⁷⁰ R. A. J. McDONALD, *Making Vancouver : Class, Status, and social Boundaries, 1863-1913*, University of British Columbia Press, 1996, Vancouver ; cité dans L. S. LACZKO, *Op. cit.*, pp.356-357.

⁷¹ K. B. CHAN, « Ethnic Urban Space, Urban Displacement and Forced Relocation: The Case of Chinatown in Montreal », in *Canadian Ethnic Studies*, XVIII, 2, 1986, p.68.

⁷² J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.12.

⁷³ P. LI, *Op. cit.*, p.30.

⁷⁴ *Ibid.*, p.97.

Toutefois, la loi ayant réellement mis fin à l'immigration (seuls entreront huit immigrants chinois entre 1924 et 1946), l'hostilité à leur égard se fait moins ressentir. Bien que cette période d'exclusion ne voit pas disparaître les discriminations quotidiennes, comme le démontre l'exemple des Chinois qui, ayant fait appel aux organismes officiels, se voient tantôt refuser tout secours, tantôt accorder une aide moindre que celle normalement octroyée aux Blancs, les tensions vont décroître au cours des années qui suivent. En 1941, selon l'enquête du comité du gouvernement fédéral sur les tensions raciales en Colombie-Britannique, les 22,000 Chinois de cette province ne posent pas de problèmes sérieux, d'autant plus qu'ils commencent à s'intégrer ; en effet, 30% des Chinois nés au Canada ou naturalisés Canadiens sont convertis au christianisme, et ils sont de plus en plus nombreux à exercer des métiers spécialisés, des professions libérales et des emplois de bureau⁷⁵.

En 1947, le *Chinese Immigration Act* est révoqué, la Chine étant devenue une alliée pendant la guerre. Pourtant, la nouvelle loi sur l'immigration chinoise et l'ordre en conseil C.P. 2115, qui restera en vigueur une vingtaine d'années, prouvent que le gouvernement est déterminé à préserver la composition raciale de la société canadienne. Les communautés chinoises vont également se transformer au cours des années 1970 : elles comptent désormais un plus grand nombre de femmes et de jeunes⁷⁶. Ce n'est donc qu'en 1967, lorsque les candidats sont sélectionnés en fonction d'un système de points fondés essentiellement sur leur contribution économique potentielle au Canada, que les Chinois sont réellement sur pied d'égalité avec les autres candidats à l'immigration⁷⁷.

⁷⁵ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.14-15.

⁷⁶ P. S. LI, *Op. cit.*, p.99.

⁷⁷ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.17-18.

2. La deuxième vague

Depuis 1971, le gouvernement fédéral du Canada applique la politique du multiculturalisme autorisant et aidant, par des moyens législatifs et financiers, les différentes communautés ethniques à préserver et à partager leur langue et leur culture. En 1982, la Charte Canadienne des Droits et Libertés garantit les mêmes protections et bénéfices indépendamment de l'origine, l'ethnie, la couleur, la religion ou le sexe. Enfin, en 1991, le gouvernement du Canada crée un nouveau ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté pour veiller à l'application de la loi en question⁷⁸. Basée sur l'idée que la population canadienne est fondamentalement multiculturelle, et ce depuis les origines, la loi sur le multiculturalisme tend à préserver l'identité même du Canada, tout en ayant pour objectif d'éliminer toute forme de racisme et de discrimination dans la société⁷⁹.

La mentalité des Canadiens face à l'immigration a sensiblement évolué au cours de ces dernières décennies, en témoignent, lors de la tragédie des *boat people* des années 1970, les milliers de parrainages de réfugiés chinois, laotiens, khmers, vietnamiens fuyant la guerre et les conflits ethniques en Indochine⁸⁰.

La politique multiculturaliste favorise l'organisation des Sino-canadiens sur une base communautaire. Par ailleurs, cette population va rapidement décupler ; dès 1967, arrive en masse un flux d'immigrés en provenance de Hongkong, de Taïwan et, à partir de 1980, de la Chine continentale. La population chinoise du Canada s'accroît rapidement : de 118,815 en

⁷⁸ S.-S. YIM, *Immigrants coréens au Québec. La question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, coll. Logiques Sociales, 2000, Paris, p.31.

⁷⁹ *Ibid.*, p.32.

⁸⁰ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, pp.19-20.

1971, ils passent à 289,254 en 1981, à 586,645 en 1991, pour arriver à 1,094,700 en 2001⁸¹. Elle se concentre essentiellement dans les agglomérations urbaines, comme Vancouver, Victoria, Toronto, Montréal ou Calgary. Ces immigrants proviennent pour la plupart de Hongkong et de Taïwan, le reste étant composé de personnes originaires de différents pôles de la diaspora : Philippines, Vietnam, Laos, Cambodge. Ces nouveaux migrants chinois diffèrent de leurs prédécesseurs en de nombreux points : fréquemment issus de la petite ou moyenne bourgeoisie, ils possèdent un niveau de formation relativement élevé, maîtrisent assez bien l'anglais et répondent aux critères de sélection de l'administration canadienne (formation suffisamment élevée, bonne santé et secteurs d'activités sélectionnés)⁸².

De nos jours, la population chinoise vivant au Canada a beaucoup évolué et acquis un statut plutôt enviable : beaucoup exercent une profession libérale ou sont à la tête de leur propre entreprise, et rares sont les Chinois employés dans le secteur primaire. L'État leur offrant désormais la plupart des services sociaux jadis pris en charge par la communauté et ses associations, ces dernières n'exerçant plus la grande influence dont elles jouissaient autrefois⁸³.

Dans les années 1980 et 1990, les investissements en provenance de Hongkong et Taïwan ont multiplié par deux ou trois les prix de l'immobilier à Vancouver et Toronto. Ces investisseurs sont fréquemment désignés sous le vocable de *chuppies*, une contraction de *chinese* et *yuppies*⁸⁴. Enfin, mentionnons la classe grandissante des clandestins, souvent

⁸¹ Statistique Canada, « Population, selon certaines origines ethniques, Canada », in *Recensement 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo28a_f.htm>, 16 janvier 2004.

⁸² E. MA MUNG, *Op.cit.*, p.90.

⁸³ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.20.

⁸⁴ *Yuppie* vient de YUP, abréviation de *young urban professional*, catégorie socioprofessionnelle souvent utilisée par la presse anglophone.

originnaire de Fujian, main d'œuvre bon marché absorbée par les *Chinatowns*, jouant encore leur rôle traditionnel de pourvoyeur d'emploi et de sas d'entrée dans le pays d'immigration⁸⁵.

Dans le Canada multiculturel, les jeunes Sino-canadiens s'intéressent à l'histoire, l'art, la littérature chinoise et y cherchent leurs racines, encouragés à conserver et célébrer leur dualité ethnique : Chinois et Canadien à la fois⁸⁶.

§ 3. Histoire des Chinois en France

1. Les première et deuxième vagues

L'immigration des Chinois vers la France est très marginale dans les premiers temps. Au XIX^e siècle, un réseau migratoire peu dense s'étend sur toute l'Europe : celui des colporteurs Qingtian de la province du Zhejiang⁸⁷. Le recensement de 1911 ne fait apparaître que 283 Chinois et trois ou quatre restaurants dans les 5^e et 6^e arrondissements de Paris. Cette petite population chinoise comprend des étudiants, des intellectuels anarchistes, des journalistes, des représentants diplomatiques de la Chine impériale, des commerçants d'objets d'art, des restaurateurs et des ouvriers⁸⁸.

La première vague importante est constituée de 140,000 travailleurs chinois, engagés durant la Première Guerre mondiale pour travailler dans les usines d'armement, le terrassement des tranchées et le transport des munitions. Il s'agit d'hommes seuls qui, pour la

⁸⁵ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.90.

⁸⁶ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, pp.21 et 23.

⁸⁷ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.97.

majorité d'entre eux, repartent après la fin de la guerre, à l'exception de deux ou trois mille, parmi lesquels les colporteurs du Qingtian. Ceux-ci constituent la majeure partie des commerçants chinois de l'entre-deux-guerres. Les recensements de l'époque démontrent que la population chinoise de Paris n'a pas augmenté entre 1926 et 1936 et qu'elle est essentiellement constituée d'actifs. La seule évolution constatée est, qu'en 1926, seuls 7.4% des actifs sont commerçants contre 28.8% en 1936 (dont 1.4% de colporteurs marchands forains en 1926 et 21.4% en 1936). La plupart de ces colporteurs sont originaires de Qingtian mais également de Wenzhou, ville voisine, venus s'installer à Paris à partir de 1933.

Après la Guerre d'Indochine et les accords de Genève en 1954, le départ des Français de ses colonies entraîne une deuxième vague d'immigration de Vietnamiens et de Chinois. Issus de classes privilégiées (fonctionnaires, militaires, cadres, médecins, profession libérale ou étudiants), ils sont souvent de nationalité française et s'intègrent facilement dans la société d'accueil.

2. Les troisième et quatrième vagues

La troisième vague est la plus importante : de 1975 à 1983, la France accueille 100,564 réfugiés, soit 700 par mois, dont 40% de Cambodgiens, 30% de Laotiens et 27% de Vietnamiens⁸⁹. À ces trois vagues, s'ajoutent encore les étudiants vietnamiens, chinois, laotiens et cambodgiens qui ne cessent d'arriver depuis des décennies. Cette communauté

⁸⁸ P. PICQUART, « Le mouvement associatif chinois et franco-chinois en France », in *Migrations Études*, Paris, n°111, Agence pour le Développement des Relations Interculturelles, janvier 2003, Paris, pp.3-4 : <<http://www.adri.fr/me/pdf/me111.pdf>>.

⁸⁹ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, pp.133 et 155.

chinoise est doublement hétéroclite, car composée de personnes variées aussi bien d'un point de vue ethnique que social⁹⁰.

À partir de 1980, l'Europe est devenue, avec l'Amérique du Nord et l'Australie, la principale destination des migrants chinois originaires de Chine et des différents pôles de la diaspora⁹¹. En 1990, l'on recense 126,966 étrangers ressortissant du Vietnam, du Laos, du Cambodge, de la République Populaire de Chine et de Taïwan, auxquels s'ajoutent 79,493 Français par acquisition ayant possédé l'une de ces nationalités. Ne sont pas pris en compte les Français de naissance possédant l'une de ces origines⁹². Rajoutons à cela un courant très récent en provenance de la République Populaire de Chine, plus précisément du Nord du pays, ainsi que de certaines mégaloïles ; ceci s'explique par le bouleversement géopolitique engendré par l'ouverture de la Chine. En 1990, un peu plus de 14,000 ressortissants de la République Populaire de Chine vivent en France, auxquels s'ajoutent, entre 1990 et 1999, près de 43,500 nouveaux arrivants⁹³. Au total, en prenant en compte les différentes vagues migratoires, la population chinoise ethnique est évaluée de 250,000 à 300,000 à la fin des années 1990⁹⁴.

Aujourd'hui, le quartier chinois du XIII^e arrondissement est bien visible, et sa culture y est clairement affichée. Outre les commerces ethniques et les enseignes chinoises, la visibilité de la communauté se marque également par des manifestations ponctuelles, tel le Nouvel An chinois et la traditionnelle danse du lion qui ont lieu chaque année depuis 1984⁹⁵.

⁹⁰ *Ibid.*, p.135.

⁹¹ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.97.

⁹² *Ibid.*, p.110.

⁹³ C. CATTELAÏN, A. MOUSSAOUI, M. LIEBER, S. NGUYEN, V. POISSON, C. SAILLARD et C. TA, « Les modalités d'entrée des ressortissants chinois en France », in *Migrations études*, n°108, éd. Agence pour le Développement des Relations Interculturelles, juillet-août 2002, pp.1-16 : <<http://www.adri.fr/me/pdf/me108.pdf>>.

⁹⁴ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.110.

⁹⁵ *Ibid.*, pp.89-92.

Section 4 : Evolution récente ; intensification du transnationalisme chinois

§ 1. Migrations internationales et échanges interculturels

À la question de savoir si la mondialisation de l'économie est un substitut aux migrations internationales, ou si ces deux phénomènes sont complémentaires, les auteurs restent divisés, constate Laurence Assous⁹⁶. Certains ont ainsi évoqué, concernant les cinquante dernières années, une immigration massive liée à la décolonisation, au changement des marchés mondiaux, ainsi qu'aux nouvelles technologies de transport et de communication⁹⁷.

D'autres, comme Tapinos et Delaunay, affirment qu'il n'y a pas à proprement parler de mondialisation des migrations internationales, l'accroissement de la population migrante provenant principalement de celle des réfugiés sans lien direct avec l'organisation économique planétaire⁹⁸. Il existe cependant des facteurs nouveaux, comme la diversification des pays d'origine des immigrés, en particulier des pays du tiers monde ; les pays d'établissement, quant à eux, restent principalement les États-Unis, le Canada, l'Australie, ainsi que différents pays d'Europe⁹⁹. La diversification s'opère également parmi les immigrés d'un même pays ; l'on compte désormais aussi bien des femmes que des hommes, des personnes de tous âges, ainsi que de toutes classes sociales¹⁰⁰.

⁹⁶ L. ASSOUS, « Intégration régionale et flux migratoires : revue critique de la littérature récente », in *Mondialisation, migrations et développement*, OCDE, 2000, Paris, p.63.

⁹⁷ N. HARNEY, « Building Italian Regional Identity in Toronto: Using Space to Make Culture Material », in *Anthropologica*, Vol. XLIV, n°1, 2002, Toronto, p.43.

⁹⁸ G. TAPINOS et D. DELAUNAY, « Peut-on parler d'une mondialisation des migrations internationales ? », in *Mondialisation, migrations et développement*, OCDE, 2000, Paris, pp.37-38, 43.

⁹⁹ *Ibid.*, pp.43-44.

¹⁰⁰ D. MEINTEL, « Cape Verdean Transnationalism, Old and New », in *Anthropologica*, Vol. XLIV, 2002, Toronto, p.39.

Selon Arjun Appadurai, suite à l'explosion technologique du XX^e siècle¹⁰¹, la nouvelle économie culturelle mondiale est devenue un ordre des plus complexes ; ainsi, l'auteur dénombre cinq dimensions, ou *scapes*, des flux culturels globaux¹⁰² : les *ethnoscapes*, paysages formés par les individus se mouvant dans le système-monde, les *médiascapes*, médias allant au-delà des frontières nationales, les *technoscapes*, configuration globale et fluide de la technologie, les *financescapes*, capital mondial difficile à cerner, et enfin, les *idéoscapes*, ou politiques d'État¹⁰³. La réalité mondiale est désormais marquée par l'échange entre les groupes, l'interdépendance des peuples, la circulation des idées et des personnes, ainsi que l'ouverture des frontières¹⁰⁴, tandis que l'avènement des sociétés post-industrielles, propices à une plus grande intensité et diversité de contacts entre des personnes physiquement éloignées et provenant d'endroits différents, crée un phénomène culturel nouveau ; en effet, l'avion, le téléphone, le fax, les vidéos, l'Internet et le satellite constituent les nouveaux espaces de la production culturelle, explique Nicholas Harney¹⁰⁵.

D'autres, enfin, ont souligné l'importance du réseau ethnique dans les flux migratoires¹⁰⁶ ; ainsi, parmi les facteurs sociaux entrant dans le processus de décision, l'existence de chaînes migratoires joue un rôle prépondérant. Selon Stalker, ces chaînes humaines commencent souvent avec une seule personne qui, ayant immigré dans un pays, fait venir des membres de sa famille et ses amis. Les migrants potentiels savent qu'une fois arrivés, ils seront insérés

¹⁰¹ A. APPADURAI, *Op.cit.*, pp.61-63.

¹⁰² *Ibid.*, p.68.

¹⁰³ *Ibid.*, pp.69-72.

¹⁰⁴ J. PESTIEAU, *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, éd. Les Presses de l'Université de Laval, coll. Prisme, 1999, Québec, pp.11-13.

¹⁰⁵ N. HARNEY, *Op.cit.*, pp.43-44.

¹⁰⁶ Concernant l'existence de chaînes migratoires parmi les communautés chinoises, voir : J. WATSON, *Emigration and the Chinese Lineage : the Mans in Hong Kong and London*, University of California Press, 1975, Berkeley.

dans une communauté où ils bénéficieront de contacts, auront un endroit où loger et recevront les informations nécessaires. Ainsi, la création de réseaux facilite et encourage la migration¹⁰⁷.

Cette nouvelle possibilité d'échange interculturel n'est pas sans impact sur les politiques nationales ; ainsi, l'emphase mise sur la culture des immigrants est un phénomène récent, datant des années soixante-dix, relève Denys Cuche. Auparavant, en tant que main d'œuvre étrangère temporaire, l'on ne s'intéressait à eux qu'en termes de conditions de travail et de leur adaptation à la « rationalité » occidentale. À partir du moment où l'on s'est rendu compte de la pérennité de leur présence, l'on s'est préoccupé de gérer les différences culturelles, concernant tant la vie familiale que les habitudes de consommation, les loisirs et la religion, et qu'est apparue l'idée de l'échange interculturel¹⁰⁸.

§ 2. Vers un transnationalisme chinois ?

Considérant que les identités ne sont pas statiques mais en perpétuelle négociation, l'on ne peut que constater la redéfinition de l'ethnicité chinoise s'opérant depuis plus d'une vingtaine d'années. Celle-ci se veut désormais englobante et transnationale, ses valeurs se basant davantage sur l'esprit d'entreprise et la réussite professionnelle. En effet, depuis les années 1980, l'essor économique de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est, dans lequel les Chinois ethniques jouèrent un rôle fondamental, a permis la définition d'une nouvelle identité chinoise transnationale. À ce sujet, disent Donald Nonini et Aihwa Ong, l'on se doit d'appréhender le développement capitaliste de cette région et le transnationalisme culturel chinois comme deux

¹⁰⁷ L. ASSOUS, *Op.cit.*, p.68.

¹⁰⁸ D. CUCHE, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, coll. Repères, 1996, Paris, pp.107-108.

phénomènes indissociables¹⁰⁹. La dernière vague d'immigration chinoise dans le monde fut intensifiée par l'économie mondiale changeante, ainsi que la conjonction d'événements particuliers. Ainsi, les Chinois de Chine et d'ailleurs sont pris dans des flux migratoires associés à l'hypermodernité du capitalisme tardif. Ce qui, selon Nonini et Ong, remet en question certaines idées concernant la culture et l'identité chinoise. Enfin, rappellent-ils, l'identité chinoise n'est pas une essence, ni la propension d'une personne à avoir incorporé plus ou moins de « valeurs culturelles chinoises » ; aujourd'hui plus que jamais, il existe de multiples façons « d'être Chinois ». Ceci consiste en une relation de personnes et de groupes, dont la force et le processus sont associés au capitalisme mondial et à ses modernités¹¹⁰.

Les discours et pratiques du transnationalisme chinois se situent dans un monde où les intersections des processus culturel, économique et politique sont tels que l'on ne peut désormais plus clairement opérer une distinction nette entre l'Orient et l'Occident. L'on peut donc affirmer que le transnationalisme est un produit des changements survenus dans la période de modernité tardive¹¹¹.

¹⁰⁹ D. M. NONINI et A. ONG, « Chinese Transnationalism as an Alternative Modernity », in D. M. NONINI et A. ONG (dir.), *Ungrounded Empires. The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, Routledge, 1997, New York & London, p.4.

¹¹⁰ *Ibid.*, pp.3-4.

¹¹¹ *Ibid.*, p.14.

Chapitre II : L'organisation des communautés chinoises dans le contexte de la politique française d'intégration et du multiculturalisme canadien

Section 1 : Similitudes entre les populations chinoises du Canada et de la France

§ 1. Les communautés chinoises de Paris et Montréal

Paris, ville comprenant plus de deux millions d'habitants *intra-muros*¹¹², pour environ onze millions en Île-de-France¹¹³, constitue la principale destination des Chinois immigrant en au pays, à savoir que plus de la moitié des 250,000 à 300,000 immigrants de cette origine se sont installés dans l'agglomération parisienne (à savoir, entre 125,000 et 150,000), et deux tiers de ceux-ci dans Paris *intra-muros* (c'est-à-dire, de 80,000 à 100,000)¹¹⁴. Montréal, ville de 1.8 million d'habitants¹¹⁵, pour 3.4 millions dans la région montréalaise, plus grande ville du Québec et la troisième en nombre au Canada, après Toronto et Vancouver, abrite près de 60,000 Chinois sur le million que recense le pays¹¹⁶. Les proportions sont donc de 4% à 5% à Paris et d'un peu moins de 2% à Montréal.

Sachant que dans ces deux villes, la majorité d'entre eux résident au dehors des *Chinatowns*, qui, par ailleurs perdent progressivement leur fonction résidentielle pour devenir

¹¹² Demographia, *Ville de Paris : Population & Density from 1365*, <<http://www.demographia.com/dm-par90.htm>>, 10 mars 2004.

¹¹³ L'Île-de-France regroupe les départements suivants : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94), Val-d'Oise (95). Voir, par exemple : Wikipédia, l'encyclopédie libre, *Île-de-France*, <<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%8Ele-de-France>>, 27 avril 2004.

¹¹⁴ E. MA MUNG, *Op.cit.*, pp.110-112.

¹¹⁵ Transports Québec, *Île-de-Montréal*, <<http://www1.mtq.gouv.qc.ca/fr/regions/montreal/index.asp>>, 27 avril 2004.

essentiellement commerçants¹¹⁷, nous ne nous limiterons pas à ceux-ci, bien qu'ils constituent notre seul terrain observable empiriquement. Pour cela, nous estimons que ces quartiers demeurent malgré tout un terrain d'étude à ne pas négliger. En outre, ils constituent un indicateur de la visibilité de cette communauté, de ses liens commerciaux, ainsi que du degré de persistance de sa culture ou d'assimilation de ses membres.

§ 2. Institutions ethniques et leaders locaux

1. La complétude institutionnelle

En 1964, Raymond Breton fournit un apport majeur à la sociologie des groupes ethniques minoritaires avec sa théorie de la complétude institutionnelle. Partant d'une étude menée en 1958 et 1959 sur les relations interpersonnelles de 230 hommes d'origine immigrée résidant à Montréal¹¹⁸, l'auteur affirme qu'un facteur crucial dans l'intégration des immigrants dans la communauté co-ethnique, plutôt que dans la société d'accueil ou une autre communauté ethnique, réside en la capacité de celle-ci à créer et multiplier ses institutions internes. En effet, lorsque les liens intra-communautaires sont purement informels, l'immigrant sera obligé de se tourner vers les institutions de la société d'accueil afin de satisfaire ses besoins immédiats¹¹⁹.

¹¹⁶ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Montréal », in *Recensement 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43h_f.htm>, 16 janvier 2004.

¹¹⁷ Notons toutefois qu'à Montréal, le plan de réaménagement du quartier de 1998 prévoit de promouvoir son aspect résidentiel. Voir à ce sujet : Ville de Montréal, Service de l'urbanisme, *Le plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/pdf/qchinois.pdf>, mars 1998.

¹¹⁸ R. BRETON, « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », in *The American Journal of Sociology*, Vol. 70, n°2, Septembre 1964, pp.194-195.

¹¹⁹ *Ibid.*, pp.193-194.

Cependant, beaucoup de communautés ont développé à des degrés variés des institutions religieuses, éducatives, politiques, récréatives, professionnelles et nationales. Certaines ont même mis sur pied des associations d'entraide, des journaux, des radios locales, voire créé leurs propres églises et écoles. Au degré extrême de cette organisation interne, la communauté atteint la complétude institutionnelle¹²⁰. La réalisation de cette dernière mène à quatre processus, affirme Breton : les institutions ethniques se substituent aux institutions nationales du pays d'accueil ; l'on assiste à l'extension des réseaux de relations au sein du groupe ; des organismes et associations poursuivent de nouveaux buts ou amènent les anciens dans le débat public ; enfin, le pouvoir des leaders locaux va en s'accroissant¹²¹.

Concernant les résultats de l'enquête, la plupart des immigrants interrogés se sont intégrés dans leur nouveau système social, vis-à-vis duquel ils manifestent un attachement personnel. Par ailleurs, le fait qu'ils se soient intégrés ou non dans la communauté co-ethnique dépend fortement du degré d'institutionnalisation de cette dernière¹²². Les types d'institutions les plus influentes dans le processus d'attachement à la communauté sont, d'une part, les institutions religieuses et les publications, répondant à des besoins nationalistes, de l'autre, les institutions de bien-être social, moins influentes car répondant à des besoins économiques et sociaux¹²³.

L'auteur identifie trois facteurs influençant la création d'institutions au sein d'une communauté ethnique : premièrement, une caractéristique différentielle distinguant le groupe de la société d'accueil, en particulier la langue, la couleur et la religion, peut constituer la base de la formation d'une clientèle ; par ailleurs, un bas niveau de ressources financières et professionnelles des membres de la communauté ethnique favorise l'apparition

¹²⁰ *Ibid.*, p.194.

¹²¹ *Ibid.*, pp.198-199.

¹²² *Ibid.*, p.196.

¹²³ *Ibid.*, pp.200-201.

d'entrepreneurs dits « sociaux » ; enfin, le taux de migrants et la persistance du flux migratoire contribuent à la pérennité de la communauté ethnique. En effet, ces dernières répondent à un cycle de vie : elles se forment, grandissent et disparaissent. Quel que soit le degré de complétude institutionnelle, si le flux migratoire est nul ou très faible, la communauté est condamnée à disparaître et à se fondre dans la société d'accueil¹²⁴.

2. Élitisme et leadership au sein de la communauté ethnique

Réunissant les apports de divers auteurs nord-américains et européens, Marco Martiniello, dans son livre *Élites, leadership et pouvoir dans les communautés ethniques d'origine immigrée. Vers une approche théorique*, tente de dresser un bilan théorique de la sociologie des élites immigrées, en particulier celles exerçant une certaine autorité au sein de leur communauté ethnique¹²⁵. Selon Abdelmalek Sayad, dit-il, lorsqu'une génération d'immigrés est massivement recrutée par un pays demandeur, « [l]es personnes qui la composent sont destinées à occuper, en principe, une même position dans la hiérarchie socio-économique du pays d'arrivée et à y vivre dans les mêmes conditions structurelles »¹²⁶. Martiniello reprend ainsi les variables explicatives avancées par divers auteurs afin d'expliquer le passage de « simple immigré » à *leader*. Comme évoqué précédemment, il se peut qu'il y ait un lien entre la position actuelle du *leader* immigré et son ancienne position dans sa société d'origine. D'autres, tel Wong, considère la réussite économique comme la base du *leadership* ethnique ; c'est, dit-il, le cas des « Kiu Ling », élites traditionnelles des *Chinatowns* de New-York. D'autres enfin, signalent des facteurs divers, tels la réussite scolaire, l'expérience particulière vécue dans le pays d'accueil, ou encore, le moment d'arrivée antérieur de certains qui, grâce à

¹²⁴ *Ibid.*, pp.204-205.

¹²⁵ M. MARTINIELLO, *Élites, leadership et pouvoir dans les communautés ethniques d'origine immigrée. Vers une approche théorique*, Academia, coll. Sybidi Papers, 1988, Louvain-la-Neuve, pp.4-5.

leur connaissance de la société d'accueil, pourront servir d'intermédiaires aux nouveaux venus¹²⁷.

Concernant les Chinois vivant aux États-Unis, Wong distingue les élites traditionnelles, relativement âgées, nées en Chine et ayant conservé les valeurs et style de vie chinois, et la nouvelle élite, composée de jeunes issus de la deuxième génération, empreints de valeurs modernes et proche du style de vie de la *middle-class* américaine. Partant de là, Martiniello distingue, d'une part, l'élite résiduelle, immigrés nés dans un autre pays dont ils demeurent culturellement proches, d'autre part, la nouvelle élite, composée de jeunes issus de l'immigration, souvent nés dans le pays de résidence et éloignés du style de vie traditionnel¹²⁸.

Les élites se différencient aussi selon le champ d'action : certaines, que l'on peut qualifier d'élites passives, situent presque entièrement leurs activités dans la société plus large, telles les vedettes du sport et du spectacle ; d'autres participent à la fois à la vie de la communauté ethnique et à la société d'accueil en opérant une dissociation entre les deux, par exemple, en exerçant une activité professionnelle en dehors et en consacrant ses loisirs à une association communautaire ; d'autres, enfin, passent la quasi-totalité de leur existence dans la communauté, en établissant le minimum de contacts avec la société d'accueil¹²⁹.

Outre le bien-être de la communauté et le profit économique, le *leadership* a un rôle à jouer lorsqu'il s'agit de la construction et de la reconstruction de l'identité collective du groupe, ainsi que des frontières de la communauté, toujours dynamique, comme le relève Breton. Ce faisant, l'élite peut également avoir un rôle à jouer concernant l'intégration ou une

¹²⁶ *Ibid.*, pp.14-15.

¹²⁷ *Ibid.*, pp.15-18.

¹²⁸ *Ibid.*, pp. 19-20.

¹²⁹ *Ibid.*, pp. 21-22.

certaine acculturation du groupe, ou au contraire, peut contribuer à la rétention des pratiques culturelles¹³⁰.

Enfin, relève Martiniello, les élites sont amenées à entrer en relation avec différents types d'acteurs sociaux. Premièrement, les rapports élites-élites se traduisent souvent par une compétition dont l'enjeu est le pouvoir, et une « lutte pour le monopole de la représentation légitime des intérêts de la communauté »¹³¹. Par ailleurs, les liens unissant les élites à la communauté traduisent les luttes décrites précédemment, dans « l'assentiment des membres de la communauté quant à leur façon de gouverner »¹³². Ensuite, la relation de ces élites avec les élites des autres communautés ethniques peut se manifester sous forme de revendications collectives par rapport à la société d'accueil, mais aussi sous forme de rivalité concernant la position hiérarchique des différentes communautés en terme d'influence. Les élites sont également en rapport avec deux formes d'institutions : celles de la société d'accueil, où ils se positionnent en tant que porte-parole de leur communauté, et celles de la société d'origine qui cherche à asseoir son influence parmi les leaders¹³³.

3. Les associations chinoises en pays étranger

L'analyse de Li Minghuan des associations chinoises porte sur l'ensemble des pays occidentaux dans lesquels les Chinois ont été amenés à vivre et à se regrouper, et dont il observe des traits caractéristiques communs. Les associations chinoises, dit-il, peuvent être classées selon différents critères. Celles-ci sont parfois limitées aux résidents d'un pays

¹³⁰ *Ibid*, pp. 21-23.

¹³¹ *Ibid*, p. 25.

¹³² *Ibid*, p. 26.

¹³³ *Ibid*, pp. 26-27.

d'accueil (les associations nationales), voire d'une ville (les associations locales), tandis que d'autres se veulent internationales¹³⁴. La distinction peut aussi s'opérer sur base des attributs de leurs membres : la provenance, le patronyme, le dialecte, une idéologie, un parti politique (KMT, DPD) ou une connaissance, une caractéristique sociale (génération, sexe), un hobby, ou encore une religion ou philosophie (Christianisme, Bouddhisme)¹³⁵.

Selon l'auteur, si les associations anciennes ont eu leur utilité dans leur temps – pensons, par exemple, aux associations chinoises d'entraide à l'époque du racisme institutionnel au Canada – pour survivre aujourd'hui, elles se doivent de s'adapter à la nouvelle situation et aux nouveaux besoins des habitants¹³⁶. D'autres associations se créent pour remplir des fonctions plus spécifiques, en se tournant vers un public particulier, comme les femmes, les jeunes ou les personnes âgées¹³⁷. Ainsi, si elles ont fort évolué au cours du temps, elles se développent continuellement, et conservent un rôle important¹³⁸.

De nombreuses associations chinoises se donnent aujourd'hui pour but de perpétuer la culture et de maintenir la cohésion sociale parmi les Chinois ethniques, l'un allant difficilement sans l'autre. Ainsi, l'établissement d'écoles de chinois et d'associations sportives tournées vers les arts martiaux traditionnels, la danse du Lion ou le bateau-dragon, permettent non seulement la transmission d'une culture ancestrale, mais également d'entretenir des liens sociaux entre les membres de la communauté, par le partage d'activités et d'intérêts communs¹³⁹. Ces associations ont désormais une fonction paradoxale, affirme l'auteur, constituant d'une part un « mur » cloisonnant la communauté chinoise de la société

¹³⁴ L. MINGHUAN, *We Need Two Worlds. Chinese Immigrant Associations in a Western Society*, Amsterdam University Press, 1999, Amsterdam, p.77.

¹³⁵ *Ibid.*, pp.78-82.

¹³⁶ *Ibid.*, pp.96-97.

¹³⁷ *Ibid.*, p.112.

¹³⁸ *Ibid.*, p.219.

d'accueil et, de l'autre, établissant un « pont » entre les deux. C'est ainsi que les Chinois tentent à la fois de s'intégrer, sans toutefois perdre leur identité¹⁴⁰.

Le *leadership* de la communauté, constitué des entrepreneurs à succès, des professionnels, voire des politiciens et travailleurs sociaux, est le premier bénéficiaire de ces associations¹⁴¹. Ces dernières leur créent de nombreux postes et titres¹⁴², sans compter le prestige que leur apportent leurs fonctions. De ce capital symbolique, ils retirent un capital économique ; pensons à l'avantage pour un propriétaire de commerce ou de restaurant d'être reconnu au sein de son groupe ethnique¹⁴³. Néanmoins, les pays d'origine et d'accueil en retirent également des avantages : le premier, via les leaders de ces associations, peuvent étendre leur pouvoir politique sur les populations expatriées, tout en élargissant les opportunités économiques, tandis que le second verra sa population chinoise s'homogénéiser à travers l'action « normalisante » de leurs activités collectives¹⁴⁴.

§ 3. Ethnie et nation

Avant de passer au développement des politiques nationales canadienne et françaises, il nous a semblé essentiel de définir ce qu'est une nation, en particulier dans son interconnexion avec la notion d'ethnie. Le concept de nation, tout comme celui d'ethnicité, est depuis longtemps l'objet de controverses, tant politiques que théoriques ; considérée, selon les auteurs, comme réalité objective ou subjective, comme forme politique ou idéologique, comme communauté de destin ou communauté imaginaire. Cependant, les écrits récents

¹³⁹ *Ibid.*, pp.126-129.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.208.

¹⁴¹ *Ibid.*, p.150.

¹⁴² *Ibid.*, p.152.

¹⁴³ *Ibid.*, p.213.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.215.

s'accordent pour réfuter la thèse essentialiste qui ferait de la nation une entité au sens « racial » du terme¹⁴⁵.

Selon Dominique Schnapper, spécialiste française de la question, « [l]a nation se définit par sa souveraineté qui s'exerce, à l'intérieur, pour intégrer les populations qu'elle inclut et, à l'extérieur, pour s'affirmer en tant que sujet historique dans un ordre mondial fondé sur l'existence et les relations entre nations-unités politiques. Mais sa spécificité, c'est qu'elle intègre les populations en une communauté de citoyens, dont l'existence légitime l'action intérieure et extérieure de l'Etat »¹⁴⁶. La nation se distingue des groupes ethniques, en ce que ces derniers ne sont pas organisés politiquement. Néanmoins, il s'agit dans les deux cas de formes historiques, qu'il ne s'agit ni de réifier, ni d'essentialiser¹⁴⁷.

La société multiethnique ou multiculturelle, dit l'auteure, est inscrite dans la définition même de la nation ; en effet, cette dernière est formée de populations diverses, tant par leur culture, leur milieu social ou leur religion, que leur origine régionale ou nationale. La nation « n'a pas supprimé les ethnies, mais a eu pour effet de réinterpréter les autres appartenances vécues comme naturelles, même si elles sont, comme les nations, le produit d'une construction historique », explique-t-elle¹⁴⁸. Cependant, ainsi que Weber l'a démontré, il existe différents degrés d'adhésion à une nation, « du simple respect passif des lois assurant l'ordre public [...] jusqu'à la pleine participation politique, et dans les cas les plus extrêmes, à la guerre ». Ainsi, « l'État national n'a jamais pu mobiliser de manière exclusive les populations

¹⁴⁵ D. JUTEAU, « Ethnicité et nation », in H. HIRATA, F. LABORIE, H. LE DOARÉ, D. SENOTIER (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, éd. PUF, 2000, Paris, p. 61.

¹⁴⁶ D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, p. 28.

¹⁴⁷ *Ibid.*, pp. 29-30.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 99.

autour d'un projet spécifiquement politique, ni à imposer la citoyenneté aux dépends de l'appartenance communautaire »¹⁴⁹.

Dans un article célèbre, Benedict Anderson, définit la nation comme une communauté politique imaginée, et imaginée à la fois comme limitée et souveraine. L'auteur explique le choix de ses termes : tout d'abord, la nation est une « communauté » car elle est fondamentalement pensée comme une fraternité, une camaraderie horizontale ; elle est « imaginée » par le fait que, même les membres de la plus petite nation ne peuvent connaître qu'une infime minorité de leurs compatriotes ; elle est de plus « imaginée comme limitée » en ce qu'elle est finie, et que le concept de nation implique qu'il en existe d'autres, et que celles-ci sont délimitées entre elles par des frontières ; enfin, elle est « imaginée comme souveraine », c'est-à-dire ne dépendant pas d'une entité supérieure¹⁵⁰. Rajoutons à cela l'idée de la simultanéité, laquelle nous permet de penser le lien entre les membres de la communauté ; en d'autres termes, il s'agit de l'idée selon laquelle nos compatriotes mèneraient une vie semblable à la nôtre. Pour illustrer sa théorie, Anderson utilise la métaphore du journal regroupant dans un même recueil des nouvelles sans lien entre-elles, si ce n'est le hasard du calendrier¹⁵¹. Pour Schnapper, au contraire, la nation est une réalité concrète, en ce qu'elle engendre un habitus particulier, est source d'identité, de morale, de passion et de comportement collectifs. Une mémoire collective est, en outre, transmise par les institutions¹⁵².

¹⁴⁹ *Ibid.*, p.113.

¹⁵⁰ B. ANDERSON, « Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism », in S. SEIDMAN et J. C. ALEXANDER (eds), *The New Social Theory Reader. Contemporary Debates*, Routledge, 2001, London, p.225.

¹⁵¹ *Ibid.*, pp.226-227.

¹⁵² D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, p.106.

Cependant, qu'on la considère comme communauté imaginée ou réelle communauté des citoyens, la nation repose sur un consensus, ce qui signifie que ces derniers s'en réfèrent à un intérêt général, acceptant par là les règles, implicites ou explicites, permettant de résoudre leur conflit de manière non violente, utilisant les moyens de la discussion et du compromis¹⁵³.

Dominique Schnapper insiste sur l'affaiblissement actuel de l'État-nation, confronté, d'une part, à l'extérieur par des limitations de sa souveraineté tracées par l'internationalisation des échanges et l'interdépendance des économies, et, d'autre part, à l'intérieur par une idéologie productiviste exaltant l'individu et ses intérêts mais ignorant le citoyen et ses idéaux¹⁵⁴.

Selon Manuel Castells, enfin, l'État perd de son influence dans l'arène mondiale. Son contrôle originel sur l'espace et le temps « se voit contourné chaque jour davantage par les flux mondiaux de capitaux, des biens, des services, des technologies, des communications et des informations », tandis que « sa tentative de recouvrer sa légitimité en décentralisant la prise de décision aux niveaux régional et local renforce les tendances centrifuges : en rapprochant les citoyens du pouvoir, elle les éloigne de l'État-nation »¹⁵⁵.

¹⁵³ *Ibid.*, p.101.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.117.

¹⁵⁵ M. CASTELLS, *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information*, Fayard, 1999, Paris, p.295.

Section 2 : La communauté chinoise dans le contexte du multiculturalisme canadien

§ 1. Historique de la loi, ses objectifs et son évolution récente

1. De l'anglo-conformité au multiculturalisme

Pendant longtemps, afin d'éviter les problèmes ethniques, la politique du Canada a favorisé une immigration homogène, privilégiant les ressortissants de certains pays et en discriminant d'autres, considérés comme moins assimilables. Les immigrants sont alors sélectionnés selon un ordre de préférence à trois niveaux : tout d'abord les Britanniques, Américains, Français, Belges, Hollandais, Scandinaves, Suisses, Finlandais, Russes, Austro-Hongrois, Allemands, Ukrainiens et Polonais forment le groupe privilégié ; les Italiens, Slaves du Sud, Grecs et Syriens constituent les seconds choix ; et enfin, les Juifs, Asiatiques, Gitans et Noirs sont indésirables¹⁵⁶.

Entre le milieu du XIX^e siècle et la fin des années 1960, l'Anglo-conformité et le Nativisme demeurent les idéologies dominantes. Bien qu'il existât un certain niveau de pluralisme structurel au Canada, dû aux luttes entre les groupes nationaux, la politique du pays fut pendant longtemps celle de l'assimilation. D'un point de vue symbolique et culturel, le processus de la construction de la nation était orienté vers la constitution d'une société britannique au Canada. Les immigrants qui s'installaient au pays étaient supposés devenir Canadiens, c'est-à-dire parler anglais, au sein d'un système institutionnel basé sur un modèle britannique. Le gouvernement fédéral avait comme projet la constitution d'un Canada

¹⁵⁶ S.-S. YIM, *Immigrants coréens au Québec. La question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, coll. Logiques Sociales, 2000, Paris, pp.19-20.

« blanc », basé sur la marginalisation des Autochtones et la sélection d'immigrés européens¹⁵⁷.

Suite aux mouvements sociaux des années 1960¹⁵⁸, le gouvernement fédéral adopte une nouvelle politique à la fois à l'égard des Canadiens francophones (adoption du *Official Language Act* en 1969), des Autochtones (le *White Paper*, de la même année) et des différents groupes minoritaires issus de l'immigration (la politique du multiculturalisme dans le cadre du bilinguisme annoncée en 1971 et qui devint loi en 1988)¹⁵⁹. Cette dernière loi se base sur trois principes : le multiculturalisme est un fait central de la citoyenneté canadienne, chaque Canadien a la liberté de choisir, de profiter et de partager son héritage culturel, et le gouvernement fédéral a la responsabilité de promouvoir le multiculturalisme à travers ses départements et institutions¹⁶⁰.

Le but de cette politique est de reconnaître à la fois la diversité culturelle tout en promouvant l'égalité sociale. « Plus spécifiquement, le multiculturalisme officiel du Canada peut être défini comme une série de lois et programmes pour l'intégration des femmes et hommes des minorités dans le cadre institutionnel de la société. Avec le multiculturalisme, un cadre est établi, lequel promeut activement la pleine et égale participation des femmes et

¹⁵⁷ D. JUTEAU, M. McANDREW et L. PIETRANTONIO, « Chapter 4 : Multiculturalism à la Canadian and Integration à la Québécoise. Transcending their Limits », in R. BAUBÖCK et J. RUNDELL (eds.), *Blurred Boundaries : Migration, Ethnicity, Citizenship*, Ashgate, European center Vienne, Aldershot, Brookfield, 1998, p.96.

¹⁵⁸ J'entend par là les différents mouvements ayant bouleversé les mentalités de l'époque, tels le mouvement des Noirs aux États-Unis, les manifestations étudiantes en France, les mouvements féministes un peu partout en Occident, les revendications tiers-mondistes, et, au Canada, la révolution tranquille du Québec et les revendications des Autochtones.

¹⁵⁹ D. JUTEAU, M. McANDREW et L. PIETRANTONIO, *Op.cit.*, pp.97-98.

¹⁶⁰ *Ibid.*, pp.98-99.

hommes des minorités par la suppression des barrières institutionnelles discriminatoires (à la fois culturelles et structurelles) »¹⁶¹.

Le politique du multiculturalisme telle qu'énoncée par le Premier Ministre Pierre Elliott Trudeau, repose sur quatre fondements : toutes les cultures sont déclarées égales et aucune d'entre-elles n'est officielle au pays ; l'identité canadienne repose sur la diversité ; le choix personnel quant à son style de vie est un facteur positif en société ; les droits individuels méritent d'être protégés, ce qui implique l'égalité et la participation de tous¹⁶².

Augie Fleras et Jean-Léonard Elliott en distinguent trois moments : dans les années 1970, le *multiculturalisme de l'ethnicité* se concentre sur la célébration des différences culturelles, tandis que celui des années 1980, le *multiculturalisme de l'équité*, prend pour cible les injustices sociales et autres discriminations, et que celui des années 1990, le *multiculturalisme civique*, se recentre sur la citoyenneté, le but étant d'insister sur ce qui rassemble les Canadiens plutôt que sur ce qui les divise. Ainsi, cette politique est complexe et changeante, et répond à l'évolution de la situation sociale, insistent les auteurs¹⁶³.

2. Le cas particulier du Québec

Le gouvernement du Québec entend, pour sa part, mener une politique distincte, prenant en compte la protection de la langue française. Dans sa publication de 1981, *Autant de façons d'être Québécois*, il propose une vision qui rejette le modèle américain du *melting-pot* ainsi que le multiculturalisme canadien. Il veut éviter le piège de l'homogénéité culturelle, sans

¹⁶¹ Notre traduction : A. FLERAS et J.-L. ELLIOTT, *Unequal Relations. An Introduction to Race and Ethnic Dynamics in Canada*, Prentice Hall, 2002, Toronto, p.287.

¹⁶² *Ibid.*, p.292.

adopter pour autant les principes du multiculturalisme, perçu comme une juxtaposition statique de divers groupes. Le pluralisme culturel est donc encouragé, mais dans le contexte d'une société francophone¹⁶⁴.

Malgré la différence de rhétorique, le multiculturalisme et l'interculturalisme ont beaucoup en commun ; les deux célèbrent le pluralisme et rejettent le vieux modèle de l'assimilation, subventionnent la culture et le langage, donnent priorité au culturel et au social, insistent sur la lutte contre le racisme, sur le rapprochement et la participation de chacun. Tous deux reconnaissent aussi que l'égalité formelle n'est pas suffisante.

Par contre, ces deux modèles diffèrent du fait que la politique québécoise se préoccupe moins de la question du racisme que ne le fait la politique canadienne, et qu'elle est plus libérale, dans le sens philosophique du terme, par rapport à l'individu et la communauté. La loi québécoise évoque aussi plus explicitement les possibles contradictions entre les droits humains et l'acceptation du pluralisme, en particulier par rapport à l'égalité des sexes, au droit des enfants et à la non-violence qui sont des éléments non négociables. Enfin, différence cruciale, la politique canadienne insiste sur le fait qu'il n'existe aucune culture légale dans le pays, tandis que le Québec insiste sur la culture québécoise¹⁶⁵.

À présent, tous deux convergent à présent vers un pluralisme civique. L'opinion publique a également connu une certaine évolution : désormais, beaucoup sont d'avis qu'il est préférable de s'intéresser aux points communs plutôt qu'aux différences, et estiment de plus en plus que le Canada devrait définir des valeurs centrales et une vision nationale de

¹⁶³ *Ibid.*, p.294.

¹⁶⁴ D. JUTEAU, M. McANDREW et L. PIETRANTONIO, *Op.cit.*, p.99.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.101.

l'identité¹⁶⁶. C'est dans cette optique que fut créée, en 1996, le MRCI (ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration), et que la *Semaine interculturelle* devint, deux ans plus tard, la *Semaine de la citoyenneté québécoise*¹⁶⁷.

Outre le fait que l'on peut voir, dans cette évolution lexicale, la parcelle d'un mouvement vers l'établissement d'un Québec socialement – voire politiquement – indépendant¹⁶⁸, l'on assiste également à une « dé-ethnisation » et une universalisation de la citoyenneté québécoise, dans le sens que l'on ne parle plus – du moins officiellement – de québécois « de souche », mais de citoyen québécois, terme plus englobant s'opposant tant au facteur ethnique que canadien¹⁶⁹.

3. La remise en question du multiculturalisme

La politique canadienne du multiculturalisme est loin de faire l'unanimité. Déjà en 1975, John Porter considère que le multiculturalisme est contraire au principe libéral d'égalité des chances, que les différences culturelles et ethniques sont à la base de l'inégalité sociale, et envisage l'assimilation comme un moyen d'éradiquer celle-ci¹⁷⁰. Claude Painchaud et Richard Poulin ont également souligné le clivage de classe traversant la mosaïque ethnique canadienne : ce serait donc à une hiérarchie ethnique que ressemblerait cette mosaïque. Ainsi, les immigrants italiens, grecs, les Canadiens francophones et les Amérindiens sont

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.102.

¹⁶⁷ D. JUTEAU, « The Citizen Makes an Entrée : Redefining the National Community in Québec », in *Citizenship Studies*, Vol. 6, n°4, Carfax Publishing, Taylor and Francis Group, 2002, pp.442 et 448.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.442.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.451.

¹⁷⁰ D. JUTEAU, M. McANDREW et L. PIETRANTONIO, *Op.cit.*, pp.98 et 103.

surreprésentés dans les classes sociales défavorisées ; seuls les immigrants britanniques et les Européens du Nord n'ont pas été victimes de discrimination ethnique ouverte¹⁷¹.

Peter Li abonde dans le même sens, affirmant que, s'il est vrai que les groupes participent à une même société, l'accès aux ressources économiques et sociales n'est pas toujours équitable. Le pluralisme culturel n'est, dès lors, qu'un idéal et il n'existe aucune base solide pour une préservation durable des différences : non seulement la plupart des ethnies ne disposent pas des ressources structurelles pour promouvoir leur héritage, mais le multiculturalisme, dit-il, se limite trop souvent à la nourriture ethnique et aux danses folkloriques, c'est-à-dire à tout ce qui ne menace pas le style de vie du canadien moyen¹⁷².

De plus, certains y ont vu un moyen détourné de résoudre le conflit franco-anglais, soulève Reitz, et fut attaqué tant dans un camp que dans l'autre. Ainsi, certains Anglo-saxons ont craint de voir leur style de vie menacé, tandis que des québécois ressentaient cette politique comme une menace contre leur spécificité politique et culturelle, réduisant à néant leurs efforts dans leur quête d'égalité avec les Anglo-saxons¹⁷³.

D'autres critiques ont été avancées par des auteurs français comme Colette Guillaumin¹⁷⁴,¹⁷⁵ et Jean-Loup Amselle¹⁷⁶, ainsi que par l'écrivain canadien d'origine Indo-Antillaise, Neil

¹⁷¹ C. PAINCHAUD et R. POULIN, *Op.cit.*, p.139.

¹⁷² P.S. LI (1988), *Op.cit.*, pp.129-133.

¹⁷³ J. G. REITZ, *Op.cit.*, pp. 12-13.

¹⁷⁴ C. GUILLAUMIN, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Côté-femmes, coll. Recherches, 1992, Paris, pp.89-90.

¹⁷⁵ C. GUILLAUMIN, *L'idéologie raciste*, Gallimard, folio essais, 2002, Paris, p.149.

¹⁷⁶ J.-L. AMSELLE, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Payot, 1990, Paris, pp.10-11.

Bissoondath¹⁷⁷. Ceux-ci craignent, entre autres, que le multiculturalisme mène à une forme de racisme, marqué par l'essentialisme et l'emprisonnement dans une catégorie culturelle fixe.

Selon Danielle Juteau, Marie McAndrew et Linda Pietrantonio, la ghettoïsation existait avant le multiculturalisme : ce dernier n'en fut pas la cause. Le multiculturalisme n'a pas eu pour effet d'abolir les inégalités sociales, mais il serait erroné de dire qu'il les a créées. Derrière certaines critiques, les auteures croient distinguer la nostalgie d'un âge d'or, avant le multiculturalisme et le bilinguisme, où la relation entre majoritaires et minoritaires apparaissait plus simple, mais consistait essentiellement en une domination des premiers sur les seconds¹⁷⁸.

Will Kymlicka¹⁷⁹ affirme, quant à lui, que dans la pratique, le pluralisme n'est pas la politique du fixisme culturel, mais s'apparente plutôt au modèle cosmopolite. Les groupes ethniques se voient encouragés à partager leur héritage et à participer aux institutions communes ; cette politique permet donc la perméabilité des frontières et, à long terme, favorise les interactions entre les groupes, c'est-à-dire l'interpénétration des cultures. En fin de compte, force est de constater que le Canada et l'Australie, qui ont adopté une politique multiculturelle, intègrent mieux les immigrants que des pays comme la France et les États-Unis qui refusent de reconnaître publiquement les différences ethno-culturelles. De plus, des études ont démontré que cette politique va à l'encontre des stéréotypes négatifs, et qu'un groupe ethnique est d'autant mieux accepté qu'il est connu et visible¹⁸⁰. C'est également ce que relèvent Fleras et Elliott : le multiculturalisme officiel de l'État, disent-ils, a servi à apaiser les

¹⁷⁷ N. BISSOONDATH, *Le marché aux illusions : la méprise du multiculturalisme*, Boréal et Liber, 1995, Québec, p.131.

¹⁷⁸ D. JUTEAU, M. McANDREW et L. PIETRANTONIO, *Op.cit.*, p.105.

¹⁷⁹ W. KYMLICKA, *Op.cit.*

¹⁸⁰ J. PESTIEAU, *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, Les Presses de l'Université de Laval, coll. Prisme, Québec, 1999, pp.71-72.

différents entre les groupes ethniques, en valorisant l'idée de l'égalité sociale dans la différence culturelle, vécue comme un enrichissement¹⁸¹.

§ 2. Le Canada, pays d'immigration

1. Bref aperçu historique de l'immigration au Canada

À partir du XVI^e siècle, le Canada se peuple de colons en provenance d'Europe, en particulier de France et d'Angleterre. C'est entre 1820 et 1850 que la jeune nation du Canada connaît sa première vague d'immigration étrangère : fuyant les guerres, famines et autres catastrophes naturelles, des Écossais et Irlandais arrivent en grand nombre¹⁸².

Pendant longtemps, afin d'éviter les problèmes ethniques, la politique du Canada a favorisé une immigration homogène, privilégiant les ressortissants européens¹⁸³. Cependant, l'industrialisation rapide du Canada nécessitait constamment une main d'œuvre étrangère ; ainsi, bien que jugés non assimilables, des milliers de Chinois et Japonais furent recrutés pour la construction du chemin de fer en Colombie-Britannique¹⁸⁴.

Après la deuxième guerre mondiale, le Canada, à nouveau en manque de travailleurs, accueille des ouvriers, pour la plupart originaires d'Europe du Sud (Portugal, Italie, Grèce). Selon le recensement de 1961, les immigrés sont à 90% des Européens, cependant, cette proportion va rapidement décroître au cours des années qui suivent. La nouvelle loi fédérale

¹⁸¹ A. FLERAS et J.-L. ELLIOTT, *Op.cit.*, p.293.

¹⁸² S.-S. YIM, *Immigrants coréens au Québec. La question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, coll. Logiques Sociales, 2000, Paris, pp.19-20.

¹⁸³ *Idem.*

¹⁸⁴ *Ibid.*, p.21.

de 1976, entrée en vigueur en 1978, posant le principe de la non-discrimination pour la sélection et l'admission des immigrants¹⁸⁵, va confirmer cette tendance.

Les étrangers arrivent alors en nombre croissant, et en provenance d'une plus grande variété de pays. Selon le recensement de 2001¹⁸⁶, sur 18.4% d'habitants nés à l'étranger, 58% viennent des pays d'Asie, incluant le Moyen-Orient, et 20% seulement des pays d'Europe¹⁸⁷. Ces nouveaux venus s'installent essentiellement en milieu urbain, surtout dans les grandes villes. La population dite des « minorités visibles » croît six fois plus vite que la population totale du Canada ; les Chinois constituent le premier de ces groupes « visibles », surpassant le million de personnes en 2001.

2. Les statistiques

Selon le recensement de 2001¹⁸⁸, lorsque l'on pose la question de l'origine ethnique, « Canadien » est la réponse la plus fréquemment donnée ; ensuite viennent « Anglais », « Français », « Écossais », « Irlandais », « Allemand », « Italien », puis « Chinois » qui occupe la huitième position avec 1,094,700 répondants. Cinq ans plus tôt, ils enregistraient la dixième position, avec quelques 920,000 répondants ; aujourd'hui, ils dépassent de ce fait les « Ukrainiens » et « Indiens d'Amérique du Nord »¹⁸⁹.

¹⁸⁵ *Idem*.

¹⁸⁶ Statistique Canada, « Census of Population: Immigration, birthplace and birthplace of parents, citizenship, ethnic origin, visible minorities and Aboriginal peoples », in *The Daily*, <<http://www.statcan.ca/Daily/English/030121/d030121a.htm>>, 21 juillet 2003.

¹⁸⁷ Statistique Canada, « Proportion of immigrants born in Europe and Asia by period of immigration, Canada, 2001 », in *Census 2001*, <<http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/charts/Canada/asia.cfm>>, 21 janvier 2003.

¹⁸⁸ Statistique Canada, « Visible minority population, provinces and territories », in *Census 2001*, <<http://www.statcan.ca/english/Pgdb/demo40a.htm>>, 16 janvier 2004.

¹⁸⁹ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Canada », in *Recensement de 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo28a_f.htm>, 16 janvier 2004.

Selon les statistiques, les immigrants en général et les Chinois en particulier « sont plus susceptibles que les personnes nées au Canada de déclarer un fort sentiment d'appartenance à leur groupe ethnique ou culturel ». De plus, ces derniers sont « plus enclins à participer à des associations ethniques ou d'immigrants que les personnes nées au pays ». Ainsi, 6% des immigrants de la première génération s'investissent dans l'une d'entre elles, « comparativement à 1% de ceux de la deuxième génération ou plus »¹⁹⁰. D'autre part, les répondants avaient la possibilité de s'attribuer plusieurs origines ethniques, ce qu'ils ont fait souvent s'ils s'identifiaient comme « Canadien », ou s'ils étaient issus d'unions interethniques. Ainsi, si la plupart des Nord-européens ont désigné une autre origine, ce ne fut le cas que de 13% des Chinois¹⁹¹.

L'exogamie peut également être vue comme un indicateur de l'intégration. Notons cependant que les mariages dits « interracialisés » furent longtemps réprimés par la société canadienne. Parmi les mariages mixtes, les unions d'un Chinois et d'un Canadien blanc arrivent en deuxième position quant à leur fréquence, après celles d'un Noir et d'un Blanc¹⁹².

Enfin, le recensement de 2001 démontre que le chinois est la première langue non officielle au Canada, 88% des Chinois le parlant chez eux, alors que 29% se disent incapables de tenir une conversation dans l'une des deux langues officielles¹⁹³. Suivant l'hypothèse de Breton, la création d'infrastructures au sein des *Chinatowns*, tels les associations et commerces, a contribué à la rétention de la culture. Cependant, n'oublions pas que les immigrés de première génération constituent la majorité de cette population parmi laquelle un

¹⁹⁰ Statistique Canada, « Enquête sur la diversité ethnique », in *Le Quotidien*, <<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/030929/q030929a.htm>>, 29 septembre 2002.

¹⁹¹ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Canada », in *Recensement de 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo28a_f.htm>, 16 janvier 2004.

grand nombre provient Hongkong et de Taïwan¹⁹⁴. Pourtant, bien que peu assimilés, ces nouveaux arrivants sont davantage tournés sur le monde que leurs aînés.

Concernant la ville de Montréal, celle-ci comporte la troisième population en importance de Chinois ethniques, ainsi que de minorités visibles, après Toronto et Vancouver. Sur ces 458,300 personnes membres d'une minorité visible, ce qui représente 14% de la population de la ville de 3.4 millions d'habitants¹⁹⁵, 57,655 se déclaraient d'origine ethnique chinoise¹⁹⁶, contre 435,685 à Toronto¹⁹⁷ et 347,985 à Vancouver¹⁹⁸.

§ 3. Les commerces chinois au Canada

1. Les origines

Les premiers commerces chinois se sont développés dans les villes, vers la fin du XIX^e siècle. Leur nombre s'accroît rapidement ; ainsi, en 1885, moins de 5% de la minorité chinoise travaille dans ces domaines tandis qu'en 1931, ils sont plus de 30%. Les propriétaires de blanchisseries et restaurants passent, quant à eux, de 0.9% des sino-canadiens en 1885 à 11.1% en 1931¹⁹⁹. Si le nombre de blanchisseries a fortement diminué ces dernières

¹⁹² Statistique Canada, « Canada's ethnocultural portrait: The changing mosaic », in *Analysis series. Ethnocultural portrait*, <http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/canada.cfm>, 21 janvier 2003.

¹⁹³ *Idem.*

¹⁹⁴ J. SMART, *Op.cit.*, p.3.

¹⁹⁵ *Idem.*

¹⁹⁶ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Montréal », in *Recensement 2001*, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43h_f.htm, 16 janvier 2004.

¹⁹⁷ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Toronto », in *Recensement 2001*, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43k_f.htm, 16 janvier 2004.

¹⁹⁸ Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Vancouver », in *Recensement 2001*, http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43x_f.htm, 16 janvier 2004.

¹⁹⁹ P. S. LI, *Op.cit.*, pp.50-51.

décennies, le secteur de la restauration se maintient et croît au rythme de la population chinoise au Canada²⁰⁰.

Ces entreprises unissent les membres d'une même parentèle ou d'un même village. Souvent, l'homme d'affaires chinois fait venir de Chine ses parents masculins, en particulier ses fils ou des garçons qu'il fait passer pour ses fils. C'est ainsi que certaines colonies du Canada ont été dominées par un clan donné, tel dans les années 1880, les Li de Taishan à Victoria, Savona's, Ferry et Yale, ainsi que les Zhou de Kaiping et de Xinhui qui se concentrent à Quesnelmouth. La colonie chinoise se compose généralement d'une petite élite de marchands, d'un groupe plus important de petits commerçants, et d'une classe ouvrière considérable²⁰¹.

La minorité chinoise étant, en ce tournant de siècle, composée d'une grande majorité d'hommes, parmi lesquels de nombreux célibataires, ceux-ci se constituent en partenariats, investissant et travaillant dans le même commerce, restaurant ou café. Travailler ensemble leur permet de réduire les coûts quant à la main d'œuvre et l'établissement. Lorsque les femmes et enfants commencent à affluer après 1947, dans le cadre du regroupement familial, ce type d'association décline ; ce n'est qu'à ce moment que l'on peut réellement parler d'économie familiale²⁰².

C'est au cours des années 1970 que la population sino-canadienne s'est radicalement transformée, pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. Ainsi, une classe moyenne de professionnels, fonctionnaires et cols-blancs fait son apparition ; de plus, suite au regroupement familial, ces communautés comptent un plus grand nombre de femmes et de

²⁰⁰ J. SMART, *Ethnic Entrepreneurship, Transmigration, and Social Integration : An Ethnographic Study of Chinese Restaurant Owners in Western Canada*, University of Calgary, 2002, Calgary, p.6. (Inédit)

²⁰¹ J. TAN et P. ROY, *Op. cit.*, p.5.

²⁰² P. S. LI, *Op.cit.*, pp.54-55.

jeunes²⁰³. Pourtant, encore aujourd'hui et malgré la mobilité sociale, les Chinois restent attachés à leur langue et ont de nombreux contacts liés à l'appartenance ethnique²⁰⁴.

2. Les commerces aujourd'hui

La transformation de la population sino-canadienne n'est pas sans impact sur le développement et la diversification des entreprises ethniques. De plus, comme le souligne Joséphine Smart, les migrations et le transnationalisme sont désormais des facteurs essentiels pour l'étude des commerces ethniques s'inscrivant dans le cadre de la mondialisation. Bien que le commerce ethnique soit physiquement attaché à une localité, il dépend de personnes bénéficiant de contacts et de ressources transnationaux²⁰⁵.

Les entreprises sino-canadiennes peuvent désormais être classées en quatre catégories, selon Peter Li²⁰⁶. La petite entreprise traditionnelle subsiste et se développe en même temps que la demande pour les produits dits « ethniques » s'accroît au sein de la population non chinoise. Encore largement basée sur la famille, la plupart des entreprises chinoises sont de petites entreprises familiales tenues par un couple. Le plus souvent, l'homme travaille à la cuisine, tandis que la femme traite avec les clients et fournisseurs. Quant aux enfants, nombre d'entre eux aident leurs parents, tâche pour laquelle ils sont peu ou pas payés. Malgré cela, la plupart, encouragés par leurs parents, poursuivent leurs études jusqu'aux plus hauts niveaux, et peu reprennent le commerce familial lorsqu'ils en ont l'âge²⁰⁷.

²⁰³ *Ibid.*, pp.97-99.

²⁰⁴ *Ibid.*, p.104.

²⁰⁵ J. SMART, *Op.cit.*, p.2.

²⁰⁶ P. S. LI, « Chinese Investment and Business in Canada : Ethnic Entrepreneurship Reconsidered », in *Pacific Affairs*, 66(2), 1993, pp.223-226.

Li distingue trois formes d'entreprises « ethniques » apparues récemment. Tout d'abord, des entreprises de type corporatif regroupant des avocats, médecins ou comptables d'origine chinoise se sont développées dès les années 1950, constituant ainsi une classe moyenne supérieure au sein de la communauté. Les entreprises multinationales constituent, après l'entreprise traditionnelle et l'entreprise corporative, un troisième type ; en effet, depuis les années 1980, l'on observe de plus en plus d'investissements en provenance de Hongkong et de Taïwan principalement dans les grandes villes du Canada, notamment Toronto et Vancouver²⁰⁸. Enfin, l'immigré investisseur, c'est-à-dire celui qui dispose d'une certaine somme d'argent et désire créer une entreprise au Canada, constitue la quatrième catégorie d'entrepreneurs. Parmi eux, les Asiatiques figurent au premier plan puisque, en 1990, sur les 18,445 admis, 36.8% venaient de Hongkong, et 13.4% de Taïwan²⁰⁹.

Dans un récent article, Lloyd L. Wong et Michelle Ng étudient le cas de ces petits entrepreneurs ayant immigré dans le cadre du *Canadian Business Immigration Program* (CBIP). Entre 1983 et 2000, plus de 100,000 d'entre eux sont des Chinois ethniques en provenance de Hongkong, Taïwan ou de la République Populaire de Chine, ce qui constitue 54% de l'effectif total. La majorité d'entre eux sont venus sous la catégorie « entrepreneur », les autres, sous les catégories « investisseur » ou « travailleur indépendant ». La plupart d'entre eux s'installent à Toronto et Vancouver, cette dernière ville étant, depuis les années 1980, un lieu important où fluctuent les personnes et capitaux, faisant d'elle une véritable cité cosmopolite²¹⁰. La nouvelle forme de petite entreprise transnationale qu'étudient les auteurs connecte le Canada avec des lieux comme Hongkong, la Chine ou Taïwan ; son organisation

²⁰⁷ J. SMART, *Op.cit.*, pp.8-9.

²⁰⁸ P. S. LI (1993), *Op.cit.*, pp.228-230.

²⁰⁹ *Ibid.*, p.231.

²¹⁰ L. L. WONG et M. NG, « The Emergence of Small Transnational Enterprise in Vancouver : The Case of Chinese Entrepreneur Immigrants », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 26 (3), Septembre 2002, pp.508-509.

est interethnique, quoiqu'elle repose à la base sur des partenaires co-ethniques, appartenant souvent à une même famille, et se situant dans deux ou trois lieux géographiques, ignorant les frontières nationales. Dès lors, le transnationalisme économique n'est pas qu'une affaire de grandes multinationales, et l'activité de ces petites entreprises reflète l'actuelle transformation de la configuration mondiale²¹¹.

L'apparition de ces troisième et quatrième types d'entrepreneurs démontre, si besoin en est, que les situations nationales sont désormais difficilement isolables de la situation mondiale. En effet, le succès économique de Hongkong et de Taïwan, ces dernières décennies, fait apparaître clairement ses répercussions sur la communauté sino-canadienne. Il est intéressant de constater que ces entreprises sont, elles aussi, censées être basées sur la confiance et les réseaux principalement familiaux. « La famille est l'élément clé de l'organisation économique chinoise, affirme Manuel Castells : l'entreprise est propriété familiale, mais la famille prime l'entreprise ». Lorsqu'une quantité suffisante de richesses est accumulée, elle est partagée entre les membres de la famille qui investissent dans d'autres affaires, souvent sans rapport avec la firme initiale²¹². L'on peut observer ce phénomène chez les Canadiens-Chinois, lorsque les enfants des commerçants, devenus professionnels, créent à leur tour leur propre entreprise, de type corporatif cette fois (cabinet de médecins ou d'avocats, par exemple), et sans lien aucun avec le commerce parental. Notons, enfin, qu'aujourd'hui, la plupart des Chinois vivent à l'extérieur des *Chinatowns* ; en progression sociale, ils leur préfèrent la vie de banlieue des classes moyennes²¹³.

Le changement du style de vie ces derniers temps, l'accroissement de la demande dans des secteurs comme les services, la restauration, l'habillement, a profité, entre autres, aux

²¹¹ *Ibid.*, pp. 509 et 528.

²¹² M. CASTELLS, *La société en réseaux. L'ère de l'information I*, Fayard, 1998, Paris, pp.214-215.

commerces ethniques traditionnels²¹⁴. Suite à cette nouvelle popularité, il existe désormais deux sortes de clientèles à satisfaire : l'une co-ethnique et l'autre extra-ethnique ou « générale », les proportions variant en fonction du lieu d'établissement du commerce.

Pour les propriétaires de restaurants, la dichotomie entre les deux clientèles est assez importante et délicate à gérer, explique Smart²¹⁵. Les restaurateurs ont rapidement appris que les Occidentaux avaient des préférences alimentaires différentes et ont modifié les méthodes de cuisson pour convenir à leurs goûts ; ainsi, beaucoup de plats offerts dans les restaurants chinois sont en réalité des inventions américaines, souvent à base de friture et de sauce épaisse. Une pratique commune est d'afficher un menu séparé pour les co-ethniques, en inscrivant certains plats uniquement en Chinois. Ceux ne le lisant pas sont automatiquement exclus, ce qui démontre l'importance, dans ce cas, de la barrière linguistique²¹⁶. L'identité culturelle ne se trouve donc pas dans la nourriture en tant que telle, accommodée au goût des Occidentaux, mais bien dans les liens que ces commerces apportent au sein de la communauté, aussi bien par la création de réseaux et les possibilités d'emploi de co-ethniques, que dans les contacts quotidiens que les commerçants entretiennent avec les clients partageant une même culture. Enfin, bien que cette cuisine ne soit pas « authentique », la croyance des clients qu'ils consomment de la nourriture chinoise, préparée par des cuisiniers chinois, dans un établissement tenu par des propriétaires chinois, a une importance symbolique en elle-même²¹⁷. Notons enfin que depuis le milieu des années 1980, un nombre grandissant de restaurants proposent une cuisine authentique et non occidentalisée, suite à l'augmentation de l'immigration de Chinois en provenance de Hongkong, possédant un

²¹³ J. TAN et P. ROY, *Op.cit.*, p.18.

²¹⁴ D. HELLY et A. LEDOYEN, *Op.cit.*, p.8.

²¹⁵ J. SMART, *Op.cit.*, p.9.

²¹⁶ *Ibid.*, pp.9-10.

²¹⁷ *Idem.*

pouvoir de consommation élevé, ce qui permet un marché interne fort²¹⁸. Ce « retour à l'authentique » est un témoignage parmi d'autres du caractère dynamique et instable des modèles culturels qui, comme le souligne Appadurai, se modifient à mesure que les configurations de peuples, de lieux et d'héritages perdent tout semblant d'isomorphisme²¹⁹.

§ 4. Les associations

Parallèlement, les Chinois ont tenté de recréer des liens de solidarité au sein de leur *Chinatown*. Autrefois exclus de la plupart des institutions sociales, ils ont développé des associations leur fournissant une aide matérielle et morale, et principalement axées sur l'entraide et les problèmes de la vie quotidienne. En réponse à la ségrégation, ils ont également fondé leurs propres écoles, hôpitaux et cours d'arbitrage²²⁰. Les premières et plus simples de ces associations d'entraide furent les *jiafang* ou associations de rue. D'autres, plus influentes, sont apparues dès la fin du XIX^e siècle, telle la société secrète *Zhigongtang* (ou *Cheekungtung*), future franc-maçonnerie, veillant au maintien de l'ordre et venant en aide aux ouvriers chinois de Colombie-Britannique.

La *Chinese Benevolent Association*, quant à elle, s'occupe dès 1884 du problème du chômage massif. Elle crée, en outre, des écoles pour les jeunes, prend en charge le voyage de retour des Chinois âgés désirant rentrer au pays et offre une aide juridique à leurs membres accusés de méfaits. Enfin, la discrimination dont furent victimes les Chinois les obligea à créer leurs propres associations commerciales et leurs propres syndicats²²¹.

²¹⁸ *Ibid.*, p.10.

²¹⁹ A. APPADURAI, *Op.cit.*, pp.68, 84-85.

²²⁰ P. S. LI (1988), *Op. cit.*, pp.71-74.

²²¹ J. TAN et P. ROY, *Op.cit.*, pp.5-6.

De nos jours, l'État canadien leur fournissant la plupart des services sociaux autrefois prises en charge par la communauté et ses associations, ces dernières n'ont plus la grande influence dont elles jouissaient par le passé²²². Les besoins sociaux pris en charge et la discrimination raciale étant officiellement abolie et condamnée, les associations qui subsistent doivent à présent investir d'autres secteurs, comme la culture (cours de chinois, de cuisine traditionnelle ou d'arts martiaux) et la religion, tandis que d'autres se tournent plus particulièrement vers la société d'accueil, en organisant des festivals ayant pour but de rapprocher Chinois et non-Chinois, tout en affichant une image sociale positive²²³.

§ 5. Le quartier chinois de Montréal

1. 1880 –1950 : La survie des Chinois à Montréal

Montréal voit arriver ses premiers résidents chinois dès les années 1880, lorsque quelques hommes quittent la Colombie Britannique, où sévissent les lois discriminatoires, pour s'installer dans les grandes villes de l'Ontario et du Québec. Ces premiers « Sino-montréalais » seront vite suivis par quelque 4,000 autres migrants, en provenance directe de la Chine du Sud²²⁴. Ces anciens paysans, méconnaissant l'agriculture canadienne et disposant d'un capital limité, investissent largement le secteur de la petite blanchisserie. Pour ce faire, ils se regroupent généralement à trois, afin de réunir le capital nécessaire²²⁵. La pauvreté les oblige à renouer avec la tradition de la solidarité clanique. Ainsi, à Montréal, deux principaux clans dominant : les Lee et les Wong²²⁶. Cette pratique, précise Denise Helly, qui peut

²²² J. TAN et P. ROY, *Op.cit.*, p.20.

²²³ L. MINGHUAN, *Op.cit.*, pp.197-200.

²²⁴ D. HELLY, *Les Chinois à Montréal. 1877-1951*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, Québec, p.17.

²²⁵ *Ibid.*, pp.45-50.

²²⁶ *Ibid.*, p.222.

sembler étrange aux yeux des autres Montréalais, n'est pas une simple transplantation de leur culture, mais bien une stratégie de résistance ; la folkloriser serait méconnaître son sens et sa fonction politique²²⁷.

Montréal ne connaît pas de loi ou règlement ouvertement raciste, cependant, les Chinois possédant le quasi-monopole de la petite blanchisserie – la seule concurrence étant celle de femmes travaillant à domicile – le gouvernement les atteint de manière efficace en imposant à ces commerces une taxe de 50\$ de l'an, ce qui équivaut au bénéfice de quatre mois de travail. Notons que cette somme est disproportionnée lorsqu'on la compare aux taxes de 5 à 8\$ de l'an des boulangers et vendeurs de lait. De ce fait et de celui de la multiplication de enseignes, le taux d'échec est extrêmement élevé²²⁸.

La fin du XIX^e siècle voit se dessiner les prémisses de l'actuel quartier chinois, avec l'établissement de commerces, de clubs et d'associations. Ils s'installent sur la rue La Gauchetière, entre la rue Jeanne-Mance et le boulevard St-Laurent, ainsi que sur les rues Clark et St-Urbain, entre les rues Dorchester (actuel boulevard René-Lévesque) et Vitré (aujourd'hui, Viger). « Tout au long de la première moitié du XX^e siècle, le quart de la population d'origine chinoise de l'agglomération montréalaise habite dans ce même périmètre »²²⁹.

Le recensement de 1911 fait apparaître que 1,336 Chinois résident à Montréal, dont 1,100 travaillent dans une blanchisserie, en tant que propriétaire ou employé. À l'époque, 284 de ces

²²⁷ *Ibid.*, p.229.

²²⁸ *Ibid.*, pp.67-69.

²²⁹ Ville de Montréal, « Historique », in *L'urbanisme à Montréal, Plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/q-chinois/q-chinois2.htm>, 8 juin 1998.

entreprises se font concurrence ; afin d'éviter la faillite, plusieurs s'associent, créant ainsi des compagnies et établissant des réseaux²³⁰.

La saturation des blanchisseries dès les années 1900 a pour effet la diversification des commerces tenus par des Chinois. Certains ayant accumulé quelque capital investissent d'autres secteurs plus lucratifs : ainsi, certains deviennent barbiers, revendeurs de tabac, tailleurs, confiseurs ou, encore, restaurateurs. À nouveau, ils se regroupent à plusieurs afin de réunir les 800\$ à 1000\$ utiles au lancement d'un tel commerce. Un nouvel engouement pour les produits exotiques leur sera profitable²³¹.

En 1931, l'on recense 71 restaurants chinois sur les 524 restaurants que compte Montréal, ce qui est considérable, vu que les Chinois constituent un très faible pourcentage de la population de la ville²³². Cependant, leur nombre décroît fortement suite au *Chinese Immigration Act* et au petit nombre de femmes (une pour dix-neuf hommes en 1921²³³) ; certains retournent en Chine ou se retirent de toute activité.

La population sino-québécoise passe ainsi de 2,378 en 1941 à 1,904 en 1951. En 1951, plus du tiers d'entre eux sont âgés de 55 ans et plus²³⁴. À cette époque, si les blanchisseries chinoises ont principalement des Canadiens pour clients et sont dispersées à travers la ville, la majorité des restaurants, petits commerces et associations se situent dans le quartier Chinois situé aux alentours de la rue La Gauchetière et du boulevard St Laurent²³⁵.

²³⁰ D. HELLY, *Op. cit.*, pp.77-78.

²³¹ *Ibid.*, pp.81-82.

²³² *Ibid.*, p.99.

²³³ *Ibid.*, p.122.

²³⁴ *Ibid.*, pp.105-107.

Afin de résister à la compétition, les Chinois effectuent plus de soixante heures de travail par semaine, et il n'est pas rare que les employés soient en service douze heures par jour, six jours par semaine. Ces commerces sont pauvrement décorés et fournissent des biens et services bon marché. Ce genre d'entreprises, dit Pao-Mercier, sont typiques à ce que Bonacich a appelé les occupations intermédiaires²³⁶.

2. 1950 – 1990 : Le renouvellement de la communauté

À partir des années 1950, des Chinois affluent de Hongkong et de Taïwan, puis du Vietnam du Sud, du Laos et du Cambodge, suite à la chute de Saigon et de l'arrivée au pouvoir des Khmers Rouges²³⁷. Parmi eux, de nombreuses femmes, venues rejoindre leur époux après des années de séparation ; celles-ci sont généralement âgées, parlent uniquement le chinois et possèdent peu de compétences professionnelles. La plupart d'entre-elles n'auront d'autre choix que d'occuper un poste dans la manufacture, les services ou de travailler dans l'entreprise de leur mari²³⁸.

Lorsqu'en 1962, le gouvernement supprime comme critères de sélection la nationalité, l'ethnie et la « race », et met en place un système de points, l'on peut distinguer trois classes d'immigrants : les indépendants, les parrainés et les réfugiés²³⁹. Ainsi, entre 1950 et 1975, 2,595 citoyens de la Chine communiste arrivent au Québec, parrainés par les immigrants originaires de Hongkong, mais aussi par les descendants des Chinois installés dans la ville

²³⁵ L. Y.-H. PAO-MERCIER, *Immigration, Ethnicity, and the Labor Market : The Chinese in Montreal*, Faculté des Études Supérieures et de la Recherche, Université Mc Gill, 1981, Montréal, p.15.

²³⁶ *Ibid.*, pp.18-19.

²³⁷ D. HELLY, *Op. cit.*, p.17.

²³⁸ L. Y.-H. PAO-MERCIER, *Op. cit.*, p.35.

²³⁹ *Ibid.*, p.25.

depuis plusieurs décennies²⁴⁰. Quant aux indépendants, ils sont sélectionnés sur base de plusieurs critères, parmi lesquels leurs compétences professionnelles, leur éducation, leur « employabilité » selon la conjoncture du moment, leur connaissance des langues nationales et leur âge ; nombre d'entre eux sont des professionnels et cols-blancs²⁴¹.

Les immigrants chinois de Montréal ont désormais le choix entre s'investir dans le marché du travail ethnique ou général. Des lois les protègent, telles la *Canadian Fair Employment Practices Act* de 1953 et le *Fair Wages and Hours of Labour Regulations* de 1954, interdisant toute discrimination basée sur la race, la couleur, la religion et l'origine nationale, dans le domaine de l'emploi. Le marché ethnique demeure néanmoins, constituant un secteur économique important et fournissant des emplois à nombre d'entre eux²⁴².

Pao-Mercier constate l'évolution des travailleurs chinois entre 1971 et 1981. En 1971, la majorité des entreprises chinoises sont des restaurants, tandis qu'apparaissent quelques épiceries, *chop suey*, manufactures de produits alimentaires, papeteries et librairies. En 1981, de nombreux commerces font leur apparition, dont des agences de voyage, des compagnies d'assurance, des cabinets de dentistes, des imprimeries, des magasins de photos, des fournisseurs d'équipements pour restaurants, des fleuristes, des poissonneries, des boucheries et des grandes surfaces, dont de plus en plus quittent les enceintes du *Chinatown*. L'auteure prévoit, pour les années à venir, la poursuite de cette diversification avec pour conséquence l'établissement de liens commerciaux entre les entreprises chinoises, conduisant à la mise en place d'une économie parallèle²⁴³.

²⁴⁰ D. HELLY, *Op. cit.*, p. 17.

²⁴¹ L. Y.-H. PAO-MERCIER, *Op. cit.*, p.25.

²⁴² *Ibid.*, pp.26-27.

²⁴³ *Ibid.*, pp.27-28.

3. De nos jours : Promotion du quartier comme lieu historique, culturel et commercial

Aujourd'hui, le quartier chinois de Montréal fait partie intégrante du patrimoine culturel de la ville. Celui-ci est d'ailleurs en cours de rénovation depuis 1998 ; ce projet, s'étendant sur dix ans, a pour enjeu la consolidation des activités commerciales, le développement de l'habitation, l'embellissement du cadre de vie, ainsi que la promotion de la culture²⁴⁴. Le *Chinatown* actuel se situe au centre-ville et recouvre l'ancien. Celui-ci s'étend du boulevard René-Lévesque, au Nord, à la rue Viger, au Sud, et d'Est en Ouest de la rue St-Dominique au complexe Guy-Favreau. Quatre portails de style traditionnel délimitent le quartier.

Si l'activité commerciale en façonne encore l'image, d'autres fonctions s'y sont greffées « telles que l'habitation, les activités culturelles et communautaires et les services de soins hospitaliers »²⁴⁵. Une observation de terrain nous a d'ailleurs permis de constater la multitude ainsi que la diversité des commerces. Entre les portails se côtoient des épicerie fournissant les aliments nécessaires à la cuisine chinoise ; des restaurants se spécialisant dans certaines cuisines particulières telles que cantonaise, széchouannaise, pékinoise, ou encore thaïlandaise, vietnamienne, voire japonaise comme l'Arigato au 75 de la rue La Gauchetière Ouest dont le propriétaire est Vietnamien ; des magasins de bibelots pour touristes, souvent *kitch*, évoquant la culture chinoise (entre autres, des statuettes de Bouddha, de Confucius, de guerriers chinois, des vases, des services de thé, des lanternes, ...) ; des magasins de vêtements, souvent modernes, mais imitant parfois le style chinois ; des commerces d'herbes médicinales ; un

²⁴⁴ Voir à ce sujet : Ville de Montréal, Service de l'urbanisme, *Le plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/pdf/qchinois.pdf>, mars 1998.

²⁴⁵ Ville de Montréal, « De nos jours », in *L'urbanisme à Montréal, Plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/q-chinois/q-chinois3.htm>, 28 juin 1998.

hôtel, le *Holiday Inn Select*, au toit surmonté de deux pagodes ; ou encore, le Centre bancaire asiatique de gestion privée, succursale « exotique » de la Banque Nationale du Canada²⁴⁶.

Évoquons enfin l'aspect attractif du quartier, désormais partie intégrante du patrimoine de la ville. Ainsi, le site touristique officiel du gouvernement du Québec promet « dépaysement et enchantement » lors de la découverte de ce lieu « exotique, animé et coloré », et convie le lecteur à participer aux fêtes traditionnelles chinoises s'y déroulant chaque année, et s'adressant depuis peu à un public général et varié²⁴⁷.

Ainsi des fêtes chinoises, tel le Nouvel An chinois²⁴⁸, les courses de bateaux-dragons²⁴⁹, ou le Festival de la lune de mi-automne²⁵⁰, sont reconnues et se popularisent. Ce phénomène est récent : par exemple, ce n'est qu'en 1996 que les courses de bateaux-dragons, tradition vieille de près de deux mille trois cents ans, est organisée à Montréal, et ceci à l'initiative de l'Association des Restaurants Chinois du Québec. Cette première édition attira quelque 20,000 spectateurs, tandis que 38 équipes Nord-Américaines s'affrontaient. En 1999, c'est plus de 60,000 personnes et 110 équipes en provenance du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de Taïwan, de Hongkong et de la Chine continentale, qui assistent et participent au festival²⁵¹.

²⁴⁶ D. DUBÉ, « La Banque Nationale s'associe au Salon de l'emploi de l'arrondissement de CDN et NDG reconnu pour son aspect multiculturel », in Banque Nationale du Canada, *Communiqués de presse*, Montréal, <http://www.bnc.ca/bnc/cda/newsdetail/0,1044,articleCode-12478_divId-2_langId-2_navCode-6100_viewFilter-2003,00.html>, le 30 octobre 2003.

²⁴⁷ Gouvernement du Québec, « Le quartier chinois de Montréal. Exotique, animé, coloré! », in *Bonjour Québec*, <http://www.bonjourquebec.com/francais/idees_vac/villes/montreal_chinois.html>, 2003.

²⁴⁸ Gouvernement du Québec, « Festival Montréal en lumière », in *Bonjour Québec*, <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/1396939.html>>, 2003.

²⁴⁹ Gouvernement du Québec, « Festival de la lune de mi-automne », in *Bonjour Québec*, <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/1402887.html>>, 2003.

²⁵⁰ Gouvernement du Québec, « Festival de courses de bateaux-dragons de Montréal », in *Bonjour Québec*, <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/5792756.html>>, 2003.

²⁵¹ Montreal International Dragon Boat Festival, *The History of Dragon Boat Racing*, <<http://www.montrealdragonboat.com/en/midbrf.php?p2=history>>, 2003.

Section 2 : La communauté chinoise dans le contexte de la politique française d'intégration

§ 1. Historique de la loi, ses objectifs et son évolution récente

1. Principes de l'universalisme français

La nation française, telle qu'on la connaît actuellement, repose sur le mythe fondateur de la Révolution de 1789, explique Dominique Schnapper ; celle-ci aurait affirmé à la face du monde le nouveau principe de la légitimité et proclamé pour la première fois la *Déclaration des droits de l'Homme*, et de tous les hommes. Le projet politique du pays est porté par les institutions nationales, en particulier, le droit de la nationalité, l'école laïque et obligatoire, l'administration publique, ainsi que l'armée²⁵².

C'est lors de l'avènement de la III^e République, que l'école et l'armée reçoivent pour mission d'homogénéiser le pays ; l'école laïque en éduquant les enfants de France dans le patriotisme, et l'armée en étant désormais chargée d'une fonction civique par l'instauration du service militaire obligatoire. Les différentes institutions diffusent un système de valeurs cohérent, fondées autour du mythe de la Révolution²⁵³.

Depuis le début du XIX^e siècle, cette politique permet d'assimiler les étrangers. Le modèle de l'intégration à la française est fondé sur l'idéologie de la citoyenneté individuelle, ainsi que sur l'égalité formelle. L'idée est que tous les hommes sont dotés de la Raison leur permettant, s'ils reçoivent la formation nécessaire, de participer à un projet politique fondé sur l'universalité de la

²⁵² D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, p.66.

²⁵³ *Ibid.*, p.127.

citoyenneté²⁵⁴ ; l'espace politique devient un lieu de transcendance des particularismes par cette pratique²⁵⁵.

En théorie, dit Schnapper, la diversité culturelle n'interdit pas la création d'une nation ; ainsi, l'on pourrait rester Basque, Corse ou Breton, parler différentes langues ou pratiquer différentes religions au sein d'un espace politique commun. Cependant, le moyen le plus économique, et probablement le plus efficace pour transcender les identités ethniques, reste néanmoins la réduction des différences culturelles. Sans aller jusqu'à parler de génocide culturel, l'État français imposa des contraintes et une certaine forme de violence symbolique en imposant l'homogénéité culturelle à l'ensemble du pays, ignorant tant les spécificités régionales que celles des minorités d'origine immigrée²⁵⁶.

Pour comprendre cela, il nous faut envisager le système français comme basé sur la dissociation primordiale entre l'espace public et l'espace privé. Sieyès et les révolutionnaires ont, dès les premières années de la Révolution, opéré la distinction entre, d'une part, la société politique, espace dans lequel les citoyens mâles exercent leurs droits et devoirs politiques, et de l'autre, la société civile, régissant diverses matières considérées comme privées, tels la propriété ou les rapports entre époux²⁵⁷. Ainsi, l'uniformité culturelle et identitaire est la norme sociale, exigeant par là, la conformité dans l'espace public ; la diversité culturelle et identitaire, conçue comme anormale, est reléguée dans la sphère du privé, à l'abri de tout regard.

²⁵⁴ *Ibid.*, p.68.

²⁵⁵ *Ibid.*, p.83.

²⁵⁶ *Ibid.*, p.140.

²⁵⁷ C. CAPITAN, « Nation, nature et statut des personnes au cours de la Révolution française », in *Mots. Les langages du politique*, n°49, 1996, pp.24-25.

Selon Dominique Schnapper, le multiculturalisme est un droit puisque la séparation des domaines public et privé est au fondement de la démocratie. Ainsi, citoyens et étrangers peuvent, à condition de respecter les règles d'ordre public, cultiver leurs particularités dans la vie personnelle et sociale. D'autre part, affirme-t-elle, « ces spécificité ne doivent pas fonder une identité politique particulière, reconnue en tant que telle à l'intérieur de l'espace public ». Cependant, elle admet qu'il s'agit là d'une réponse de principe car, concrètement, des compromis entre les besoins particuliers des différents groupes sont parfois nécessaires²⁵⁸.

2. Remise en cause de ces principes

L'humanisme abstrait, souligne Joseph-Yvon Thériault, est souvent identifié à la première période de la modernité, rationnelle et universelle ; cette théorie s'oppose au culturalisme, relevant, quant à lui, d'une seconde phase. Ces deux principes sont à l'origine de deux représentations de la nation : la *nation-contrat* et la *nation-culture*.²⁵⁹ La première nous vient de la philosophie des Lumières et de la théorie du contrat social entre individus libres et égaux²⁶⁰, tandis que la seconde, du romantisme allemand du XIX^e siècle pour qui l'ethnie et la patrie constituent des éléments essentiels de la vie politique²⁶¹. Comme le relève Marco Martiniello, la constitution de la *nation civique* exige, selon le modèle républicain français, que l'ensemble des citoyens, égaux en droits et devoirs, passe un contrat avec l'État. La *nation ethnique*, par contre, suppose que les individus qui le composent partagent des caractéristiques communes comme l'ethnie, la langue, la culture²⁶².

²⁵⁸ *Ibid.*, p.100

²⁵⁹ J.-Y. THÉRIAULT, « Les mouvements ethno-culturels », in T. RAGI et S. GERRITSEN, *Les territoires de l'identité*, ACFAS-Outaouais, 1992, Ottawa, p.12.

²⁶⁰ *Ibid.*, p.8.

²⁶¹ *Ibid.*, p.10.

²⁶² M. MARTINIELLO, *Sortir des ghettos culturels*, Presses de Science Po, coll. La Bibliothèque du citoyen, Paris, 1997, pp.14-15.

C'est ainsi que, dans les années 1960, le modèle républicain s'affaiblit : l'on voit surgir de nouvelles revendications, dont celles concernant l'Europe des minorités ethniques, des pays colonisés et des régionalistes européens²⁶³. De nos jours, de nombreux pays ont abandonné l'idée de l'assimilation, acceptant le fait qu'ils renferment deux ou plusieurs nations à l'intérieur de leurs frontières, ils leur ont reconnu une certaine autonomie et la possibilité de revendiquer des droits²⁶⁴. Le culturalisme finit donc par prendre le pas sur l'universalisme autrefois dominant. Alain Touraine, qui perçoit la société multiculturelle comme l'aboutissement de l'idée démocratique²⁶⁵, affirme : « Il n'est plus possible dans nos sociétés de se dire démocrate sans accepter l'idée de la société multiculturelle »²⁶⁶.

Cependant, tous ne sont pas de cet avis. Selon Schnapper, l'affaiblissement du projet politique est le résultat de celui de la cohésion sociale, toujours menacée par « la routinisation du charisme », selon l'expression wébérienne, laquelle, bien qu'inscrite dans le projet politique d'origine, est surtout le fait du dépérissement du caractère politique de la vie commune au profit de sa dimension économique et sociale²⁶⁷. « Les droits sociaux apparaissent comme l'équivalent des droits politiques et la 'citoyenneté économique et sociale' passe pour la forme authentique de la citoyenneté moderne », poursuit-elle. L'État Providence assure le lien social non plus par un projet politique mais en intervenant dans la vie économique, redistribuant les biens et assurant l'organisation des services publics²⁶⁸.

Concernant les immigrés, l'enjeu fondamental de la France d'aujourd'hui, demeure l'intégration de ces derniers aux système et valeurs du pays, d'après Marco Martiniello. À ce

²⁶³ *Ibid.*, pp.15-17.

²⁶⁴ W. KYMLICKA, « De Porto Rico au Kosovo en passant par le Québec : les multiculturalistes américains devant le nationalisme de minorité », *Argument. Politique, société et histoire*, Vol. 3, (2), Printemps-été 2001.

²⁶⁵ A. TOURAINE, « Chapitre V : La société multiculturelle », in *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, Paris, 1997, p.241.

²⁶⁶ *Ibid.*, p.242.

sujet, il écrit : « Des communautés immigrées se sont développées. Elles se sont progressivement différenciées aux niveaux culturel, politique et démographique. Mais elles se sont aussi stratifiées socio-économiquement. D'une population immigrante, au départ, entièrement masculine, adulte et exclusivement ouvrière, l'on abouti à des 'communautés' relativement jeunes, commençant à présenter une diversité de niveau d'éducation et de positions sur le marché de l'emploi »²⁶⁹.

Selon Michelle Guillon et Isabelle Taboada-Leonetti, les Français, après s'être longtemps occupé d'intégration et de racisme, ont déplacé le débat vers la possibilité d'une société pluriculturelle. Les enclaves ethniques sont souvent mal perçues par les Français, ceci en particulier pour des questions d'insécurité et de dégradations du cadre urbain. Ils s'en méfient également car elles sont susceptibles de constituer des bases territoriales permettant et favorisant le ressourcement culturel et identitaire des minorités. À titre d'exemple, les auteures citent le passage d'un livre d'A. Griotteray, homme politique français, révélateur de la passion qui anime ce débat : « On ne peut construire des ghettos en France sous prétexte d'un 'droit à la différence'. Aujourd'hui, les Français ont aussi le droit de protéger leur identité comme les peuples du Tiers Monde ont protégé la leur en décolonisant. Pouvons-nous accepter que les lois de la République française s'arrêtent à Barbès, à Belleville ou aux Minguettes? »²⁷⁰.

§ 2. La France, terre d'asile

Il importe de bien distinguer les différents courants migratoires dits « chinois ». Nous avons présenté les quatre vagues principales dans le premier chapitre, mais nous nous

²⁶⁷ D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, p.190.

²⁶⁸ *Ibid.*, pp.191-192.

²⁶⁹ M. MARTINIELLO (1988), *Op. cit.*, p.11.

²⁷⁰ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, pp.9-10.

concentrerons principalement sur la troisième, numériquement la plus importante, ainsi que sur la nouvelle vague en provenance de la République Populaire de Chine²⁷¹.

La France se veut terre d'accueil ; c'est ainsi que la fondation *France Terre d'Asile* fut fondée par le Président Valéry Giscard d'Estaing, en 1971. Dès le départ, les réfugiés chinois de l'Asie du Sud-Est sont bien accueillis, alors que l'on retirait le statut de réfugié à de nombreux Espagnols et qu'on le refusait aux Africains. Les auteures expliquent généralement ceci par le lien particulier de colonisation qui unissait la France et les pays d'Indochine à cette époque²⁷². Cette relation, explique Anne Morillon, s'est réveillée lors de l'arrivée des *boat-people* ; « [l]eur traversée tragique sur des bateaux de fortune a suscité une intense médiatisation et une très grande émotion qui a entraîné une forte mobilisation autour de leur accueil »²⁷³. De 1975 à 1983, la France a ainsi accueilli 100,564 chinois, à raison de 700 par mois, puis a restreint le nombre à 350 par mois, officiellement en vue d'éviter la venue de faux réfugiés²⁷⁴. Cette centaine de milliers de ressortissants de pays d'Asie du Sud-Est a, dans la foulée, obtenu le statut de réfugié, tel que défini par la Convention de Genève de 1951²⁷⁵.

Sur le conseil des travailleurs sociaux exerçant dans les structures d'accueil qui leur étaient réservées, « la plupart d'entre eux ont acquis la nationalité française au cours des dix premières années de leur vie en France. Sur la décennie 1985-1995, quelque 40,000 réfugiés d'Asie du Sud-Est sont ainsi devenus français »²⁷⁶. En 1990, précise Ma Mung, 40% des Chinois du Vietnam, du Laos et du Cambodge ont acquis la nationalité française, à raison de 53.3% des Vietnamiens, 35.8% des Laotiens et 28.9% des Cambodgiens. Les immigrés en

²⁷¹ C. CATTELAINE et alii, *Op.cit.*, p.2.

²⁷² M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, p.153.

²⁷³ A. MORILLON, « Les réfugiés politiques face à la naturalisation », in *Hommes et Migrations*, « France, terre d'Asie », n°1234 (Novembre-décembre), 2001, Paris, p.56.

²⁷⁴ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, p.155.

²⁷⁵ A. MORILLON, *Op.cit.*, p.50.

provenance de la République Populaire de Chine et de Taïwan ne sont, par contre, que 22.2% à l'avoir acquise²⁷⁷.

Les Chinois et autres ressortissants de l'Asie du Sud-Est bénéficient, en France, d'une opinion largement favorable à leur égard, en particulier, lorsque l'on compare celle-ci avec les préjugés véhiculés sur d'autres communautés immigrées. La police entretient une attitude favorable aux Chinois, qu'ils considèrent comme « travailleurs », « n'occasionnant aucune nuisance, bagarre ou ivresse ». Ceci est remarquable, sachant que d'autres immigrés, notamment maghrébins, sont l'objet d'une méfiance généralisée, se manifestant, entre autres, par de nombreux contrôles d'identité²⁷⁸. Cependant, précise Morillon, « la relation de domination du majoritaire (l'État français) sur le minoritaire (le candidat), qui se manifeste ici, encourage l'expression de certains traits culturels, ou prétendus tels, et en fustige d'autres. Les agents administratifs considèrent ainsi que les "*Asiatiques* [pour parler des ressortissants de pays d'Asie du Sud-Est] *passent bien*", qu'ils sont le plus souvent respectueux, obéissants et méritants »²⁷⁹.

§ 3. Les commerces chinois en France

1. Le marché communautaire

À l'instar d'autres pays dans lesquels ils ont migré, la population chinoise de France est organisée autour d'un pôle entrepreneurial : les actifs sont majoritairement liés à des entreprises tenues par des compatriotes, lesquelles sont fortement articulées entre elles, quoiqu'elles aient des relations avec l'extérieur, le système n'étant pas complètement

²⁷⁶ *Idem.*

²⁷⁷ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.112.

²⁷⁸ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, p. 169.

autarcique. Selon Emmanuel Ma Mung, il s'agit d'une organisation économique dans laquelle la dimension identitaire est prépondérante²⁸⁰.

La pratique du commerce évolue rapidement parmi la population chinoise de Paris. L'ethnicité occupe une place prépondérante au sein de ce dispositif économique « constitué par l'ensemble des relations préférentielles qui unissent les ménages et les entreprises chinoises dans les domaines de la production et de la distribution, de la consommation, de l'emploi et du financement »²⁸¹. Ma Mung y distingue deux marchés de biens et services : un marché intra-communautaire orienté, d'une part, vers les ménages chinois (distribution de biens et services de consommation), d'autre part, vers les entreprises chinoises (vente de biens et de services de production), ainsi qu'un marché extra-communautaire orienté, d'une part, vers les ménages non chinois du pays d'accueil (distribution de biens et services de consommation), de l'autre, vers les entreprises non-chinoises (vente de biens et services de production). Le marché extra-communautaire se développe, ainsi que la vente de biens et services de production dans le marché intra-communautaire²⁸².

2. La tontine

Si les chiffres de 1,700 commerces chinois à Paris, dont 850 restaurants, dont fait état le dernier recensement en date, début 2003, sont aujourd'hui dépassés, c'est dans le secteur de la confection que la communauté chinoise semble connaître le plus grand dynamisme. En effet, les Renseignements généraux de la Préfecture de police estiment, en 1997, à 1,500 le nombre

²⁷⁹ A. MORILLON, *Op.cit.*, p.56.

²⁸⁰ E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.117.

²⁸¹ *Ibid.*, p.119.

²⁸² *Ibid.*, pp.120-121.

d'ateliers de confection créés en France ; de même, dans la capitale, la production textile est désormais majoritairement tenue par des Chinois²⁸³.

Ce qui permet la prolifération de ces petites boutiques, c'est la tontine, pratique ancestrale selon laquelle les personnes d'un même clan ou d'un même village versent régulièrement des fonds dans une caisse commune, prêtant ensuite la somme globale à l'un des membres du groupe, qui devra rembourser par la suite²⁸⁴. Selon Ma Mung, il s'agit d'une relation de confiance, mais celle-ci est rationnelle car elle est garantie par le contrat, le serment ou la réputation. Si l'un des contractants venait à trahir sa parole, il serait sanctionné par une mauvaise réputation, ce qui lui interdirait toute transaction ultérieure au sein de sa communauté, d'où le choix d'un co-ethnique²⁸⁵. Le « papa » ou « tonton » est au centre de la tontine ; les liens qui lient les participants ne sont pas réellement coercitifs, mais plutôt de nature morale et affective. Le « tonton » est en quelque sorte le bienfaiteur à qui l'on doit une dette morale. Ce qui paye ce dernier en retour est l'honorabilité, la considération sociale et le prestige dont il jouira au sein de sa communauté, ce qui peut, par la suite, se traduire en un bénéfice économique, la plupart des « tontons » étant également commerçants²⁸⁶.

Le service principal que rend le « tonton » est donc la constitution d'une tontine au profit d'un « protégé », mais il en existe d'autres, comme fournir un emploi, trouver un atelier, un fond de commerce ou un logement, pour lui ou l'un de ses proches, qui lui sera à son tour redevable. Ainsi, le « papa » ou « tonton » est avant tout une autorité morale, à la base de la vie économique, et autour duquel s'élabore un réseau de relations indispensable à la

²⁸³ L. CHABRUN, « Les affaires secrètes des Chinois de France », in *L'Express*, <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/noir/lectures/chinois_affaires_secr%C3%A8tes.htm>, 27 février 2003.

²⁸⁴ *Idem.*

²⁸⁵ E. MA MUNG, *Op.cit.*, pp.138-139.

²⁸⁶ *Ibid.*, p.140.

communauté. Notons enfin que ces notables sont interconnectés et que leurs rapports sont généralement bons²⁸⁷.

3. Typologie des commerces chinois

Michelle Guillon et Isabelle Taboada-Leonetti ont tenté d'établir une typologie des commerces tenus par des Chinois en France. Elles opèrent une distinction sur base du degré d'ethnicité du commerce. Premièrement, le commerce « ethnique », s'adresse presque exclusivement à la communauté asiatique, répondant à un besoin de conservation de leur identité culturelle ; ces magasins portent des marques extérieures très visibles de leur ethnie, tels un décor chinois ou des enseignes en chinois, tandis que leurs produits viennent d'Asie ou sont fabriqués en France par des artisans asiatiques. Ensuite, le commerce « exotique » accueille un public large, composé de Chinois mais aussi de Français, cherchant le dépaysement ou le contact avec une civilisation différente ; ces magasins portent des marques extérieures de leur ethnie, mais plus discrètes que les précédentes, telle une enseigne bilingue faisant référence à l'Asie ; comme dans le premier type, ses produits proviennent également d'Asie ou sont fabriqués en France par des artisans asiatiques. Enfin, le commerce « français » tenu par des asiatiques s'adresse à l'ensemble de la population du quartier. Le marquage ethnique est discret ou nul, tandis qu'aux produits usuels aux commerces du même type s'ajoutent parfois quelques produits spécifiques²⁸⁸.

Emmanuel Ma Mung opère lui aussi une distinction entre trois types de commerces. Tout d'abord, le commerce extérieur est la catégorie numériquement la plus importante et celle qui structure les autres activités ; la plupart de ces commerces exploitent le créneau de l'exotique,

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 141.

principalement l'alimentation (restaurants et épiceries). Ce premier type est toujours en expansion et, aujourd'hui, un restaurant sur six est Chinois, tandis que l'on observe une diversification au sein de ce créneau, comme le démontre l'ouverture de restaurants japonais ou de boucheries *cashier* tenus par des Chinois, ainsi que la multiplication des traiteurs et d'établissements de restauration rapide²⁸⁹. Ensuite, viennent les entreprises d'amont, catégorie subdivisée en trois groupes : l'encadrement juridico-économique, assuré par des cabinets de comptabilité, assortis de services juridiques et de conseils de gestion, ainsi qu'un réseau bancaire et quelques agences immobilières ; les commerces d'équipement et décoration des restaurants ; les grossistes et fabricants de produits alimentaires pour restaurants et épiceries. Enfin, les entreprises de reproduction identitaire, essentiellement intra-communautaire, se composent de commerces alimentaires (épiceries, boucheries, pâtisseries), de théâtres, de cinémas, de magasins de location de vidéos, de salons de coiffure, d'agences de voyages, ou encore, de librairies vendant des périodiques en Chinois (dont trois quotidiens imprimés en France)²⁹⁰.

4. L'opportunité du marché ethnique

Ainsi, la communauté génère donc de nombreux emplois, et avec son accroissement économique, de plus en plus de Chinois travaillent pour un employeur de la même ethnie. Ceci s'explique aussi par une mauvaise connaissance de la langue et du système français ainsi que par une plus grande possibilité de mobilité au sein du réseau²⁹¹. Cette économie se base en grande partie sur le travail clandestin des familles, autant dans les ateliers de confection

²⁸⁸ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, p. 73.

²⁸⁹ E. MA MUNG, *Op. cit.*, pp. 122-123.

²⁹⁰ *Ibid.*, pp.125-126.

²⁹¹ *Ibid.*, pp.129-130.

que dans les commerces et restaurants²⁹². En même temps, le choix des activités professionnelles et la possibilité de négocier la rémunération de ces activités se voient réduits, sans compter l'absence d'accès aux droits sociaux²⁹³.

Notons également un phénomène nouveau : celui de la constitution de réseaux entre différents groupes ethniques minoritaires. Ainsi, Abiboulaye Sow, doctorant en sociologie, observe les liens entre Africains et Asiatiques à Marseille. Des importateurs et manufacturiers asiatiques se servent de vendeurs ambulants africains afin d'écouler leur marchandise, tandis que d'autres traitent avec des commerçants africains possédant un magasin. En retour, ces derniers s'appuient sur les réseaux asiatiques qui leur permettent d'exercer une activité lucrative. Une autre forme de collaboration entre ces deux groupes apparaît dans l'embauche de travailleurs africains par des entreprises asiatiques. La famille tenancière préférant investir dans l'éducation des enfants les libère de leurs corvées et embauche une main d'œuvre africaine sous-qualifiée pour accomplir les tâches les plus pénibles à bas salaire²⁹⁴.

§ 4. Les associations

En Europe, les principales raisons qui ont amené les Chinois à s'associer, fut, en premier lieu, des considérations pratiques face à la dure réalité de l'immigration et à leur volonté de mobilité sociale ; de même que les Chinois ayant immigré en Amérique du Nord, ces immigrants sont d'anciens paysans possédant peu de connaissances, tant de la langue du pays que de son administration, et parfois victimes de préjugés raciaux. De ce point de vue, les associations ont principalement servi à régler les problèmes quotidiens des immigrants

²⁹² *Ibid.*, p.133.

²⁹³ *Ibid.*, p.129.

²⁹⁴ A. SOW, « Africains et Asiatiques dans l'économie informelle à Marseille, 2/2 », in *Hommes et Migrations*, n° 1233, 3/32, 28 septembre 2001, pp.58-71 : <<http://www.adri.fr/HM/articles/1233/1233.pdf>>.

chinois²⁹⁵. Ensuite, la volonté de la communauté de faire tomber les barrières, dans une certaine mesure, avec la société d'accueil, et de créer une image sociale positive auprès de celle-ci, a diminué l'importance des associations ou leur a fait changer d'objectifs²⁹⁶.

Comme de nombreuses grandes villes d'Europe, Paris compte également ses associations chinoises, celles-ci prenant leur source dans les institutions de la Chine traditionnelle ; certaines d'entre-elles possèdent même un statut, un siège social, ainsi qu'un président. Pourtant, selon Guillon et Taboada-Leonetti, elles n'ont pas le pouvoir qu'on leur prête, principalement en raison de l'hétérogénéité de la population asiatique de la ville, mais aussi de la méfiance de ces réfugiés ayant vécu des années de guerre éprouvantes, ainsi que de l'existence d'organismes français prêts à leur porter secours dès leur arrivée, leur fournissant assistance à de nombreux égards²⁹⁷.

Les associations chinoises en France sont plutôt de type culturel, proposant à ses membres des activités sociales tels le *tai-chi-chuan* ou le mah-jong, mettant à leur disposition une bibliothèque, ou encore organisant des repas, fêtes ou sorties, favorisant de ce fait les relations intra-communautaires. Ainsi, l'association la plus importante du XIII^e arrondissement de Paris, celle des « Résidents en France d'origine chinoise », fondée en 1982 et regroupant 600 membres, indique dans sa brochure qu'il s'agit de revaloriser des éléments culturels aussi bien chinois que français, et d'intégrer les Chinois dans la vie française. Cependant, l'une des préoccupations majeures de l'association est de préserver la culture chinoise et l'existence de la communauté, tout en évitant les heurts avec la population française avec qui ils souhaitent conserver de bonnes relations²⁹⁸.

²⁹⁵ L. MINGHUAN, *Op.cit.*, pp.115-117.

²⁹⁶ *Ibid.*, p.120.

²⁹⁷ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, pp.120-122.

²⁹⁸ *Ibid.*, pp.123-124.

Ces associations représentent, en outre, un enjeu important et un lieu privilégié de conflit de pouvoir entre les notables, issus le plus souvent de la classe commerçante, sans conteste la classe dominante au sein de la communauté chinoise immigrée. D'origines diverses (cambodgienne, vietnamienne, laotienne, etc.), ces notables jouent un rôle de chef de clan²⁹⁹. Pourtant, de nombreux asiatiques sont opposés à toute forme d'organisation sociale contraignante, et préfèrent s'adapter au pays d'accueil³⁰⁰.

Enfin, plus marginales, certaines associations regroupent des Français sinophiles et quelques asiatiques, le plus souvent des intellectuels ou des membres des classes moyennes. Celles-ci organisent, entre autres, des expositions de peintres asiatiques, des conférences, des projections de films, des cours de calligraphie et de chinois. Ainsi, l'ARCFA, Association Rencontre et Culture Franco-Asiatique, fondée en 1981 par quelques Français humanistes, a pour objectif de garder les cultures vivantes et permettre l'échange culturel entre Chinois et Français³⁰¹.

§ 5. Les Chinois à Paris

La population asiatique représente actuellement 0.5% de la population totale de la France. Comme nous l'avons déjà indiqué, plus de la moitié des Sino-français vivent dans l'agglomération parisienne, dont un tiers à Paris intra-muros, et deux tiers dans le reste de l'agglomération. Les Chinois vivant à Paris intra-muros peuvent encore être divisés en deux parts : une première moitié vit dans les anciens quartiers populaires, tandis que la seconde est

²⁹⁹ *Ibid.*, pp.136-139.

³⁰⁰ *Ibid.*, pp.144-148.

³⁰¹ *Ibid.*, pp.161-164.

installée dans les quartiers rénovés des XIII^e et XIX^e arrondissements, principalement dans le triangle de Choisy³⁰².

1. Le III^e arrondissement : la filière du Zhejiang

Arrivés au début du siècle, les immigrants originaires de la province du Zhejiang, au Sud de la Chine, travaillent dans la petite maroquinerie, s'approvisionnant auprès des grossistes juifs du III^e arrondissement. Ceci a pour conséquence l'émigration de la population chinoise de l'îlot Chalon, près de la gare de Lyon, vers le quartier juif du III^e où ils s'établissent boutiquiers, détaillants et grossistes. Certains s'établissent artisans et travaillent le cuir, chose qu'ils n'avaient jamais faite auparavant, et gagnent leur vie en imitant les articles de Paris³⁰³.

En 1949, ils se concentrent rue du Temple, rue des Gravilliers, rue Chapon, rue des Vertus, rue Pastourelle, rue des Archives au III^e. À la même époque, Archaimbault recense 62 magasins et 14 ateliers ; en 1990, dans le même secteur l'on recense 125 établissements commerciaux dont 103 commerces de gros (94 de maroquinerie), tenus en presque totalité par des Wenzhou et des Qingtian³⁰⁴.

2. Le XIII^e arrondissement : les réfugiés de l'Asie du Sud-Est

Ce n'est que récemment que des Chinois se sont installés dans le XIII^e arrondissement de Paris, plus précisément dans le quartier rénové du « triangle de Choisy ». Jusqu'à la fin des

³⁰² E. MA MUNG, *Op. cit.*, p.112.

³⁰³ *Ibid.*, pp.107-108.

³⁰⁴ *Ibid.*, p.108.

années 1960, celui-ci faisait partie du Paris populaire de l'Est³⁰⁵. À partir de 1976, les commerces chinois s'implantent dans les galeries commerciales, s'emparant des locaux vides et remplaçant peu à peu les commerces français et maghrébins³⁰⁶. Ceux-ci sont issus des minorités chinoises du Cambodge, du Laos et du Vietnam, réfugiées en France, et auxquelles se sont ajoutés des immigrants non-réfugiés de Hongkong, de Taïwan, de Thaïlande et de la Chine populaire³⁰⁷.

À l'époque, les réfugiés vivent dans des conditions difficiles ; regroupés dans de grands bâtiments, il n'est pas rare qu'ils vivent à huit ou dix dans un studio de deux pièces, se partageant un loyer entre plusieurs familles nucléaires. Ainsi, lors du recensement de 1982, 83.5% des logements de Paris habités par un ménage dont la personne de référence est d'origine du Sud-Est Asiatique sont considérés comme surpeuplés (il manque une pièce selon les normes I.N.S.E.E.), dont 46.4% présentent un surpeuplement accentué (il manque deux pièces). Cette situation est largement plus mauvaise que la moyenne parisienne (6.9% de cas de surpeuplement accentué) et que d'autres immigrants (22.6% de surpeuplement accentué)³⁰⁸.

Lorsque Guillon et Taboada-Leonetti observent le quartier en 1986, celui-ci est fortement délimité : au Nord par la rue de Tolbiac, au Sud par le Boulevard Masséna, à l'Est par la rue Nationale, et à l'Ouest par l'avenue de Choisy. À cela, s'ajoute un petit îlot à l'Ouest, rues Gandon et des Malmaisons³⁰⁹. Le quartier comprend de grandes tours, le plus souvent réservées au logement, comme les résidences Masséna et Puccini, mais également des

³⁰⁵ E. MA MUNG et G. SIMON, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et villes de l'Est*, Masson, coll. Recherches en géographie, 1990, Paris, p.91.

³⁰⁶ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, pp.62-65.

³⁰⁷ *Ibid.*, p.10.

³⁰⁸ *Ibid.*, pp.34-35.

³⁰⁹ *Ibid.*, pp.18-19.

bureaux et des galeries commerçantes³¹⁰. Les *Olympiades*, situées entre les rues Ivry, Beaudricourt, de Tolbiac et Nationale, se compose, dit Ma Mung, « d'une vaste dalle piétonnière, à huit mètres au-dessus du niveau des rues », d'immeubles destinés au logement (4,000 logements en tout) et de galeries, l'une à ciel ouvert (*Mercure*), et deux autres couvertes (*Stadium* et *Oslo*). Quant à la résidence Masséna, elle se compose de quatre tours, dominant l'avenue, à proximité d'une galerie couverte où se situe l'*Euromarché*, tandis qu'à « l'Est de l'avenue de Choisy se dressent sept autres tours dont cinq entourent un deuxième espace commercial : le *Kiosque de Choisy* »³¹¹.

Une visite de ce quartier nous a permis de comparer les données de ces auteurs avec la réalité actuelle. Tout d'abord, nous avons constaté une tendance au « débordement » des commerces au-delà des limites du triangle : ainsi, le versant Sud du Boulevard Masséna se peuple peu à peu de magasins aux enseignes asiatiques, de même que la section de la rue de Tolbiac entre la rue nationale et l'avenue d'Italie est désormais partie intégrante de la zone commerciale. Il en va de même au Nord de l'avenue de Choisy à la place d'Italie, quoique les commerces asiatiques y sont plus parsemés ; celle-ci fait donc la jonction entre le triangle originel et la galerie *Antoine et Cléopâtre* où se groupent d'autres commerces chinois. Enfin, notons la présence asiatique dans la galerie de la rue Dunois, à moins d'un kilomètre au Nord-Est du triangle³¹². En 1985, l'on recensait 27.2% de commerces tenus par des Asiatiques dans la galerie *Mercure*, 65.7% dans la Galerie *Oslo* et 66.6% dans la galerie du *Stadium*³¹³.

Bien que nous n'ayons effectué aucun recensement, ces chiffres nous paraissent aujourd'hui largement dépassés ; les commerces des deux dernières galeries nous semblent

³¹⁰ *Ibid.*, pp.20-23, 36-37.

³¹¹ E. MA MUNG et G. SIMON, *Op. cit.*, p.91.

³¹² *Ibid.*, p.90.

³¹³ *Ibid.*, p.93.

presque exclusivement tenus par des Asiatiques. À l'intérieur, l'on y trouve des commerces ethniques en tout genre, aux enseignes chinoises, bilingues français-chinois, ou encore multilingues : des restaurants, des magasins de bibelots « chinois », des bijouteries et un institut de beauté, tandis que les clients semblent majoritairement asiatiques. La galerie *Mercure*, par contre, nous a semblé plus mélangée : deux rangées de petits bâtiments au toit en pagode abritent des commerces tant français qu'asiatiques. Nous constatons aussi un phénomène d'évitement entre les deux types de clientèle, co-ethnique et générale. Si la première investit largement les magasins et services de restauration rapide asiatiques, la seconde est majoritairement attablée aux cafés français. Seule une grande épicerie vendant des produits d'origines variées reçoit une clientèle mixte, bien qu'elle soit tenue par des Chinois. Non loin de là, un temple discret accueille quelques fidèles. Les enseignes des restaurants nous en apprennent davantage sur la diversité de cette population sino-française. Ceux-ci proposent des cuisines venues de différents pays d'Asie : chinoise, vietnamienne, thaïlandaise, cambodgienne, voire deux ou trois cuisines différentes (« chinoise et vietnamienne » est un exemple courant).

Prenant acte de la diversité de cette population, la sociologue française Anne Raulin préfère parler de « Petite Asie » concernant le « triangle de Choisy », plutôt que de *Chinatown* ou de « Hongkong-sur-Seine » comme certains ont surnommé le quartier. Le terme « Petite Asie » rend compte de la multiplicité des origines nationales, dialectales et régionales, sans compter les dissensions politiques pouvant exister entre ces différents groupes. Par ailleurs, comme le notait Louis Wirth, concernant le ghetto juif de Chicago des années 1920, le contrôle social au sein de la communauté et l'apparente cohésion sociale qui y règne,

n'empêchent pas que soient transposés d'anciens antagonismes et préjugés entre les groupes³¹⁴.

L'auteure constate également la tendance à la commercialisation du quartier. Cette agglomération de magasins variés constitue un intérêt pour les clients qui, venant de l'agglomération parisienne, profitent de l'occasion pour passer la matinée ou l'après-midi au quartier, effectuer les achats de la semaine, visiter les galeries et manger au restaurant³¹⁵. Les clients, principalement asiatiques, vont y chercher des épices fraîches et types de viandes ou de découpe que l'on ne trouve que dans le XIII^e³¹⁶. « La Petite Asie, rajoute-t-elle, peut se définir comme un espace marchand dont les fonctions économiques, sociales et culturelles sont nécessaires à la survie de la minorité asiatique en tant que telle sur le sol français ». Cependant, c'est principalement cet « ancrage consumériste » que procure le quartier à ces populations dont les « habitudes combinent pratiques modernes et traditionnelles [...], tant en ce qui concerne les objets de consommation que les modes d'approvisionnement qui constituent une forme d'appropriation d'un territoire urbain »³¹⁷.

3. Le secteur de Belleville

Ce troisième secteur étudié est un vieux quartier populaire d'immigration ; le carrefour de Belleville est constitué de « quatre quartiers administratifs de quatre arrondissements différents (X^e, XI^e, XVIII^e et XX^e) dans lesquels la proportion d'étrangers de toutes origines

³¹⁴ A. RAULIN, *L'ethnique est quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*, L'Harmattan, coll. Connaissance des hommes, 2000, Paris, pp.34 et 47.

³¹⁵ *Ibid.*, p.51.

³¹⁶ *Ibid.*, pp.170-171.

³¹⁷ *Ibid.*, p.52.

est plus forte que la moyenne parisienne »³¹⁸. Dans ce secteur, habite la troisième population asiatique de Paris, celle-ci se concentrant principalement dans la partie rénovée dans les années 1970 et délimitée par les rues Belleville, Jules-Romains, Rampal et Rébéval. C'est ainsi que des restaurants et commerces ethniques apparaissent dans cette zone ainsi que dans les rues adjacentes. À partir de 1985, des asiatiques de profession libérale (médecins, juristes, avocats, experts-comptables, commissaires aux comptes, etc.) s'installent « dans les immeubles de haut standing ouverts à l'habitation depuis 1983 et circonscrits par les rues de Belleville, Jules-Romains, Rébéval et le boulevard de la Villette »³¹⁹.

4. Festivités et visibilité de la communauté

La fête chinoise la plus connue des Français est incontestablement le *Chunjie*, le Nouvel An Chinois, ou plutôt la « Fête du Printemps », fêtée chaque année aux alentours de février, selon le calendrier lunaire chinois. Pendant longtemps, celle-ci demeura privée, la famille honorant seule la mémoire de ses ancêtres. L'année 1984 marqua un tournant dans la visibilité de la population chinoise en France : à Paris, eurent lieu plusieurs manifestations de rue dont quelques défilés suivis de la danse du Lion³²⁰. Depuis lors, cette fête est devenue une manifestation identitaire de ce groupe ethnique, assumant la double fonction, d'une part, de reconnaissance et d'affirmation des communautés chinoises de la diaspora, de l'autre, de possibilité pour certains commerçants prospères d'accumuler du prestige par la générosité de leurs dons³²¹. Depuis quelques années, plusieurs lions visitent les commerces des XIII^e, XVIII^e et XIX^e arrondissements de la ville, dans la semaine qui suit ce nouvel an ; les festivités, qui incluent désormais la « Procession Fleurie », se terminent avec la « Fête des

³¹⁸ E. MA MUNG et G. SIMON, *Op. cit.*, p.97.

³¹⁹ *Ibid.*, pp. 97-98.

³²⁰ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, pp.89-91.

Lanternes »³²². Une autre fête célébrée par les Chinois de France, est celle de la « Mi-Automne », dont la date varie selon le calendrier lunaire³²³.

Cette fête constitue un lieu de rivalités entre les principaux commerçants de la ville, se disputant l'honneur de parrainer le défilé. Ainsi, à l'occasion de l'année de la Chèvre qui débuta en février 2003, cette tâche incombait à la société *Tang Frères*. « Dirigée par les frères Rattanavan, d'origine sino-laotienne, cette entreprise d'import-export est en tête, sur le marché européen, des produits alimentaires exotiques et a généré en 2001, 150 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 25 millions d'euros en 1990 ». Sa rivale, la société *Paris Store*, est, quant à elle, dirigée par des Sino-cambodgiens, les familles Trinh et Giang, qui dirigent également une société à Hongkong³²⁴.

Cette année, le 24 janvier 2004, eut lieu un défilé exceptionnel sur les Champs Elysées, entre l'Arc de Triomphe et le Rond-Point, en l'honneur de l'année du Singe débutant le 22 du même mois. C'est également la première fois que l'avenue accueille une manifestation consacrée à une culture étrangère. La Mairie de Paris, ville comptant officiellement plus de 40,000 Chinois, participe au financement de la fête à la hauteur de 210,000 euros, sur un coût total de 480,000 euros³²⁵. Ce défilé fut organisé conjointement par la Ville de Pékin et les associations chinoises parisiennes et d'Île-de-France, et constitue l'une des plus grandes manifestations à l'occasion de l'« Année de la Chine en France ». La Ville de Pékin envoya à

³²¹ *Ibid.*, pp.92-93.

³²² A. RAULIN, *Op. cit.*, pp.101-103.

³²³ *Ibid.*, p.100.

³²⁴ L. CHABRUN, *Op. cit.*

³²⁵ China.org.cn, *Paris : Défilé exceptionnel du Nouvel An chinois sur les Champs-Élysées au 24 janvier*, <<http://www.china.org.cn/french/98909.htm>>, 18 janvier 2004.

cet effet une série de chars ainsi qu'une délégation de 800 artistes venus de différentes régions du pays³²⁶.

Ce projet, parrainé par Gong Li et Jackie Chan s'inscrit dans le cadre des saisons culturelles étrangères organisées conjointement depuis plusieurs années par le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la culture et de la communication et l'Association Française d'Action Artistique. Celle-ci a lieu d'octobre 2003 à juillet 2004, et sera suivie de l'« Année de la France en Chine », d'octobre 2004 à juillet 2005, et a officiellement pour but l'échange culturel entre les deux pays, bien que l'objectif soit d'ordre diplomatique³²⁷.

³²⁶ Mairie de Paris, *L'année de la Chine à Paris : défilé du Nouvel An Chinois sur les Champs-Élysées*, <http://www.paris.fr/fr/culture/actualites/nouvel_an_chinois/default.asp>, 19 janvier 2004.

³²⁷ L'année de la Chine 2003/2004, *L'Année de la Chine en France*, <<http://www.anneedelachine.org/annee.php>>, 23 janvier 2004.

Chapitre III : Les Chinois de France et du Canada aujourd'hui : comparaison et théories explicatives

Section 1 : Aspects économiques. L'entrepreneuriat chinois.

§ 1. Le succès économique des Chinois de la diaspora : trois thèses principales

Comme nous avons pu le constater à la lumière de ce qui précède, les Chinois de Montréal et Paris ont été nombreux à investir le secteur du commerce ; c'est également le cas de nombreuses autres communautés chinoises installées dans les grandes villes d'Amérique, d'Europe et d'Asie. Richard Jenkins dénombre trois explications majeures apportées à ce phénomène : la théorie des prédispositions culturelles, celle de l'opportunité économique que constitue le réseau ethnique, et enfin, celle de la mobilité bloquée. Ces trois thèses sont autosuffisantes, poursuit-il, mais peuvent néanmoins être combinées selon les contextes³²⁸.

1. La thèse culturaliste

Selon certains auteurs, le phénomène de la culture transplantée est à la base du succès de certaines ethnies dans le commerce, certains traits culturels favorisant le labeur, la persévérance et l'ingéniosité³²⁹. Observant que tous les groupes marginalisés ne développent pas l'esprit d'entreprise, Brigitte Berger insiste sur cette dimension qui, dit-elle, doit être prise

³²⁸ R. JENKINS, « Ethnic Minorities in Business : a Research Agenda », in R. WARD et R. JENKINS (éd.), *Ethnic Communities in Business*, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, pp.231-232.

³²⁹ P. S. LI (1993), *Op.cit.*, p.219.

au sérieux. Ce faisant, elle s'inscrit dans la lignée de Weber lorsque ce dernier explique le développement du capitalisme par l'influence du protestantisme³³⁰.

Constatant le plus haut pourcentage de propriétaires de commerces au sein des minorités chinoises de divers pays comme la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada³³¹, ces auteurs ont émis l'hypothèse que la clé de leur succès résidait dans la culture confucéenne prônant les valeurs de la famille traditionnelle, du travail, de la frugalité et la persévérance³³². C'est ainsi que Berger explique le succès du capitalisme à Hongkong où, dit-elle, la famille, marquée par le patriarcat et la solidarité, est l'unité de base de la production, tandis que la Chine communiste a aboli ce modèle familial, jugé anti-moderne³³³.

Gordon Redding identifie, quant à lui, trois éléments à la base de ce qu'il appelle « l'esprit capitaliste chinois »³³⁴ : tout d'abord le *paternalisme*, ou l'autorité du père sur laquelle repose la famille confucéenne ; ensuite, le *personnalisme* des réseaux de relations basés sur la confiance et un lien social fort en l'absence de structures institutionnelles ; enfin, l'*insécurité* ou l'incertitude quant au futur, requérant l'accumulation de richesses en cas de besoin. À la différence du capitalisme occidental, celui-ci ne s'accompagne pas de l'individualisme mais est, au contraire, fortement basé sur la famille et les liens de solidarité³³⁵.

³³⁰ B. BERGER, « The Culture of Modern Entrepreneurship », in B. BERGER (éd.), *The Culture of Entrepreneurship*, ICS Press, 1991, San Francisco California, pp.19-21.

³³¹ *Idem.*

³³² P. S. LI (1993), p.219.

³³³ B. BERGER, *Op.cit.*, p.24.

³³⁴ G. REDDING, « Culture and Entrepreneurial Behavior among the Overseas Chinese », in B. BERGER (ed.), *Op.cit.*, pp.142-143 et 148.

³³⁵ *Ibid.*, p.152.

2. La thèse de l'opportunité économique

Selon cette seconde théorie, l'opportunité dans le cas des commerces ethniques serait, outre les circonstances historiques et conjoncturelles favorables, la présence d'une communauté, d'une *niche ethnique* pour reprendre le terme de Fredrick Barth, permettant à ces entrepreneurs d'exploiter ses nombreuses ressources³³⁶. L'ethnie, explique par ailleurs Castells, a été « une source fondamentale de sens et de conscience de soi tout au long de l'histoire humaine » et demeure une structure essentielle de différenciation, de discrimination et de reconnaissance. Ainsi, elle constitue, dans une large mesure, la base culturelle permettant « la formation des réseaux et les transactions en confiance dans le nouveau monde économique », comme on peut le constater dans les réseaux d'affaires chinois³³⁷.

Pour Richard Jenkins, l'entrepreneur ethnique est particulièrement dépendant de sa communauté, celle-ci lui fournissant un support informel mais efficace. Les commerces ethniques profitent également de la ségrégation résidentielle, comme dans le cas des *Chinatowns* ; le groupe se présente comme solidaire face à l'hostilité du monde environnant³³⁸. À l'instar de Barth, Jenkins perçoit donc l'ethnicité comme une ressource exploitable dans divers contextes d'interaction³³⁹.

L'ethnicité partagée est un élément fondamental, expliquent Ross et Dyer, garantissant une certaine fidélité des clients qui, en retour, pourront s'approvisionner en produits « ethniques » qui leur sont parfois nécessaires, comme la viande *casher* ou *halal* pour les Juifs

³³⁶ R. JENKINS, *Op.cit.*, pp.231-232.

³³⁷ M. CASTELLS, *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information II*, Fayard, 1999, Paris, p.71.

³³⁸ E. AUSTER et H. ALDRICH, « Small Business Vulnerability, Ethnic Enclaves and Ethnic Enterprise », in R. WARD et R. JENKINS, *Op.cit.*, pp.49-50.

³³⁹ *Ibid.*, pp.57-59.

et Musulmans³⁴⁰. De plus, comme l'ont décrit Waldinger, Aldrich et Ward, le support ethnique est présent lorsqu'il s'agit de recruter la main-d'œuvre, d'obtenir du capital, de limiter la concurrence, de fixer les prix, ou encore de disposer d'une clientèle³⁴¹.

Selon Janet Salaff, cet aspect est essentiel pour comprendre le fonctionnement des entreprises ethniques. Pour réussir dans leur commerce, l'entrepreneur met en place un réseau de relations ; ce dernier ne lui est pas acquis mais dépend en grande partie de son capital social et de sa capacité à créer des relations avec d'autres membres de sa communauté. Celles-ci se basent sur un sentiment d'appartenance à un même groupe, dont les membres se reconnaissent par une série d'indicateurs comme la langue, la religion, la physionomie, l'habillement et autres marqueurs culturels. L'enclave ethnique lui fournit un marché protégé, et permet la propagation rapide d'informations relatives au commerce. Ainsi, le succès d'une entreprise ethnique dépend largement, selon elle, du réseau et de la communauté lui fournissant une clientèle et une main d'œuvre³⁴².

Notons enfin que des études récentes comme celle de Helly et Ledoyen ou celle de Brenner et consorts tendent à démontrer que le soutien de la communauté ethnique demeure un critère essentiel pour le bon fonctionnement de ces entreprises. Ainsi, 70% des entrepreneurs interrogés par Helly et Ledoyen déclarent s'être basés sur le réseau ethnique afin de créer et développer leur commerce³⁴³, tandis que les répondants de Brenner évaluent

³⁴⁰ L. K. DYER et C. A. ROSS, « Ethnic Enterprises and Their Clientele », in *Journal of Small Business Management*, 38(2), 2000, pp.48-66.

³⁴¹ La théorie de Waldinger, Aldrich et Ward est reprise dans D. HELLY et A. LEDOYEN, *Immigrés et création d'entreprises*, éd. Institut de recherche sur la culture, 1994, Montréal, p.17.

³⁴² J. W. SALAFF, A. GREVE, S.-L. WONG et L. X. L. PING, « Ethnic Entrepreneurship, Social Networks, and the Enclave », in B. YEOH, T. C. KIONG et M. W. CHARNEY (éd.), *Approaching Transnationalism : Transnational Societies, Multicultural Contacts, and Imaginings of Home*, University of Toronto Press, 2002, Toronto, pp.4-6 et 19 : <<http://www.chass.utoronto.ca/~agreve/Salaff-Greve-et-al-entCh3.pdf>>.

³⁴³ D. HELLY et A. LEDOYEN, *Op.cit.*, pp.188-189.

les membres de leur communauté comme constituant à peu près la moitié de leur clientèle, les entrepreneures femmes se basant encore davantage sur la communauté ethnique³⁴⁴.

3. La thèse de la mobilité bloquée

Enfin, selon d'autres auteurs, l'apparition de petites entreprises dans certains groupes minoritaires viendrait d'une réaction aux discriminations dont ils sont victimes. Ainsi, la théorie de la minorité intermédiaire (*middleman minority*) d'Edna Bonacich³⁴⁵ fait référence aux groupes d'immigrés dont les commerces et entreprises constituent un facteur important, sinon essentiel, de survie. Elle explique, par ailleurs, la propension au commerce de certains groupes minoritaires, tels les Juifs, du fait de leur position de non-membres dans la société, cette pratique fournissant un emploi à un certain nombre d'entre eux³⁴⁶.

Peter S. Li favorise lui aussi cette thèse selon laquelle les barrières raciales à l'encontre de certaines minorités ostracisées font en sorte qu'ils trouvent une alternative dans l'auto-emploi par le commerce ethnique³⁴⁷. Il réfute de ce fait la thèse culturaliste qui, dit-il, a tendance à blâmer les victimes de leur sort et à occulter le rôle du groupe dominant. Dans la lignée de Louis Wirth, l'on peut affirmer que d'un point de vue sociologique, le traitement des minorités ethniques par la majorité ainsi que leur réponse à ce traitement, relèvent de la même réalité et ne peuvent dès lors être compris l'un sans l'autre.

³⁴⁴ G.A. BRENNER, T.V. MENZIES, C. RAMANGALAHY, L.J. FILION et R.H. AMIT, *Ethnic entrepreneurship : Data from a survey of Chinese communities in the Canadian cities of Montréal, Toronto and Vancouver*, Working Paper n°2000-12, October 2000, École des Hautes Études Commerciales (HEC), Montréal : <http://www.commerce.ubc.ca/research/research_centres/era/arena4/papers/Cahier%202000-12%20-%20Data%20from%20a%20survey%20of%20Chinese%20community.pdf>, p.2.

³⁴⁵ E. BONACICH, *Op.cit.*, pp.583-594.

³⁴⁶ H. ALDRICH, T.P. JONES et D. McEVOY, « Ethnic Advantage and Minority Business Development », in R. WARD et R. JENKINS (eds.) *Op.cit.*, p.192.

³⁴⁷ P. S. LI (1993), *Op.cit.*, p.221.

La plus forte propension des Sino-canadiens à créer des entreprises s'expliquerait donc par les « barrières raciales » et les discriminations dont ils furent victimes, tant au niveau de leur interdiction à exercer certains emplois que du salaire – celui d'un Chinois s'élevant à plus ou moins la moitié de celui d'un « Blanc »³⁴⁸. Ces derniers ont ainsi créé, à faible investissement, leurs propres entreprises, et ont octroyé des emplois à d'autres membres de la communauté, tout en comptant sur cette dernière pour leur fournir une clientèle. Ces commerces furent également pour eux des « refuges économiques », leur permettant de résister aux périodes de crises³⁴⁹.

§ 2. Critique des thèses culturalistes

1. La réification de la culture chinoise

La théorie de la culture transplantée, parfois associée avec celle de l'opportunité économique des réseaux ethniques, est critiquée avec virulence par certains auteurs lui reprochant de s'en tenir à une vision stéréotypée des entrepreneurs chinois plutôt qu'à la réalité. Cette théorie a, en effet, tendance à présenter les commerces chinois comme des forteresses familiales, conservant leurs caractéristiques traditionnelles malgré le changement dans les marchés et technologies. Nous pouvons aussi dénoncer une certaine dérive essentialiste de leur part, dressant un portrait des Chinois ethniques comme intrinsèquement entrepreneurs. Selon les auteurs de tendance culturaliste, les *guanxi*, liens d'importance stratégique, seraient à la base de réseaux d'affaires, permettant la formation d'alliances commerciales, souvent renforcées par la contraction de mariages. Les hommes d'affaires, ainsi reliés, se soutiendraient mutuellement sur base de leur « race », leur langue ou leur

³⁴⁸ Voir Tableau 3.1, in P. S. LI (1988), *Op.cit.*, p.44.

³⁴⁹ *Ibid.*, p.53.

culture. L'avènement de cette variante chinoise du capitalisme devrait mener à la domination asiatique au XXI^e siècle³⁵⁰.

C'est dans les années 1950 et 1960 que sont menées les premières études anthropologiques et sociologiques sur les valeurs culturelles chinoises, ceci dans le contexte de bouleversements géographiques, sociaux et économiques dans le monde colonial, ainsi que d'autres sur les commerçants urbains chinois. Ces études, d'inspiration évolutionniste et parsonienne, ont lieu dans le contexte de la guerre froide, et mettent en exergue certaines normes et valeurs culturelles chinoises, tels l'esprit d'entreprise, la famille et la loyauté envers la Chine³⁵¹. La théorie culturaliste connaîtra son apogée dans les années 1970 et 1980, avec des auteurs tels Goldberg, Berger ou Redding. On retrouve dans ces écrits la vision essentialiste et binaire de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, affirment Donald Nonini et Aihwa Ong³⁵².

Ces mêmes auteurs critiquent également la réification du confucianisme dans les écrits des culturalistes. Alors que les liens familiaux ou de *guanxi* sont dans les faits utilisés avec flexibilité, ces notions ont été fétichisées pour devenir un emblème de la culture chinoise, dans une perspective particularisante. Familialisme, *guanxi*, *ganqing* (sentiment), et *xinyong* (confiance ou crédit) seraient, selon ces auteurs, les facteurs explicatifs. Cependant, en Chine les mots « famille » et « *guanxi* » sont des construits discursifs faisant référence à un imaginaire collectif de la fraternité chinoise, mais en même temps, les transformations réelles

³⁵⁰ T. MENKHOFF et D. SIRKORSKI, « Asia's Chinese Entrepreneurs Between Myth-Making and Renewal », in T. MENKHOFF et S. GERKE (eds.), *Op.cit.*, pp.31-32.

³⁵¹ D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, pp.5-7.

³⁵² *Ibid.*, pp.8-9.

du capitalisme et de l'accumulation furent la cause d'une profonde affectation et réinterprétation de ces notions³⁵³.

Souchou Yao, quant à lui, dénonce l'utilisation de la notion fétiche du *kuan-shi* ou *guanxi*, comme variable explicative du succès économique des immigrants chinois. Concernant la culture chinoise, l'on évoque généralement trois concepts : le *mien-tsu*, la face, le *jen-ch'ing*, l'obligation humaine, ainsi que le *kuan-shi* ou *guanxi*, tous trois en rapport avec la tradition confucéenne. Ainsi, des auteurs préconisant une approche culturaliste perçoivent celle-ci en des termes conservateurs, établissant un « ordre séculier harmonieux dans un monde centré sur l'homme »³⁵⁴. Il voit en cette position une réduction essentialiste et anhistorique de la culture chinoise au confucianisme, occultant ainsi la révolte massive de la population à l'encontre de celui-ci et de ses effets désastreux en Chine³⁵⁵. L'échange *guanxi*, précise-t-il, est « un mode de transaction éminemment mobile et contradictoire » ; il ne s'agit pas d'une relation sociale sur laquelle se greffe une relation économique, mais au contraire, d'un échange économique auquel les acteurs tentent de donner un aspect social³⁵⁶.

Thomas Menkhoff et Douglas Sirkorski s'en prennent également à la thèse culturaliste, notamment celle de Redding, qu'ils jugent insuffisante pour appréhender la complexité de la situation³⁵⁷. Tous les Chinois n'ont pas du succès en affaires et l'importance des réseaux ethniques et de parenté est largement surestimée, ceux-ci s'étant en grande partie désintégrés durant la période d'après-guerre. Selon ces auteurs, les liens de solidarité présents au sein des petites entreprises tendent à disparaître lorsqu'il s'agit de commerce à grande échelle. En

³⁵³ D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, p.21.

³⁵⁴ S. YAO, « Guanxi. Sentiment, Performance and the Trading of Words », in T. MENKHOFF et S. GERKE (eds.), *Chinese Entrepreneurship and Asian Business Networks*, RoutledgeCurzon, 2002, New-York, pp.233-234.

³⁵⁵ *Ibid.*, p.251.

³⁵⁶ *Ibid.*, p.238.

³⁵⁷ T. MENKHOFF et D. SIRKORSKI, *Op. cit.*, pp.23-24.

effet, disent-ils, ces liens sont en général incompatibles avec les intérêts financiers des grandes entreprises, ceci en raison du nombre limité de parents et d'amis, de la réciprocité qui tend à limiter les options économiques et de la solidarité en vertu de laquelle les « co-ethniques » réclament des avantages. Ainsi, les entrepreneurs se basant sur ces réseaux n'utilisent pas leur plein potentiel, soulignent les auteurs, et la tendance réelle chez ces entrepreneurs serait donc à la « cosmopolitisation » et à la rationalité instrumentale³⁵⁸.

2. La promotion des valeurs néo-confucéennes parmi les Chinois ethniques

Nonini et Ong relèvent avec justesse que les notions de « culture chinoise », « *guanxi* », « valeurs familiales chinoises », « capitalisme confucéen » ont été construites et reconstruites tant par les Occidentaux que par les capitalistes chinois eux-mêmes. Ces discours contribuent à constituer une identité transnationale et servent de soutien aux pratiques économiques mondiales³⁵⁹. Pour cela, disent-ils, ils se doivent d'être étudiés et déconstruits³⁶⁰.

Ainsi, depuis quelques années, s'organisent des *meetings* exclusivement réservés aux entrepreneurs d'ethnicité chinoise de partout dans le monde. Le premier de ceux-ci se tint en 1991 par la *Singapore Chinese Chamber of Commerce*, ou SCCCCI ; la *World Chinese Entrepreneurs Convention* attira quelques 800 délégués de soixante-quinze villes dans trente pays. Depuis lors, ces réunions se tiennent tous les deux ans, et en appellent au développement de l'Asie du Sud-Est et à l'avènement du « siècle du Pacifique ». Ces représentations d'un nouveau transnationalisme chinois se marque dans les termes de fierté,

³⁵⁸ *Ibid.*, pp. 33-34.

³⁵⁹ Voir aussi à ce sujet : A. SMART, « Capitalist Story-Telling and Hegemonic Crises : Some Comments », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp.399-412.

de célébration ou de triomphe utilisés, tels *Pacific Rim* et *Pacific Century* ; ces derniers nous indiquent qu'être Chinois est, selon eux, inséparable du processus capitaliste mondial³⁶¹.

Les discours triomphants des hommes d'affaires d'origine ethnique chinoise appartenant, disent-ils, à une seule et grande famille, « a construit une image d'une solidarité chinoise transnationale, basée sur une origine raciale commune, des traditions ethniques, et des alliances qui pénètrent les règles bureaucratiques et transcendent les différences idéologiques »³⁶².

Selon Arif Dirlik, la culture chinoise n'est pas tant une source de développement qu'une idéologie servant d'alibi à de nouveaux avatars du capitalisme; son renouveau ne peut dès lors être compris qu'en rapport avec l'économie mondiale³⁶³. Ainsi, le « capitalisme confucéen » ou « capitalisme chinois » est une invention récente, et les valeurs les plus souvent citées comme étant des caractéristiques chinoises ont été en fait recréées et remises au goût du jour en Asie du Sud-Est, par les discours sociaux, tant politiques (l'auteur donne en exemple le cas de Singapour où, dès le début des années 1980, le gouvernement tente de « re-sinoïser » la population) que scientifiques (ainsi, eut lieu en 1990 à Honolulu une conférence portant sur le thème « La signification d'être Chinois » qui réunit des Sinologues chinois et non-chinois)³⁶⁴.

Cette mise en avant des valeurs traditionnelles tombe à propos dans le cadre du capitalisme mondial et de la nouvelle division internationale du travail qui tend à redonner de

³⁶⁰ D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, p.9.

³⁶¹ *Ibid.*, p.4.

³⁶² Notre traduction ; A. ONG, « 'A Momentary Glow of Fraternity' : Narratives Chinese Nationalism and Capitalism », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, p.342.

³⁶³ A. DIRLIK, « Critical Reflections on 'Chinese Capitalism' as Paradigm », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp.303-304.

³⁶⁴ *Ibid.*, pp.305-308.

l'importance aux petites entreprises familiales³⁶⁵. Par ailleurs, notons que ces mêmes valeurs, autrefois décriées comme étant la cause de la stagnation économique de l'Asie – et du reste encore invoquées lorsqu'il s'agit d'expliquer l'échec du développement de certains pays du Tiers-Monde – sont aujourd'hui appréhendées comme expliquant leur succès³⁶⁶. Selon Dirlik, l'éthique entrepreneuriale chinoise n'est pas une tradition de longue date, mais s'est développée dans l'histoire récente, suites aux interactions des Chinois avec d'autres peuples et d'autres environnements³⁶⁷.

3. Critique humaniste et féministe de cette tendance

Donald Nonini et Aihwa Ong mettent également en lumière le rôle conservateur du discours pro-confucéen des hommes d'affaires ; la pratique du *guanxi*, par exemple, est aussi un moyen rationnel d'exclure et d'exploiter un certain nombre de personnes telles les femmes, les non-Chinois, et les prolétaires³⁶⁸. Pour cela, les approches de l'anthropologie critique, du féminisme et des études culturelles ont revisité le sujet, l'étudiant sous l'angle des relations de pouvoir³⁶⁹. Cette approche était également celle de Michel Foucault, concevant la modernité comme un système de régimes de vérités qui cherche à objectiver et normaliser, par des discours prétendument neutres, les relations de pouvoir qui la soutiennent³⁷⁰. De tels systèmes de « connaissance-pouvoir » sont engagés dans le travail de la construction de communautés imaginaires, pas seulement dans le cadre de territoires nationaux et des frontières³⁷¹, mais aussi d'autres collectivités, notamment les collectivités dispersées, qui se recréent une identité

³⁶⁵ *Ibid.*, pp. 309-310.

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 313.

³⁶⁷ *Ibid.*, p.315.

³⁶⁸ D. M. NONINI et A. ONG, *Op.cit.*, p.22.

³⁶⁹ *Ibid.*, p.24.

³⁷⁰ A. ONG, *Op.cit.*, p.344.

³⁷¹ Voir à ce sujet : B. ANDERSON, *Op.cit.*

via le voyage et le commerce³⁷². Cependant, comme le relève Michael Blim à propos des écrits de Dirlik et Ong, « bien que ces auteurs aient été influencés par les cadres de référence foucaaldiens, leurs analyses placent l'action des individus, groupes, et / ou communautés au centre de leurs explications »³⁷³.

Dans le capitalisme tardif, expliquent Nonini et Ong, les marchés du travail connaissent des changements rapides, ce qui engendre de nouvelles inégalités tout en renforçant les anciennes. Les femmes, et en particulier les plus jeunes d'entre elles, investissent les emplois à temps partiel, tandis que des travailleurs semi-libres, les enfants et les immigrés clandestins, sont exploités en grand nombre³⁷⁴.

Arif Dirlik dénonce également l'exploitation des jeunes femmes qui constituent la majorité de la force du travail dans certains secteurs sous-rémunérés, ou encore servant d'« attraction touristique » pour les Occidentaux. De plus, l'autorité paternelle et donc la domination masculine, autant dans la famille que dans l'entreprise, se voient justifiées par le développement³⁷⁵.

Selon l'anthropologue Susan Greenhalgh, l'un des secrets du succès de la firme familiale se situe dans le soutien que lui procure le travail familial non payé. Les paysans traditionnels, s'adaptant à l'industrie moderne, ont perpétué les relations de pouvoir entre les genres et les générations, les hommes âgés prenant les principales décisions tandis que les hommes jeunes

³⁷² D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, p.16.

³⁷³ Notre traduction ; M. BLIM, « Bringing Class Back Into a Changing Capitalist World Economy », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, p.414.

³⁷⁴ D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, p.10.

³⁷⁵ A. DIRLIK, *Op.cit.*, pp.316-317.

et les femmes effectuent la plupart du travail. La vision romantique de l'Orientalisme et de ses valeurs familiales traditionnelles masque cette exploitation³⁷⁶.

Suite à des enquêtes dans le milieu de l'entreprise familiale sino-Taïwanaise, l'auteure constate que dans la quasi-totalité des cas, le père de famille occupe le poste de président, octroyant à ses frères et fils les positions de gestionnaires, à ses beaux-fils et neveux des postes d'employés. Du côté des femmes, l'épouse s'occupe généralement de la gestion des finances – occupation traditionnellement féminine – tandis que les filles sont souvent employées comme comptables et que les belles-filles héritent des emplois ingrats, les moins rémunérés et les plus précaires³⁷⁷.

Concernant les populations étudiées (sino-canadienne et sino-française), nous remarquons un type similaire de division des tâches, en particulier dans les petits commerces, se basant en grande partie sur le travail peu rémunéré des membres de la famille. Ainsi, dans un restaurant, en période calme, seul deux ou trois personnes travaillent, et durant les périodes plus fréquentées telles les fêtes de fin d'année, les enfants, neveux ou autres parents participent. Pourtant, s'il est vrai que les enfants de propriétaires de petites entreprises familiales sont souvent appelés à aider leurs parents, il n'en demeure pas moins que ces derniers les encouragent fortement à poursuivre leurs études jusqu'aux plus hauts niveaux, et désirent pour eux une meilleure position que la leur. C'est ainsi, explique Joséphine Smart, que peu d'enfants reprennent le commerce familial lorsqu'ils en ont l'âge³⁷⁸.

³⁷⁶ S. GREENHALGH, « De-Orientalizing the Chinese Family Firm », in *American Ethnologist*, 21/4 (November), American Anthropological Association, 1994, Washington, pp. 749-750.

³⁷⁷ *Ibid.*, p. 754.

³⁷⁸ J. SMART, *Op.cit.*, pp. 8-9.

En ce qui concerne les femmes, Greenhalgh affirme que leur travail consiste en une extension de leurs devoirs reproductifs et qu'à elles incombe le travail le moins intéressant et le moins susceptible de développer leurs aptitudes. Concernant les populations chinoises en Occident, la tendance inverse peut être constatée. D'après Joséphine Smart, dans les restaurants chinois, pour la plupart de petites entreprises familiales tenues par un couple, souvent l'homme travaille en cuisine tandis que la femme gère les comptes et sert les clients. Ce faisant, celle-ci acquiert une meilleure connaissance de la langue et de la culture nationales, ce qui l'amène par la suite à traiter avec des fournisseurs non-chinois, créant et entretenant ainsi son propre réseau de relations³⁷⁹.

Enfin, signalons que ces mêmes capitalistes asiatiques critiquent la démocratie dont l'exubérance mène, disent-ils, à l'indiscipline et au désordre, ce qui est incompatible avec le développement de leur région. Les tendances occidentales sont perçues comme malsaines, en particulier le manque de discipline des ouvriers et l'indépendance des femmes³⁸⁰. Ainsi, l'apologie du « capitalisme confucéen » sous-entend la supériorité morale des modèles Est-asiatiques et comprend une critique de la « décadence » occidentale³⁸¹, mais aussi de l'individualisme et des droits de l'Homme³⁸².

§ 3. Synthèse et conclusion

Le capitalisme des Chinois de la diaspora est principalement dépendant du contexte sociopolitique et économique dans lequel se situe la communauté. Ainsi, des éléments comme

³⁷⁹ *Ibid.*, p.8.

³⁸⁰ A. DIRLIK, *Op.cit.*, pp.317-318.

³⁸¹ A. SMART, *Op.cit.* p.403.

³⁸² A. ONG, *Op.cit.* p.331.

l'époque, le lieu, le cadre institutionnel ou la politique du pays, permettent une approche historique et contextuelle, plus efficace que les analyses purement culturalistes.

Au Canada, si, à l'origine, le développement de commerces ethniques au sein de la communauté chinoise était avant tout une réponse à une politique discriminatoire, aujourd'hui, la multiplication de ces entreprises dans divers secteurs tend à démontrer que la solidarité interne au groupe ethnique conserve une importance prépondérante dans l'économie – je pense en particulier aux entreprises de type corporatif (médecins, avocats...), basées sur l'ethnie mais se détachant, dans leur objet, de tout trait culturel particulier. Peter Li a d'ailleurs récemment opté pour une position de compromis entre la thèse de la mobilité bloquée et celle de l'opportunité économique, tenant compte à la fois de l'influence des forces sociales externes et de la solidarité interne³⁸³.

Ainsi, s'il est une constante observée dans les contextes canadien et français, et ce malgré la différence de politique, c'est bien l'importance des liens et des réseaux entre personnes d'un même groupe ethnique dans le cadre du développement économique de la communauté. Les deux premiers types d'entreprises décrits par Peter Li y sont incontestablement liés, tandis que les deux derniers types, liés à la mondialisation de l'économie, en sont largement tributaires. Au Canada, le taux élevé de Chinois vivant dans les grandes villes, ainsi que la forte rétention de la langue et de la culture, constituent probablement l'un des facteurs ayant suscité l'intérêt des entrepreneurs et hommes d'affaires chinois en provenance de l'Asie du Sud-Est. À plus petite échelle, il en va de même à Paris comme en témoignent le cas des sociétés *Tang Frères* et *Paris Store*, évoqué précédemment³⁸⁴.

³⁸³ P. S. LI (1993), *Op.cit.*, p.222.

³⁸⁴ L. CHABRUN, *Op. cit.*

Concernant les petits et moyens commerces, une observation empirique des villes de Paris et Montréal nous a permis d'établir notre propre typologie, selon la clientèle visée et, par conséquent, les produits vendus ainsi que leur emplacement. Tout d'abord, les commerces traditionnels s'adressant aux co-ethniques, et accessoirement aux « touristes » en quête d'exotisme, sont généralement situés dans le *Chinatown* ou à proximité de résidents chinois ; ceux-ci vendent principalement des produits ethniques traditionnels ou des produits généraux auxquels s'ajoute la marchandise ethnique. Ensuite, les commerces traditionnels s'adressant à une clientèle générale et chinoise ; il s'agit essentiellement de restaurants asiatiques, lesquels sont disséminés dans toute la ville. Enfin, les commerces s'adressant à une clientèle générale, vendant des produits modernes (informatique, électroménager, etc.) et le plus souvent installés en dehors du quartier ethnique. Un exemple de ce troisième cas serait les magasins d'informatique situés rues de Charenton, Montgallet et avenue Daumesnil dans le XII^e arrondissement de Paris.

Dans tous les cas, il y a présence d'un marché du travail interne, basé sur les besoins de la communauté des co-ethniques, laquelle lui fournit à la fois clientèle et main d'œuvre bon marché, tandis que sa présence offre l'illusion d'une ascension rapide à des travailleurs non qualifiés ne connaissant pas la langue du pays. Comme le souligne Ma Mung, si un co-ethnique ne peut être engagé dans l'un de ces emplois sous-qualifiés, l'entrepreneur chinois choisira, à défaut, des Africains ou des Indo-pakistanaï³⁸⁵. Pour leur part, ces immigrants chinois d'origine modeste et de première génération préfèrent massivement opter pour le marché du travail co-ethnique, non que le salaire ou que les conditions de travail y soient meilleures, loin de là, mais la connaissance du réseau ainsi que la possibilité de mobilité sociale supérieure leur fera miroiter l'espoir d'ouvrir un jour leur propre commerce³⁸⁶.

³⁸⁵ E. MA MUNG, *Op.cit.*, p. 129.

³⁸⁶ *Ibid.*, pp. 130-131.

Section 2 : Aspects sociopolitiques. Influence de la politique d'État sur les nouvelles identités

§ 1. Les Sino-canadiens

Depuis 1971, le gouvernement fédéral du Canada autorise et aide, par des moyens législatifs et financiers, les différentes communautés ethniques à préserver et à partager les divers éléments de leur culture³⁸⁷. Dans cette optique, certains Sino-canadiens sont amenés mettre en valeur la contribution des Chinois à l'économie locale et nationale³⁸⁸ (faisant notamment référence à leur rôle primordial dans la construction du chemin de fer), ainsi qu'au multiculturalisme, en « célébrant leur différence »³⁸⁹. Quant aux quartiers chinois et aux commerces ethniques, ils sont désormais perçus comme un facteur positif, attirant potentiellement d'autres immigrants – voire des investisseurs – de la même culture, sans compter le facteur touristique, en particulier lors de certains festivals.

Les identités collectives étant dynamiques et mouvantes, celle des Sino-canadiens a profondément changé en cette période d'intensification de l'immigration et de plus grande tolérance de l'État. La majorité des Chinois résidant actuellement au Canada ont immigré au cours des vingt dernières années. Selon le recensement de 2001, 936,210 des 1,094,700 personnes d'origine chinoise s'identifient uniquement comme « Chinois » et non comme « Canadien » ou « Canadien-Chinois »³⁹⁰.

³⁸⁷ S.-S. YIM, *Immigrants coréens au Québec. La question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, coll. Logiques Sociales, Paris, 2000, p.31.

³⁸⁸ J. SMART, *Op.cit.*, p.5.

³⁸⁹ Souligné par nous.

³⁹⁰ Statistique Canada, *Population selon certaines origines ethniques. 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo28a_f.htm>, 28 janvier 2004.

Excédant le million de personnes, ces immigrants sont, pour la plupart, de première génération et de classe moyenne ; parmi eux, un flux massif de cols-blancs et professionnels en provenance de Hongkong, fuyant la situation instable du pays avant son retour à la Chine en 1997³⁹¹. Provenant de différentes régions, souvent d'États capitalistes, ils s'installent essentiellement dans les villes³⁹². En témoigne le recensement de 2001, dénombant 409,500 Chinois résidant à Toronto, à savoir 40% de la population Sino-canadienne³⁹³.

Bien que peu assimilés, ces nouveaux arrivants sont davantage tournés sur le monde que leurs aînés. Issus des communautés chinoises de l'Asie du Sud-Est, ceux-ci sont déjà immergés dans la culture mondiale, occidentalisée, par laquelle ils possèdent une certaine connaissance de la culture Nord-américaine. Ceci explique la tendance actuelle à la dualisation des identifications particularistes et transnationales observée par Wong chez les Américains chinois, que nous avons évoquée précédemment : les élites « traditionnelles », se définissant comme les « vrais Chinois » se distinguent des élites « modernistes », se considérant comme agents du changement social³⁹⁴.

Cependant, Jeffrey Reitz considère que, bien que la plupart des nouveaux immigrants Chinois soient insérés dans l'économie du pays, ils demeurent malgré tout l'un des groupes les plus distants de la culture dominante. Leur visibilité raciale ainsi que leur héritage culturel, dit-il, les lient davantage aux communautés chinoises déjà constituées. Ainsi, les institutions de la communauté chinoise continuent d'exercer leur influence³⁹⁵.

³⁹¹ J. SMART, *Op.cit.*, p.3.

³⁹² *Idem.*

³⁹³ Statistique Canada, *Les 25 municipalités de 5 000 habitants et plus ayant les plus fortes proportions de minorités visibles, 2001*, <http://www12.statcan.ca/francais/census01/products/analytic/companion/etoimm/tables/subprovs/topvm_f.cfm>, 8 juillet 2003.

Néanmoins, cette transformation de la population sino-canadienne n'est pas sans impact sur le développement et la diversification des entreprises ethniques ; comme le souligne Joséphine Smart, les migrations et le transnationalisme sont désormais des facteurs essentiels pour l'étude de ces dernières, qui s'inscrivent dans le cadre de la mondialisation. Bien que le commerce ethnique soit physiquement attaché à une localité, il dépend de personnes bénéficiant de contacts et de ressources transnationaux³⁹⁶.

§ 2. Les Sino-français

Concernant les Chinois de France, l'on peut parler à leur égard de résistance pacifique à l'assimilation par la création d'un ghetto, enclave à la fois économique et culturelle. Ainsi, le « triangle de Choisy » offre à ses résidents une variété de loisirs spécifiques (cinéma ou location de films chinois en version originale, librairies asiatiques, journaux en chinois édités à Paris, restaurants ethniques...), tout en restant un foyer de réseaux d'entraide, d'information, d'embauche et de contrôle communautaire³⁹⁷.

Cette semi-autonomie de leur réseau économique se double d'une résistance culturelle à l'assimilation, qui peut aller jusqu'au repli total sur la communauté, en témoignent les nombreux Chinois ne parlant pas le français. Cette attitude, la France ne peut ouvertement la sanctionner, car il s'agit, en principe, d'une question d'ordre privé. Elle peut cependant déranger si l'on en croit les articles de magazines, en particulier dans les années 1980. À cette époque, le *Figaro*, hebdomadaire s'adressant à un public élitiste, évoque le « péril jaune », menaçant les Français

³⁹⁴ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.160.

³⁹⁵ J. G. REITZ, *Op.cit.*, pp.86-87.

³⁹⁶ J. SMART, *Op.cit.*, p.2.

³⁹⁷ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, pp.104-108.

« qui seront bientôt étrangers chez eux », et va jusqu'à déclarer « Soyez Français ou partez ! »³⁹⁸. La semaine qui suivit, le même magazine enchaîna en décrivant les quartiers à forte population immigrée comme des « îlots submergés et gangrenés par une faune exotique qui les a transformés à la fois en souks, en jungle et en Cour des Miracles [...] »³⁹⁹. Si durant les années 1990, ce genre de discours ouvertement discriminatoire tend à disparaître sous l'influence d'un « antiracisme cosmopolite », fortement marqué chez les jeunes, ils réapparaissent depuis les événements du 11 septembre 2001, mais d'une manière plus détournée, visant particulièrement les musulmans (pensons au débat actuel sur le foulard dit « islamique »).

Dans la « Petite Asie » de Paris, le marquage de l'espace dépend d'une part de l'existence d'un tissu commercial dense ; de l'autre, de la présence d'une colonie de résidents importante qui assure une présence continue sur les lieux (les actifs travaillant dans le quartier, les femmes, les enfants et les personnes âgées). Français et Chinois évoluent sur le même territoire dans une quasi-totale indifférence, si ce n'est les quelques rapports commerciaux qu'ils établissent entre eux ; deux univers parallèles se développent dans des espaces géométriques superposés. Il existe en réalité deux mondes, ayant peu de points d'intersections réels : les seuls contacts s'établissent entre les clients français et les commerçants asiatiques, dont les premiers fréquentent occasionnellement les magasins en raison des avantages qu'ils offrent (prix inférieurs, horaires intéressants, denrées exotiques)⁴⁰⁰.

Cependant, Guillon et Taboada-Leonetti remarquent une tendance au regroupement des jeunes et des enfants de diverses origines, les Français faisant souvent office de trait d'union entre les Asiatiques, les Maghrébins et les Antillais⁴⁰¹. Les femmes, par contre, sont les plus

³⁹⁸ Le Figaro du 24/11/84, cité par *Ibid.*, pp.182-183.

³⁹⁹ Le Figaro du 02/12/84, cité par *Ibid.*, p.183.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, pp.86-87.

⁴⁰¹ *Ibid.*, pp.88-89.

propices à rester cantonnées dans leur quartier dont elles sortent généralement peu, de même qu'un certain nombre d'hommes travaillant au sein même du quartier⁴⁰².

Malgré cela, les Chinois bénéficient généralement d'une bonne réputation, et, chose exceptionnelle, n'ont pas réellement été victimes du phénomène de « bouc émissaire », lequel passe généralement d'une population à l'autre, au fil des vagues migratoires – des Polonais aux Italiens, des Italiens aux Maghrébins. Au contraire, leur conduite et leur réussite sont souvent citées en exemple, et les enfants chinois servent de modèle pour mieux stigmatiser les enfants d'autres groupes minoritaires⁴⁰³.

§ 3. France et Canada : vers une convergence ?

Les revendications culturelles et identitaires des années 1970 et 1980 furent surtout le fait des Européens eux-mêmes, ce qui résulta, en France, en un assouplissement des mentalités vis à vis des valeurs républicaines, et au Canada, en l'instauration d'une politique officiellement multiculturelle.

Pour Dominique Schnapper, les citoyens, déçus de l'impossibilité de l'État à remplir ses promesses d'égalité sociale⁴⁰⁴, ont compensé la perte des valeurs politiques en lui substituant d'autres, dont le multiculturalisme. Ce dernier, dit-elle, leur procurerait « une solution apparente aux contradictions nées de l'adhésion générale aux deux grandes valeurs de la modernité : l'égalité individuelle inscrite dans le principe de la citoyenneté ; l'authenticité liée à une culture particulière ». Ainsi, les cultures, égales en valeur, redonneraient un sens à la

⁴⁰² *Ibid.*, pp.85-86.

⁴⁰³ *Ibid.*, pp.151-152.

⁴⁰⁴ D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, p.199.

vie, résolvant les crises économique, morale et politique, remplaçant un civisme devenu obsolète⁴⁰⁵.

En créant des services administratifs culturels ou en octroyant des subventions publiques, la France intervient de plus en plus dans la vie culturelle, et l'on peut dire que l'État est en voie de devenir un 'État Providence culturel', dit Schnapper. L'Australie et le Canada sont quant à eux devenus des 'États Providence ethniques' en instituant le multiculturalisme comme principe politique. Les communautés ethniques, poursuit-elle, se voient reconnaître des droits et avantages particuliers, en même temps que l'État promeut le maintien des cultures dites d'origine, mais en réalité réinventées et reconstituées grâce à un corps de travailleurs sociaux 'ethniques' et d'intellectuels spécialisés⁴⁰⁶.

En prenant comme exemple la communauté chinoise, nous percevons une nette évolution dans la reconnaissance sociale des minorités ethniques, notamment via l'acceptation et la célébration de certains traits culturels. Ainsi, tout juste vingt ans après la première célébration publique du *Chunjie* à Paris, entièrement prise en charge par des associations chinoises, la fête est officiellement reconnue – et en partie subventionnée – par les autorités françaises, les invitant à défiler sur l'avenue des Champs-Élysées, là précisément où a lieu chaque année le défilé national du 14 juillet. Bien que le but du gouvernement français soit d'ordre économique et diplomatique⁴⁰⁷, et que nous pourrions, de plus, émettre la même réserve que Peter Li déclara jadis au multiculturalisme canadien⁴⁰⁸, à savoir qu'il ne s'agit là que de l'acceptation de quelques festivités, danses et nourriture ethnique, qui ne contredisent nullement les habitudes des Français, pas plus que la politique du gouvernement, il faut

⁴⁰⁵ *Ibid.*, pp.200-201.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 192.

⁴⁰⁷ Voir, par exemple: P. HASKI, « Chine. Grande pompe pour le président chinois », in *Libération.fr*, <<http://www.liberation.com/page.php?Article=173813>>, 26 janvier 2004.

néanmoins reconnaître que ces échanges culturels favorisent la communication entre les groupes et valorise aux yeux des Français la communauté mise à l'honneur.

C'est ainsi que, de manière détournée, des éléments de ce que Fleras et Elliott ont appelé le « multiculturalisme de l'ethnicité » font leur apparition dans le paysage de la politique française, en particulier via la promotion de la culture. Toujours en reprenant la typologie de ces auteurs, nous pouvons affirmer que la situation actuelle de la France tendrait à se rapprocher de ce « premier » multiculturalisme canadien, répondant à des besoins culturels. En outre, un débat oppose actuellement le Président Jacques Chirac au Ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, lequel avait récemment proposé d'instaurer un système de discrimination positive en faveur des personnes d'origine immigrée⁴⁰⁹. Si cela arrivait, il y aurait intégration d'éléments du « deuxième » multiculturalisme, celui de l'équité, et l'on pourrait véritablement parler d'un bouleversement des valeurs républicaines. Concernant la phase civique du multiculturalisme, la convergence se fait cette fois-ci dans l'autre sens, à savoir que l'État canadien semble se rapprocher du modèle français. La tendance est d'ailleurs plus remarquable encore dans la province du Québec qui, ayant toujours refusé la notion de multiculturalisme, évolue désormais vers un pluralisme civique et un renforcement des valeurs citoyennes, de l'universalité, ainsi que du sentiment d'appartenance à une même nation dans le sens de l'égale participation de tous à la construction nationale, vécue comme un projet commun⁴¹⁰.

Pourtant, à la lumière des débats actuels autour de l'acceptation de certaines pratiques religieuses, comme le voile islamique, l'on imagine difficilement la France poursuivre dans

⁴⁰⁸ P. S. LI (1988), *Op.cit.*, pp.129-133.

⁴⁰⁹ Voir, par exemple : Anonyme, « Jacques Chirac rejette la 'discrimination positive' défendue par Nicolas Sarkozy », in *Lemonde.fr*, <<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3226,36-344901,0.html>>, 5 décembre 2003.

cette voie, quoique les éléments précités indiquent que l'on ne peut encore déterminer l'orientation de sa politique dans les années à venir. Aussi, signalons la distinction nette opérée, en France, entre culture et religion. Or, la question à laquelle le Canada et la France apportent des réponses antagonistes est la question religieuse. Ainsi, il serait improbable, qu'un jour, les tribunaux français prennent conseil auprès d'un imam se basant sur les lois de la *charia*, afin de régler les diverses modalités d'un divorce de musulmans, comme cela s'est déjà vu au Québec⁴¹¹.

Enfin, signalons que cette différence d'attitude se traduit sur le plan scientifique. Le terme américain d'« ethnicité » (*ethnicity* en anglais) évoque, en France, le « spectre du communautarisme »⁴¹². Dans sa préface au livre de Poutignat et Streiff-Fenart, Jean-William Lapierre écrit à ce sujet : « L'idéologie jacobine de notre république, au nom du dogme de l'unité de l'État-Nation, a toujours nié la diversité ethnique de la population française. Une conséquence, dans un pays où la recherche en sciences sociales dépend principalement d'un financement public, est que l'étude des relations inter-ethniques n'a jamais tenu une place importante »⁴¹³.

⁴¹⁰ D. JUTEAU (2002), *Op.cit.*, p. 451.

⁴¹¹ A. DAHER, « La construction de l'islamité et l'intégration sociale des musulmans selon la perspective des leaders musulmans au Québec », *Cahiers de recherche sociologique*, n°33, p. 171.

⁴¹² P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, pp. 16-17.

⁴¹³ J.-W. LAPIERRE, « Préface », in P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.9.

Section 3 : Synthèse et conclusion

§ 1. Les minorités ethniques : entre tolérance et acceptation

Dans les deux pays, bien que les particularités culturelles des Chinois ne semblent pas poser problème, il serait plus juste de parler de « tolérance » plutôt que de véritable acceptation. En France, même si l'on ne peut réellement parler de sentiment spécifiquement anti-chinois, il y eut, fin des années 1970 et début 1980, une diffusion de stéréotypes anti-étrangers aussi bien dans les écrits de la presse que dans les discours des politiciens, dont certains concernèrent directement la communauté asiatique⁴¹⁴. Ce mouvement s'est, semble-t-il, tassé. La toute récente « amitié » franco-chinoise, basée sur des intérêts économiques et diplomatiques, amène, au contraire, le gouvernement à tenir un discours sinophile, en raison de la croissance économique de la Chine. Quant au Canada, bien que réputé être un pays d'ouverture et de tolérance⁴¹⁵, des auteurs comme Peter Li insistent sur le racisme détourné encore présent de nos jours. Si les Chinois ne sont plus considérés comme inférieurs et non-assimilables, les critiques se portent désormais au niveau de leurs pratiques culturelles, dénoncées comme étant « anti-canadiennes », tandis qu'on les accuse de divers maux, tel la montée des prix des habitats à Vancouver, ou encore leur supposé monopole des écoles médicales⁴¹⁶.

L'acceptation manifestée par le sentiment de fraternité est conditionnée par la proximité culturelle, comme le démontre l'enquête de 1991 d'*Angus Reid Group / Multiculturalism and*

⁴¹⁴ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op.cit.*, pp.182-183.

⁴¹⁵ A. FLERAS et J.-L. ELLIOTT, *Op.cit.*, p. 5.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 256.

*Citizenship Canada*⁴¹⁷. L'analyse de Leslie Laczko porte sur deux questions : l'on demande aux personnes interrogées d'évaluer, sur une échelle de 1 à 7, leur degré d'aisance, confrontés aux membres de diverses communautés, lorsque ces derniers sont (1) des immigrants récents, (2) nés et éduqués au Canada⁴¹⁸. Un premier constat est que les personnes nées et éduquées au Canada sont automatiquement mieux évaluées que les personnes de même ethnie ayant récemment immigré, ce qui confirme l'idée classique selon laquelle l'expérience civique commune renforce le sentiment de solidarité, voire de fraternité⁴¹⁹. L'on constate également que les groupes européens sont classés au dessus des différentes minorités visibles. Cependant, dans la catégorie « nés et éduqués au Canada », les Chinois sont plus proches des « Blancs » que des autres minorités visibles, ce qui, pour Laczko, démontre qu'un crédit est accordé en vertu de l'expérience cumulée de plusieurs générations au Canada⁴²⁰. Ceci est assez remarquable dans le cas des Chinois, autrefois l'une des minorités les plus racisées et discriminées. Signalons enfin les résultats de cette étude au Québec : outre le fait que, dans la province francophone, le groupe « d'origine française » arrive devant celui « d'origine britannique »⁴²¹, les scores enregistrés par les différents groupes ethniques sont systématiquement inférieurs à ceux des autres régions. Si les Québécois sont généralement moins à l'aise avec les personnes d'origine immigrée, cela s'explique, dit Laczko, par la situation complexe de la province concernant le débat sur la souveraineté⁴²².

⁴¹⁷ L. S. LACZKO, *Op.cit.*, p. 343.

⁴¹⁸ *Ibid.*, p.347.

⁴¹⁹ *Ibid.*, pp.344 et 349.

⁴²⁰ *Ibid.*, p.357.

⁴²¹ *Ibid.*, p.350.

⁴²² *Ibid.*, pp.354 et 359.

§ 2. L'assimilation est-elle encore envisageable ?

De nombreux auteurs se sont attardés sur le processus d'assimilation, « processus complexe et dynamique par lequel les minorités commencent à perdre leurs spécificités par l'absorption dans les activités quotidiennes [...] [par] la société dominante »⁴²³. Il s'agit, pour l'État assimilationniste d'imposer la culture et les normes dominantes, perçues comme « normales » et les seules acceptables, et de « convertir les membres des minorités en citoyens patriotes et productifs »⁴²⁴. Suite à Park et Burgess⁴²⁵, et à leur théorie des relations cycliques selon laquelle les minorités ethniques passeraient par différents stades de compétition, de conflit, d'adaptation et, enfin, d'assimilation, de nombreux auteurs se sont attachés à diverses théories assimilationnistes, dont la plupart associent assimilation et destruction des cultures minoritaires, sous-entendant que les sociétés industrielles convergent vers « l'universalisme et la standardisation des modes de vie et des comportements »⁴²⁶. Breton, parlant de la complétude institutionnelle, affirmait qu'en cas de cessation du flux migratoire, rien ne pouvait enrayer ce processus⁴²⁷.

En 1964, Milton Gordon⁴²⁸ distinguant pluralisme structurel et pluralisme culturel, conteste la théorie « selon laquelle le sentiment d'appartenance ethnique perdrait de sa vigueur dans la société américaine ». Il existe, dit-il, des sous-sociétés structurellement séparées, quand bien même elles ne sont plus distinguables sur base de leur culture. Ainsi, la société américaine serait constituée d'un ensemble de groupes ethniques, chacune « fournissant à ses membres un réseau d'organisation et de relations informelles disponible

⁴²³ Notre traduction ; A. FLERAS et J.-L. ELLIOTT, *Op.cit.*, p.376.

⁴²⁴ Notre traduction ; *Ibid.*, p. 12.

⁴²⁵ R. PARK et E. BURGESS, *Introduction to the Science of Sociology*, University of Chicago Press [1921], 1969, Chicago ; cité par P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, pp. 70-74.

⁴²⁶ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, pp. 72-73.

⁴²⁷ R. BRETON, *Op.cit.*, pp.204-205.

pour tous les secteurs de l'activité sociale et à toutes les étapes du cycle de vie ». Cette pratique ne risque pas de disparaître, mais, au contraire, de se combiner avec la classe sociale, formant ainsi une *ethnaclass*⁴²⁹.

La théorie de Gordon semble s'avérer exacte lorsque l'on observe les populations chinoises des deux pays étudiés. Pao-Mercier a démontré à Montréal l'existence de deux marchés du travail pour les Chinois, l'un ethnique, l'autre « général » ; de même, Ma Mung a évoqué l'existence d'un marché du travail interne aux populations chinoises de Paris. Enfin, les Chinois de la deuxième génération ayant atteint un statut de professionnel ont tendance à se regrouper en cabinets composés de personnes issues de la même ethnie, comme l'a indiqué Peter Li⁴³⁰. Cependant, si le marché interne fournit des emplois à de nouveaux immigrants connaissant mal la langue et le système administratif du pays, il se base également sur l'exploitation des moins favorisés des co-ethniques⁴³¹.

La question de l'assimilation évoque celle de l'ethnicité, et de son importance dans le monde actuel. Certains auteurs, tels Hechter, Balibar ou Wallerstein, ont envisagé l'ethnicité comme un phénomène moderne, « produit du développement économique, de l'expansion industrielle capitaliste et de la formation et du développement des États-nations ». Ainsi, la modernité ne constituerait pas « l'avènement de l'uniformisation et de l'individualisme, mais l'âge du nationalisme ethnique et du racisme »⁴³². D'autres auteurs, comme Wirth, Stein ou Redfield, perçoivent l'ethnicité non pas comme un phénomène nouveau, mais comme une

⁴²⁸ M. GORDON, *Assimilation in American Life*, Oxford University Press, 1964, New York ; cité par P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, pp.74-75.

⁴²⁹ P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.75.

⁴³⁰ P. S. LI (1993), *Op.cit.*, pp.228-230.

⁴³¹ D. M. NONINI et A. ONG, *Op. cit.*, p.16.

⁴³² P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.28.

résurgence après « l'éclipse de la communauté » à l'époque de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la bureaucratisation⁴³³.

Connor, quant à lui, affirme que c'est précisément l'accroissement du contact entre les différents groupes qui a fait prendre conscience les individus de leur propre ethnie, favorisant par là la résistance à la domination culturelle ou à l'uniformisation. Cette stratégie de résistance, explique-t-il, est aujourd'hui favorisée par les nouveaux moyens de transport et de communication⁴³⁴. L'accroissement de la mobilité, doublée de nouvelles possibilités de communication entre co-ethniques dispersés à travers le monde, résulte à la fois en une prise de conscience de sa spécificité culturelle, ainsi qu'en un renforcement des liens ethniques. Concernant les Chinois de la diaspora, nous pouvons parler de la constitution d'une véritable identité transnationale, du fait qu'une communauté de co-ethniques vivant dans un même espace n'est pas fermée sur elle-même : au contraire, elle est en constante interaction avec d'autres communautés chinoises, ceci en particulier via les associations et les commerces, permettant les échanges économiques et culturels. Le transnationalisme s'avère être un facteur décisif, favorisant le maintien des frontières ethniques et empêchant l'assimilation à la culture du pays d'accueil.

⁴³³ *Ibid.*, pp.30-31.

⁴³⁴ W. CONNOR, « Nation Building or Nation-Destroying », in *World Politics*, n°24, 1972, pp. 319-355 ; cité par P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Op.cit.*, p.29.

Conclusion

Il existe de nombreux points communs entre les populations sino-canadienne et sino-française. Les deux pays ont connu une succession de vagues d'immigration chinoise, bien que celle-ci fut plus intense au Canada. Dans les deux cas, également, ces populations sont diversifiées, tant du point de vue de l'origine et du langage que de la classe sociale ; il existe à Paris et dans les grandes villes canadiennes, des quartiers commerçants presque exclusivement chinois, caractérisés par une économie interne et une diversification croissante des entreprises ; nous constatons aussi la mobilité sociale et une certaine acculturation chez les jeunes générations. Notons enfin l'apparition en France, via la visibilité que procure aux Chinois la présence d'une « Petite Asie » dans le XIII^e arrondissement de Paris, de certaines pratiques pluralistes comme des expositions de nourritures ethniques ou la célébration publique du Nouvel An chinois depuis 1984⁴³⁵.

Ainsi, au delà des situations particulières et des politiques d'État, il existe de nombreuses similitudes entre les différentes populations chinoises, en particulier celles regroupées dans les *Chinatowns*. À cet égard, nous pensons avoir réussi à démontrer, grâce à nos indicateurs que, malgré les différences entre les politiques canadienne et française, la réalité sociale des communautés chinoises vivant dans ces deux pays n'est pas aussi distincte que l'on pourrait croire au premier abord. Cependant, il ne faudrait en déduire trop rapidement que, quelque soit leur pays d'accueil, les Chinois constituent une société autonome, un « État dans l'État », ceci tant du point de vue économique que politique et culturel, et si nous pouvons établir certaines constantes parmi les communautés chinoises de Paris et Montréal (présence d'une

⁴³⁵ M. GUILLON et I. TABOADA-LEONETTI, *Op. cit.*, pp.89-91.

enclave ethnique, de réseaux commerciaux, d'un marché du travail « chinois », exploitation des plus défavorisés), nous ne pouvons en conclure à leur autonomie financière.

Il nous semble essentiel à ce stade de revenir brièvement sur les quatre caractéristiques exposées par Guillon et Taboada-Leonetti, lesquelles nous ont guidée dans la comparaison des communautés chinoises de Paris et Montréal.

En premier lieu, l'attraction des immigrants d'origine Chinoise pour la ville et le regroupement dans un quartier délimité est une tendance que l'on retrouve dans les deux pays, quoiqu'il faille nuancer le facteur de regroupement dans un quartier, ce phénomène étant surtout le fait de nouveaux venus, en particulier issus des milieux les moins favorisés. Par ailleurs, dès qu'ils en ont les moyens, les Chinois préfèrent majoritairement quitter le *Chinatown* pour un quartier plus aisé.

La deuxième caractéristique consiste en le type d'activité économique exercé, à savoir le petit commerce ethnique ; si celui-ci est présent dans les deux cas, il faut néanmoins insister sur l'évolution observée concernant l'entrepreneuriat ethnique, comme le démontre l'apparition de multinationales, et, au Canada, la venue d'immigrés investisseurs. En outre, la survie économique de la communauté nécessite un certain degré d'échange avec la société d'accueil, ainsi qu'une certaine dose d'insertion. Rappelons que de nombreux commerces traitent avec des entreprises non chinoises, et tentent d'attirer une clientèle générale, leur prospérité dépendant largement de leur taux de marchandises « exportées ».

Quant à la relative autonomie institutionnelle, s'exerçant à travers l'existence d'associations, elle paraît sur son déclin depuis l'apparition de l'État social, bien celle-ci eut

son importance par le passé, aidant les Chinois à faire face aux réalités de l'immigration. Cependant, nous nous devons de tempérer cette remarque, car, comme nous avons pu le constater, les associations culturelles ou visant un public plus spécifique (femmes, jeunes, aînés), revêtent plus d'importance que par le passé.

La dernière caractéristique relevée par les auteures, à savoir la conscience identitaire d'être Chinois, nous a semblé plus difficile à démontrer, si ce n'est par une addition des trois premières caractéristiques, la visibilité de la communauté, c'est-à-dire l'ethnicité affichée, et, pour le Canada, l'analyse de certaines réponses au recensement de la population. Culturellement parlant, si la rétention de la culture d'origine paraît assez élevée, rappelons que, tant au Canada qu'en France, la majorité des immigrants chinois sont arrivés au cours des trente dernières années, ce qui explique en grande partie ce phénomène. Déjà, nous pouvons observer un certain syncrétisme entre les cultures asiatique et occidentale⁴³⁶, ainsi que le succès de l'intégration scolaire des enfants des immigrants⁴³⁷.

Une question subsidiaire reste en suspend : qu'en est-il finalement du rôle de l'État dans l'actuelle configuration mondiale ? Se basant sur la théorie de David Held, Manuel Castells affirme que le changement fondamental qui se soit opéré récemment est l'actuelle pluralité des sources d'autorités, réduisant l'État-nation à l'une d'entre elles. Ce dernier n'occupe plus une place centrale dans la scène politique mondiale, selon lui⁴³⁸. Des auteurs comme Hirst et Thompson, qui insistent, quant à eux, sur l'importance que conservent les États nationaux, « reconnaissent néanmoins qu'ils ont changé de rôle », fonctionnant moins comme des entités souveraines que comme des composantes d'une cité internationale⁴³⁹. L'État-nation, poursuit

⁴³⁶ Voir, par exemple, l'adoption de la fête de Noël par les Chinois de France : A. RAULIN, *Op.cit.*, pp.110-111.

⁴³⁷ L. CHABRUN, *Op.cit.*

⁴³⁸ M. CASTELLS (1999), *Op.cit.*, pp.366-367.

⁴³⁹ *Ibid.*, p. 367.

Castells, se trouve également exposé « à la concurrence plus subtile et troublante de sources de pouvoir indéfinies et, parfois, indéfinissables. Il y a les réseaux des capitaux, de la production, de la communication, du crime, des institutions internationales, des appareils militaires supranationaux, des organisations non gouvernementales, des religions transnationales et des mouvements d'opinion, [sans compter] les communautés, les tribus, les territoires locaux, les sectes, les gangs ». Les États nationaux subsisteront, mais leur rôle se verra fondamentalement changé, à l'instar de la configuration mondiale et des divers flux de pouvoir⁴⁴⁰.

En ce qui concerne les groupes minoritaires ethniques d'origine immigrée, qui peuvent parfois poser un problème de conflit de valeurs, il appartient encore à l'État, comme le soulève Dominique Schnapper, d'intervenir à cet égard afin d'appliquer les lois du pays, tels les principes d'égalité et de laïcité en France⁴⁴¹, ou encore, comme le veut la politique interculturelle québécoise, ne faire aucune concession quant à certains droits humains inaliénables.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, pp. 367-369.

⁴⁴¹ D. SCHNAPPER, *Op.cit.*, pp. 142-143.

Bibliographie

- ALDRICH, Howard, JONES, Trevor P. et David McEVOY, « Ethnic Advantage and Minority Business Development », in WARD, Robin et Richard JENKINS (eds.), *Ethnic Communities in Business*, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, pp.189-210.
- AMSELLE, Jean-Loup, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Payot, 1990, Paris.
- ANDERSON, Benedict, « Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism », in SEIDMAN, Steven et Jeffrey C. ALEXANDER (eds.), *The New Social Theory Reader. Contemporary Debates*, Routledge, 2001, London, pp. 224-230.
- ANDERSON, Kay, *Vancouver's Chinatown : Racial Discourse in Canada, 1875-1980*, McGill-Queen's University Press, 1991, Montréal et Kingston.
- APPADURAI, Arjun, « Disjonction et différence dans l'économie culturelle globale », in *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2002, Paris, pp.61-87.
- ASSOUS, Laurence, « Intégration régionale et flux migratoires : revue critique de la littérature récente », in OCDE (éd.), *Mondialisation, migrations et développement*, Paris, 2000, pp.63-77.
- AUSTER, Ellen et ALDRICH, Howard, « Small Business Vulnerability, Ethnic Enclaves and Ethnic Enterprise », in Robin WARD et Richard JENKINS (eds.), *Ethnic Communities in Business*, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, pp. 39-54.
- BERGER, Brigitte, « The Culture of Modern Entrepreneurship », in BERGER, Brigitte (éd.), *The Culture Entrepreneurship*, ICS Press, 1991, San Francisco, pp. 13-32.

- BISSOONDATH, Neil, *Le marché aux illusions : la méprise du multiculturalisme*, Boréal et Liber, 1995, Québec.
- BLIM, Michael, « Bringing Class Back Into a Changing Capitalist World Economy », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp. 413-422.
- BONACICH, Edna, « A Theory of Middleman Minorities », *American Sociological Review*, Vol. 38, October 1973, pp. 583-594.
- BRENNER, G.A., MENZIES, T.V., RAMANGALAHY, C., FILION L.J. and AMIT, R.H., *Ethnic Entrepreneurship : Data From a Survey of Chinese Communities in the Canadian Cities of Montréal, Toronto and Vancouver*, Working Paper no. 2000-12, October 2000, École des Hautes Études Commerciales (HEC), Montréal : http://www.commerce.ubc.ca/research/research_centres/era/arena4/papers/Cahier%202000-12%20-%20Data%20from%20a%20survey%20of%20Chinese%20community.pdf.
- BRETON, Raymond, « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », in *The American Journal of Sociology*, Vol. 70, n°2, Septembre 1964, pp. 193-205.
- CAPITAN, Colette, « Nation, nature et statut des personnes au cours de la Révolution française », in *Mots. Les langages du politique*, n°49, 1996, Paris, pp. 18-28.
- CASTELLS, Manuel, *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information II*, Fayard, 1999, Paris.
- CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux. L'ère de l'information I*, Fayard, 1998, Paris.
- CATTELAÏN, Chloé, MOUSSAOUI, Abdellah, LIEBER Marylène, NGUYEN, Sébastien, POISSON, Véronique, SAILLARD, Claire et Christine TA, « Les modalités d'entrée des ressortissants chinois en France », in *Migrations études*, n°108, éd. Agence pour le

Développement des Relations Interculturelles, juillet-août 2002, pp. 1-16 :
<<http://www.adri.fr/me/pdf/me108.pdf>>

CHAGANTI, Radha et GREENE, Patricia G., « Who Are Ethnic Entrepreneurs ? A Study of Entrepreneurs' Ethnic Involvement and Business Characteristics », in *Journal of Small Business Management*, 40(2), 2002, pp.126-143.

CHAN, Kwok B., « Ethnic Urban Space, Urban Displacement and Forced Relocation: The Case of Chinatown in Montreal », in *Canadian Ethnic Studies*, XVIII, 2, 1986, pp. 65-78.

CORCUFF, Stéphane, « L'introspection Han à Formose. L'affaire des manuels 'Connaître Taïwan' (1994-1997) », *Études Chinoises*, vol. XX (1-2), printemps-automne 2001, Paris, pp.41-84.

CUCHE, Denys, *La notion de culture dans les sciences sociales*, La Découverte, 1996, Paris.

DAHER, Ali, « La construction de l'islamité et l'intégration sociale des musulmans selon la perspective des leaders musulmans au Québec », *Cahiers de recherche sociologique*, n°33, 1999, pp.149-180.

DIRLIK, Arif, « Critical Reflections on 'Chinese Capitalism' as Paradigm », in *Identities*, Vol. 3 (3), ed. Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp. 303-330.

DWYER, Denis, « 1. Ethnodevelopment or Ethnochaos ? », in DWYER, Denis et David DRAKAKIS-SMITH (eds.), *Ethnicity and Development. Geographical Perspective*, John Wiley & Sons, 1996, New-York, pp. 3-12.

DYER, Linda K. et Christopher A. ROSS, « Ethnic Enterprises and Their Clientele », in *Journal of Small Business Management*, 38(2), 2000, pp. 48-66.

- ESCOBAR, A., *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press, 1995, Princeton, pp. 21-54.
- FLERAS, Augie et Jean-Léonard ELLIOTT, *Unequal Relations. An Introduction to Race and Ethnic Dynamics in Canada*, Prentice Hall, 2002, Toronto.
- GREENHALGH, Susan, « De-Orientalizing the Chinese Family Firm », in *American Ethnologist*, 21/4 (November), American Anthropological Association, 1994, Washington, pp. 746-773.
- GUILLAUMIN, Colette, *L'idéologie raciste*, Gallimard, coll. Folio essais, 2002, Paris.
- GUILLAUMIN, Colette, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Côté-femmes, coll. Recherches, 1992, Paris.
- GUILLON, Michelle et Isabelle TABOADA-LEONETTI, *Le triangle de Choisy. Un quartier chinois à Paris*, CIEMI et L'Harmattan, Coll. Migrations et changements, 1986, Paris.
- HA, Marie-Paule, « Cultural Identities in The Chinese Diaspora », in *Mots Pluriels*, n°7, 1998, pp.1-7 : <<http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP798mph.html>>.
- HARNEY, Nicholas, « Bulding Italian Regional Identity in Toronto: Using Space to Make Culture Material », in *Anthropologica*, Vol. XLIV, n.1, 2002, pp. 43-54.
- HELLY, Denise et Alberte LEDOYEN, *Immigrés et création d'entreprises*, Institut de recherche sur la culture, 1994, Montréal.
- HELLY, Denise, *Les Chinois à Montréal. 1877-1951*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, Québec.
- HETTNE, Björn, « 2. Ethnicity and Development : an Elusive Relationship », in DWYER, Denis et David DRAKAKIS-SMITH (eds.), *Ethnicity and Development. Geographical Perspective*, John Wiley & Sons, 1996, New-York, pp. 15-44.

- JENKINS, Richard, « Ethnic Minorities in Business : a Research Agenda », in Robin WARD et Richard JENKINS (éd.), *Ethnic Communities in Business*, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, pp. 231-238.
- JUTEAU, Danielle, « The Citizen Makes an Entrée : Redefining the National Community in Québec », in *Citizenship Studies*, Vol. 6, n°4, Carfax Publishing, Taylor and Francis Group, 2002, pp. 441-458.
- JUTEAU, Danielle, « Ethnicité et nation », in HIRATA, Helena, LABORIE, Françoise, LE DOARÉ, Hélène et Danièle SENOTIER (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, éd. PUF, 2000, Paris, pp. 60-65.
- JUTEAU, Danielle, McANDREW, Marie et Linda PIETRANTONIO, « Chapter 4 : Multiculturalism à la Canadian and Integration à la Québécoise. Transcending their Limits », in BAUBÖCK, Rainer et John RUNDELL (eds.), *Blurred Boundaries : Migration, Ethnicity, Citizenship*, Ashgate, European center Vienne, Aldershot, 1998, Brookfield, pp. 95-110.
- JUTEAU, Danielle, « L'ethnicité comme rapport social », *Mots. Les langages du politique*, 1996, 49, pp. 97-105.
- JUTEAU-LEE, Danielle, « La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal », *Sociologie et sociétés*, 1983, 15 (2), pp. 39-54.
- KYMLICKA, Will, « De Porto Rico au Kosovo en passant par le Québec : les multiculturalistes américains devant le nationalisme de minorité », *Argument. Politique, société et histoire*, Vol. 3, (2), Printemps-été 2001.
- LACZKO, Leslie S., « Feelings of Fraternity in Canada : An Empirical Exploration of Regional Differences », in *Asian and Pacific Migration Journal*, Vol. 6, n° 3-4, 1997, pp. 343-361.

- LAI, David Chuenyan et Pamela MADOFF, *Building and Rebuilding Harmony : The Gateway to Victoria's Chinatown*, University of Victoria, Western Geographical Series, 1997, Victoria.
- LAI, David Chuenyan, *Chinatowns : Towns Within Cities in Canada*, University of British Columbia Press, 1988, Vancouver.
- LAPIERRE, Jean-William, « Préface », in POUTIGNAT, Philippe et Jocelyne STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, P.U.F., coll. Le Sociologue, 1995, Paris, pp. 9-14.
- LARIVIÈRE, Jean-Pierre, « Chapitre 1 : Les changements démographiques dans 'l'Empire du milliard' », in LARIVIÈRE, Jean-Pierre (dir.), *La Chine et les Chinois de la diaspora*, CNED-SEDES, 1999, Paris, pp. 13-31.
- LI, Peter S., « Chinese Investment and Business in Canada : Ethnic Entrepreneurship Reconsidered », in *Pacific Affairs*, 66(2), 1993, pp. 219-243.
- LI, Peter S., *The Chinese in Canada*, Oxford University Press, coll. Studies in Canadian Sociology, 1988, Toronto.
- MA MUNG, Emmanuel, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Ophrys, coll. Géophrys, 2000, Paris.
- MA MUNG, Emmanuel et Gildas SIMON, *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et villes de l'Est*, Masson, coll. Recherches en géographie, 1990, Paris.
- MARABLE, Manning, *How Capitalism Underdeveloped Black America. Problems in Race, Political Economy and Society*, South End Press, 1983, Boston.
- MARTINIELLO, Marco, *Sortir des ghettos culturels*, Presses de Science Po, coll. La Bibliothèque du citoyen, 1997, Paris.

- MARTINIELLO, Marco, *Élites, leadership et pouvoir dans les communautés ethniques d'origine immigrée. Vers une approche théorique*, Academia, coll. Sybidi Papers, 1988, Louvain-la-Neuve.
- MENKHOFF, Thomas et Douglas SIRKORSKI, « Asia's Chinese Entrepreneurs Between Myth-Making and Renewal », in MENKHOFF, Thomas et Solvay GERKE (eds.), *Chinese Entrepreneurship and Asian Business Networks*, RoutledgeCurzon, 2002, New-York, pp. 23-42.
- MINGHUAN, Li, *We Need Two Worlds. Chinese Immigrant Associations in a Western Society*, Amsterdam University Press, 1999, Amsterdam.
- MEINTEL, Deirdre, « Cape Verdean Transnationalism, Old and New », in *Anthropologica*, Vol XLIV, 2002, pp. 25-42.
- MORILLON, Anne, « Les réfugiés politiques face à la naturalisation », in *Hommes et Migrations*, « France, terre d'Asie », n°1234, Novembre-décembre 2001, Paris, pp. 50-57.
- NONINI, Donald M. et Aihwa ONG, « Chinese Transnationalism as an Alternative Modernity », in NONINI, Donald M. et Aihwa ONG (eds.), *Ungrounded Empires. The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, Routledge, 1997, New York & London, pp. 3-36.
- ONG, Aihwa, « 'A Momentary Glow of Fraternity' : Narratives Chinese Nationalism and Capitalism », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp. 331-363.
- PAINCHAUD, Claude et Richard POULIN, *Les Italiens au Québec*, Asticou et Critiques, 1988, Hull.

- PAO-MERCIER, Laura Yuen-Ha, *Immigration, Ethnicity, and the Labor Market : The Chinese in Montreal*, Faculté des Études Supérieures et de la Recherche, Université McGill, 1981, Montréal.
- PESTIEAU, Joseph, *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, Les Presses de l'Université de Laval, coll. Prisme, 1999, Québec.
- PICQUART, Pierre, « Le mouvement associatif chinois et franco-chinois en France », in *Migrations Études*, Paris, n°111, Agence pour le Développement des Relations Interculturelles, janvier 2003, Paris, pp.1-16 : <<http://www.adri.fr/me/pdf/me111.pdf>>.
- POUTIGNAT, Philippe et Jocelyne STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, P.U.F., coll. Le Sociologue, 1995, Paris.
- RAULIN, Anne, *L'ethnique est quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*, L'Harmattan, coll. Connaissance des hommes, 2000, Paris, pp. 34 et 47.
- REDDING, Gordon, « Culture and Entrepreneurial Behavior among the Overseas Chinese », in BERGER, Brigitte (éd.), *The Culture Entrepreneurship*, ICS Press, 1991, San Francisco, pp. 137-156.
- REITZ, Jeffrey G., *The Survival of Ethnic Groups*, McGraw-Hill Ryerson Limited, 1980, Toronto.
- ROSTOW, W. W., *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, 1962, Paris, pp. 16-25.
- SALAFF, Janet W., GREVE, Arent, WONG, Siu-Lun et Lynn Xu Li PING, « Ethnic Entrepreneurship, Social Networks, and the Enclave », in YEOH, Brenda, KIONG, Tong Chee et Michael Walter CHARNEY (éd.), *Approaching Transnationalism : Transnational Societies, Multicultural Contacts, and Imaginings of Home*, Université de Toronto, 2002, Toronto : <<http://www.chass.utoronto.ca/~agreve/Salaff-Greve-et-al-entCh3.pdf>>.

- SCHNAPPER, Dominique, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Gallimard, coll. NRF Essais, 1994, Paris.
- SMART, Alan, « Capitalist Story-Telling and Hegemonic Crises : Some Comments », in *Identities*, Vol. 3 (3), Overseas Publishers Association, 1997, Amsterdam, pp. 399-413.
- SMART, Joséphine, *Ethnic Entrepreneurship, Transmigration, and Social Integration : An Ethnographic Study of Chinese Restaurant Owners in Western Canada*, Université de Calgary, 2002, Calgary.
- SOW, Abiboulaye « Africains et Asiatiques dans l'économie informelle à Marseille, 2/2 », in *Hommes et Migrations*, n°1233, 3/32, 28 septembre 2001, pp. 58-71, <<http://www.adri.fr/HM/articles/1233/1233.pdf>>.
- TAN, Jin et Patricia ROY, *The Chinese in Canada*, Canadian Historical Association, 1985, Ottawa.
- TAPINOS, Georges et DELAUNAY, Daniel, « Peut-on parler d'une mondialisation des migrations internationales ? », in OCDE (éd.), *Mondialisation, migrations et développement*, 2000, Paris, pp. 37-61.
- THÉRIAULT, Joseph-Yvon, « Les mouvements ethno-culturels », in RAGI, Tarik et Sylvia GERRITSEN, *Les territoires de l'identité*, éd. ACFAS-Outaouais, 1992, Ottawa, pp. 5-20.
- TOURAINÉ, Alain, « Chapitre V : La société multiculturelle », in *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Fayard, 1997, Paris, pp. 195-242.
- TRIOULET, Pierre, « Chapitre 3 : Un monde chinois », in LARIVIÈRE, Jean-Pierre (dir.), *La Chine et les Chinois de la diaspora*, éd. CNED-SEDES, 1999, Paris, pp. 51-78.

- TUCKER, Vincent, « The Myth of Development. A Critic of a Eurocentric Discourse », in R. MUNCK & D. O'HEARN (eds.), *Critical Development Theory : Contribution to a New Paradigm*, Zed Book, 1999, London, pp. 1-27.
- WATSON, James, *Emigration and the Chinese Lineage : the Mans in Hong Kong and London*, University of California Press, 1975, Berkeley.
- WICKBERG Edgar (éd.), CON, Harry, CON, Ronald J., JOHNSON Graham et William E. WILLMOTT, *De la Chine au Canada, Histoire des communautés chinoises au Canada*, Centre d'édition du gouvernement du Canada, Coll. Histoire des peuples du Canada, 1984, Ottawa.
- WIRTH, Louis, « The Problems of Minority Groups », in LINTON, Robert (dir.), *The Science of Man in the World Crisis*, Columbia University Press, coll. Morningside Heights, 1945, New York, pp. 347-372.
- WONG Lloyd L. et Michelle NG, « The Emergence of Small Transnational Enterprise in Vancouver : The Case of Chinese Entrepreneur Immigrants », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 26 (3), Septembre 2002, pp. 508-530.
- YAO, Souchou, « Guanxi. Sentment, Performance and the Trading of Words », in MENKHOFF, Thomas et Solvay GERKE (eds.), *Chinese Entrepreneurship and Asian Business Networks*, RoutledgeCurzon, 2002, New-York, pp. 233-254.
- YIM, Seong-Sook, *Immigrants coréens au Québec. La question de la communication interculturelle*, L'Harmattan, coll. Logiques Sociales, Paris, 2000.

Articles Internet

Anonyme, « Jacques Chirac rejette la ‘discrimination positive’ défendue par Nicolas Sarkozy », in *Lemonde.fr*, <<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3226,36-344901,0.html>>, 5 décembre 2003.

DUBÉ, Denis, « La Banque Nationale s’associe au Salon de l’emploi de l’arrondissement de CDN et NDG reconnu pour son aspect multiculturel », in Banque Nationale du Canada, *Communiqués de presse*, Montréal, <http://www.bnc.ca/bnc/cda/newsdetail/0,1044,articleCode-12478_divId-2_langId-2_navCode-6100_viewFilter-2003,00.html>, le 30 octobre 2003.

CHABRUN, Laurent, « Les affaires secrètes des Chinois de France », in *L'Express*, <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/EH/F/noir/lectures/chinois_affaires_secr%C3%A8tes.htm>, 27 février 2003.

China.org.cn, *Paris : Défilé exceptionnel du Nouvel An chinois sur les Champs-Élysées au 24 janvier*, <<http://www.china.org.cn/french/98909.htm>>, 18 janvier 2004.

Demographia, *Ville de Paris : Population & Density from 1365*, <<http://www.demographia.com/dm-par90.htm>>, 10 mars 2004.

Gouvernement du Québec, « Le quartier chinois de Montréal. Exotique, animé, coloré! », in *Bonjour Québec*, <http://www.bonjourquebec.com/francais/idees_vac/villes/montreal_chinois.html>, 2003.

Gouvernement du Québec, « Festival Montréal en lumière », in *Bonjour Québec*, <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/1396939.html>>, 2003.

- Gouvernement du Québec, « Festival de la lune de mi-automne », in *Bonjour Québec*,
 <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/1402887.html>>, 2003.
- Gouvernement du Québec, « Festival de courses de bateaux-dragons de Montréal », in
Bonjour Québec,
 <<http://www.bonjourquebec.com/francais/cms/produits/5792756.html>>, 2003.
- HASKI, Pierre, « Chine. Grande pompe pour le président chinois », in *Libération.fr*,
 <<http://www.liberation.com/page.php?Article=173813>>, 26 janvier 2004.
- L'année de la Chine 2003/2004, *L'Année de la Chine en France*,
 <<http://www.anneedelachine.org/annee.php>>, 23 janvier 2004.
- Mairie de Paris, *L'année de la Chine à Paris : défilé du Nouvel An Chinois sur les Champs-Élysées*, <http://www.paris.fr/fr/culture/actualites/nouvel_an_chinois/default.asp>, 19 janvier 2004.
- Montreal International Dragon Boat Festival, *The History of Dragon Boat Racing*,
 <<http://www.montrealdragonboat.com/en/midbrf.php?p2=history>>, 2003.
- Statistique Canada, « Visible minority population, provinces and territories », in *Census 2001*,
 <<http://www.statcan.ca/english/Pgdb/demo40a.htm>>, 11 février 2004.
- Statistique Canada, « Population, selon certaines origines ethniques, Canada », in
Recensement 2001, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo28a_f.htm>, 16 janvier 2004.
- Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Montréal », in
Recensement 2001, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43h_f.htm>, 16 janvier 2004.

Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Toronto », in *Recensement 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43k_f.htm>, 16 janvier 2004.

Statistique Canada, « Population selon certaines origines ethniques, Vancouver », in *Recensement 2001*, <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/demo43x_f.htm>, 16 janvier 2004.

Statistique Canada, « Visible minority population, provinces and territories », in *Census 2001*, <<http://www.statcan.ca/english/Pgdb/demo40a.htm>>, 16 janvier 2004.

Statistique Canada, « Census of Population: Immigration, birthplace and birthplace of parents, citizenship, ethnic origin, visible minorities and Aboriginal peoples », in *The Daily*, <<http://www.statcan.ca/Daily/English/030121/d030121a.htm>>, 21 juillet 2003.

Statistique Canada, « Canada's ethnocultural portrait: The changing mosaic », in *Analysis series. Ethnocultural portrait*, <<http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/canada.cfm>>, 21 janvier 2003.

Statistique Canada, « Sub-provincial », in *Census 2001*, <<http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/subprovs.cfm>>, 21 janvier 2003.

Statistique Canada, « Proportion of immigrants born in Europe and Asia by period of immigration, Canada, 2001 », in *Census 2001*, <<http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/charts/Canada/asia.cfm>>, 21 janvier 2003.

Statistique Canada, « Portrait ethnoculturel. Infraprovincial », in *Recensement 2001. Série 'Analyse'*,

<[http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/subpr
ovs.cfm](http://www12.statcan.ca/english/census01/products/analytic/companion/etoimm/subpr
ovs.cfm)>, 21 janvier 2003.

Statistique Canada, « Enquête sur la diversité ethnique », in *Le Quotidien*,
<<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/030929/q030929a.htm>>, 29 septembre 2002.

Transports Québec, Île-de-Montréal,
<<http://www1.mtq.gouv.qc.ca/fr/regions/montreal/index.asp>>, 27 avril 2004.

Ville de Montréal, « Historique », in *L'urbanisme à Montréal, Plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/q-chinois/q-chinois2.htm>, 8 juin 1998.

Ville de Montréal, « De nos jours », in *L'urbanisme à Montréal, Plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/q-chinois/q-chinois3.htm>, 28 juin 1998.

Ville de Montréal, Service de l'urbanisme (éd.), *Le plan de développement du quartier chinois*, <http://www2.ville.montreal.qc.ca/urb_demo/pdf/qchinois.pdf>, mars 1998.

Wikipédia, l'encyclopédie libre, *Île-de-France*, <<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%8Ele-de-France>>, 27 avril 2004.